



**RAPPORT ANNUEL**  
**DE LA**  
**BANQUE DE LA REPUBLIQUE**  
**DU BURUNDI**

**2010**

**LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL 2010**

**DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**ADRESSEE**

**A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT  
DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**PAR LE GOUVERNEUR**

**AU NOM DU CONSEIL GENERAL**

Excellence Monsieur le Président de la République,

J'ai l'insigne honneur de Vous adresser le rapport annuel de la Banque de la République du Burundi, la quarante-septième édition, qui porte sur l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Après un bref aperçu sur l'environnement économique international, ce rapport développe l'évolution économique et financière du pays ainsi que les activités et les comptes de la Banque.

La reprise de l'activité économique mondiale amorcée au cours du dernier trimestre de 2009, s'est confirmée en 2010. En effet, le taux de croissance de la production mondiale s'est sensiblement redressé, se fixant à 5,0 contre -0,5 p.c. l'année précédente grâce aux plans de relance mis en œuvre par les pouvoirs publics dans plusieurs pays. Cette reprise s'est généralisée partout dans le monde avec une ampleur variée selon les pays.

Dans les pays avancés, l'activité économique s'est redressée (3,0 contre -3,4 p.c.) mais demeure fragile suite au taux de chômage élevé et aux tensions liées à la dette publique surtout dans certains pays de la zone euro.

Aux Etats-Unis, le redressement économique (2,8 contre -2,6 p.c.) a été soutenu par un vaste programme de relance macroéconomique et des mesures de stabilisation du système financier.

La reprise économique du Japon (3,9 contre -6,3 p.c.) a été tirée par la relance budgétaire et le rebond du commerce mondial.

Dans la zone euro, le soutien des pouvoirs publics par des apports de liquidités, l'introduction de nouveaux mécanismes de financement et la politique budgétaire restrictive ont permis à ces pays de renouer avec la croissance. Cependant, en raison de la crise de la dette publique, la reprise de la croissance n'a pas été robuste (1,7 contre -4,1 p.c.).

En revanche, dans les pays émergents et en développement, l'activité économique s'est affermie (7,3 contre 2,7 p.c.). Parmi ces pays, ceux d'Asie (9,5 contre 7,2 p.c.) ont bénéficié de la hausse des exportations et du dynamisme du secteur privé, tandis que ceux de l'Europe (4,2 contre -3,6 p.c.) ont connu une évolution mitigée.

La communauté des Etats Indépendants (4,2 contre -3,6 p.c.), l'Amérique latine et Caraïbe (5,9 contre -1,8 p.c.) et le Moyen Orient et l'Afrique du Nord (3,9 contre 1,8 p.c.) ont bénéficié en général de la bonne tenue des cours des matières premières et des flux de capitaux.

L'Afrique subsaharienne a enregistré une accélération de la croissance (5,0 contre 2,8 p.c.) grâce au redressement des exportations, lié à la hausse des prix des matières premières et à la montée de la demande intérieure.

Le commerce mondial a renoué progressivement avec la croissance en 2010. En effet, après une forte contraction de 10,7 p.c. en 2009, les échanges mondiaux se sont accrus de 12,0 p.c. en raison de la reprise économique mondiale.

Bien que l'activité économique mondiale tende à se stabiliser, les marchés financiers demeurent fragiles sous l'effet de la dégradation des finances publiques dans les pays développés d'une part et des mouvements importants de capitaux vers les pays émergents qui posent le problème d'absorption par leurs systèmes financiers d'autre part.

Dans beaucoup de pays développés, la dette publique est devenue insoutenable. Le niveau d'endettement public brut des Etats-Unis a atteint 92,8 contre 84,4 p.c., celui de la zone euro 84,2 contre 79,2 p.c. du PIB l'année précédente. Cette situation d'endettement des Etats constitue un handicap majeur pour la croissance économique à long terme et fragilise la stabilité financière.

Les transferts de fonds des travailleurs émigrés ont continué d'être une importante source de financement extérieur pour les pays en développement. D'après le rapport de la Banque Mondiale, les transferts de migrants vers ces pays ont augmenté de 6,0 p.c., passant de 307 à 325 milliards de dollars en 2010.

\*

\*

\*

A l'instar de la reprise économique observée sur le plan international, l'économie burundaise a été caractérisée par la croissance. En effet, le taux de croissance réel du Produit Intérieur Brut (PIB) s'est établi à 3,9 contre 3,5 p.c. l'année précédente grâce aux bonnes performances du secteur primaire (3,9 contre 1,8 p.c.), les secteurs secondaire (4,4 contre 5,4 p.c.) et tertiaire (3,7 contre 5,1 p.c.) ayant connu un ralentissement d'activité.

Les progrès réalisés par le secteur primaire, principale composante du PIB ont résulté essentiellement de l'accroissement de la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation (75,0 contre -38,2 p.c.) en rapport avec le phénomène de cyclicité des caféiers, mais aussi de l'augmentation de la production théicole (18,9 p.c.) consécutive à la bonne pluviosité et à l'application d'engrais à temps. Par contre, la croissance de la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière s'est ralentie, revenant de 3,0 à 2,0 p.c. d'une année à l'autre.

Le taux de croissance du secteur secondaire s'est décéléré (4,4 contre 5,4 p.c.), tout en restant à un niveau supérieur à ceux des deux autres secteurs. Le ralentissement de l'activité de ce secteur a concerné la branche des constructions (5,0 contre 8,0 p.c.), celle des industries, mines et énergie ayant, par contre, maintenu son rythme de croissance de l'année précédente (4,1 contre 4,0 p.c.).

Comme pour l'année précédente, le pouvoir d'achat, mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages, a connu une moindre détérioration que l'année précédente (6,5 contre 10,5 p.c.) suite principalement à la bonne production agricole.

La situation des finances publiques s'est nettement améliorée contrastant ainsi avec les résultats de l'exercice précédent. En effet, suite à l'augmentation des ressources aussi bien internes qu'externes (48,6 p.c.) plus rapide que celle des dépenses (25,3 p.c.), le déficit enregistré s'est avéré moins lourd que celui de l'exercice précédent (-42.294,4 contre -112.723,7 MBIF). Aussi, le ratio du déficit budgétaire par rapport au PIB s'est-il amélioré, revenant de 7,9 à 2,3 p.c..

L'encours total de la dette publique (954.850,8 contre 927.438,1 MBIF) s'est accru de 27.412,7 MBIF en rapport avec l'augmentation de la dette intérieure (427.102,6 contre 366.046,1 MBIF) qui a progressé de 61.056,4 MBIF, soit 16,7 p.c. Cette évolution a résulté de l'accroissement des engagements de l'Etat envers le secteur bancaire (47.782,7 MBIF) et non bancaire (13.273,7 MBIF). En revanche, la dette extérieure a baissé de 33.643,5 MBIF suite essentiellement à la mise en application des accords de consolidation et d'annulation de la dette envers l'AFD.

Ainsi, le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services non facteurs s'est-il sensiblement amélioré, revenant de 25,3 à 2,6 p.c. grâce à l'augmentation des recettes d'exportation et surtout à la baisse du service de la dette en rapport avec l'annulation de la dette extérieure.

La conduite de la politique monétaire est demeurée axée sur les objectifs du programme économique et financier conclu avec le FMI au titre de la deuxième Facilité Elargie de Crédit (FEC). Pour atteindre les objectifs quantitatifs d'avoirs extérieurs et intérieurs net, la Banque a continué à utiliser les instruments indirects, en l'occurrence les appels d'offres de liquidité, les réserves obligatoires et la facilité de prêt marginal.

La masse monétaire (M2) s'est accrue à un rythme légèrement plus rapide que celui de l'exercice précédent (20,2 contre 19,8 p.c.). La croissance de la quasi-monnaie (21,2 contre 17,9 p.c.) s'est accélérée, alors que les disponibilités monétaires ont ralenti leur progression (19,9 contre 20,4 p.c.)

Les emplois du système bancaire se sont accrus de 13,8 p.c. suite à la progression de 22,9 p.c. du crédit intérieur, les avoirs extérieurs nets ayant baissé de 17,1 p.c. d'une fin d'année à l'autre. Aussi, la création additionnelle de la monnaie a-t-elle été d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M2 à hauteur de 25,6 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 5,4 points.

Le taux de liquidité de l'économie a augmenté de 32,0 contre 29,0 p.c. un an auparavant, le PIB nominal s'étant accru de 12,6 p.c. moins rapidement que la liquidité de l'économie. Cette situation pourrait traduire l'existence de tensions inflationnistes si les données du PIB et du taux d'inflation étaient réalistes.

La balance des paiements 2010 a été caractérisée par un déficit du compte courant (-370.300,7 contre -198.281,0 MBIF) et un excédent du compte de capital et d'opérations financières (371.854,8 contre 213.570,6 MBIF) plus importants que ceux de l'année précédente. Cette évolution est liée à la dégradation du solde déficitaire des biens et services (-537.559,7 contre -414.577,0 MBIF), à la contraction des apports extérieurs nets au titre des transferts courants (167.259,0 contre 316.296,0 MBIF) et à la progression des nouveaux décaissements sur les crédits extérieurs (186.171,9 contre 89.051,6 MBIF).

\*

\*

\*

Les perspectives de l'économie burundaise s'annonce plus encourageantes pour l'année 2011. La production devrait enregistrer une croissance soutenue grâce à l'amélioration du climat des affaires pour la promotion des investissements et aux mesures concrètes prises pour redynamiser l'économie notamment l'augmentation du budget alloué au secteur agricole pour le renforcement de l'encadrement, le repeuplement et l'amélioration de la qualité du cheptel ainsi que l'aménagement des marais.

Dans le domaine des finances publiques, la mise en place de l'Office Burundais des Recettes (OBR) permettra d'améliorer le système de collecte des recettes fiscales.

Sur le plan de la politique monétaire, la mise en place effective des pensions livrées permettra de redynamiser le marché interbancaire et d'instaurer un marché secondaire des titres en offrant de vastes possibilités d'échange des liquidités contre des garanties sûres. En outre, la création du marché financier en perspective permettra de mobiliser des ressources longues indispensables pour les investissements de long terme.

Fidèle à sa mission, la Banque de la République du Burundi demeure disponible pour apporter sa contribution à la recherche et à l'application des mesures les plus appropriées à la relance durable de l'économie.

En Vous assurant de mon entier dévouement, je Vous prie, Excellence Monsieur le Président de la République, de bien vouloir agréer l'hommage de mon profond respect.

G.SINDAYIGAYA

GOUVERNEUR.





# TABLE DES MATIERES

<b>PREMIERE PARTIE : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU PAYS .....</b>	<b>1</b>
<b>I.ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL .....</b>	<b>1</b>
I.1. VUE D'ENSEMBLE .....	1
I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS AVANCES .....	2
I.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	3
I.4. LES ECHANGES MONDIAUX .....	4
I.5. L'INFLATION MONDIALE .....	4
I.6. LES MARCHES FINANCIERS.....	5
I.7. LES MARCHES DES CHANGES.....	5
I.8. L'ENDETTEMENT PUBLIC .....	5
I.9. LES TRANSFERTS .....	5
I.10. LA COOPERATION INTERNATIONALE .....	6
<b>II.EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....</b>	<b>7</b>
<b>II.1. PRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
1. Agriculture vivrière .....	11
2. Agriculture d'exportation.....	13
2.1. Café .....	13
C. SECTEUR SECONDAIRE .....	19
D. SECTEUR TERTIAIRE.....	22
II. 2. EMPLOIS .....	23
B.ECART ENTRE LES RESSOURCES ET LES EMPLOIS INTERIEURS .....	25
<b>II.5. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER.....</b>	<b>40</b>
A. RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE .....	40
1. Ressources.....	42
1.1. Masse monétaire.....	42
a. Monnaie.....	42

b. Quasi-monnaie .....	42
1.2. Autres ressources.....	43
2. Emplois.....	44
2.1. Avoirs extérieurs nets.....	44
2.2. Crédit intérieur .....	45
a. Créances nettes sur l'Etat .....	45
b. Créances sur l'économie .....	45
<b>B. LIQUIDITE BANCAIRE.....</b>	<b>45</b>
<b>C. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE .....</b>	<b>47</b>
<b>D. RISQUES DU SYSTEME BANCAIRE.....</b>	<b>49</b>
1. Evolution générale.....	49
2. Catégories de crédits .....	50
2.1. Crédits à court terme .....	50
2.2. Crédits à moyen terme.....	50
2.3. Crédits à long terme .....	50
3. Crédits par branche d'activité.....	50
<b>DEUXIEME PARTIE.....</b>	<b>64</b>
<b>ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....</b>	<b>64</b>
<b>I. ACTIVITES .....</b>	<b>64</b>
1. Administration.....	64
2.1.1. Les appels d'offres de liquidité .....	66
2.1.2. Réserves obligatoires.....	66
2.3. Politique de taux de change et marché de change .....	66
2.3.1. Politique de taux de change.....	67
2.3.2. Marché de change.....	70
2.4. Gestion de la circulation fiduciaire .....	71
2.5. Surveillance du secteur bancaire et de microfinances.....	71
2.6. Elaboration et diffusion des statistiques .....	72
3. Autres activités.....	73
<b>II. COMPTES.....</b>	<b>73</b>
<b>A. BILAN.....</b>	<b>73</b>
1. Actif.....	73
1.1. Créances sur l'étranger.....	73

1.1.1. Avoirs extérieurs .....	74
1.1.2. Quote-part au FMI.....	74
1.2. Créances sur l'Etat .....	74
1.3. Créances sur les banques commerciales et les établissements financiers .....	74
1.4. Titres de participation.....	74
1.5. Autres actifs.....	74
2. PASSIF.....	75
2.1. Base monétaire .....	75
2.2. Dépôts du secteur gouvernemental .....	75
2.3. Dépôts divers.....	76
2.4. Engagements envers le Fonds Monétaire International .....	76
2.5. Engagements extérieurs.....	76
2.6. Autres passifs .....	76
2.7. Fonds propres .....	76
C.COMPTES DE RESULTAT .....	<b>78</b>
<b>ANNEXES STATISTIQUES.....</b>	<b>81</b>

## **LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES**

AFD	: Agence Française de Développement
AFRI TAC	: Africa Regional Technical Assistance Centers
ARFIC	: Autorité de Régulation de la filière Café du Burundi
BAD	: Banque Africaine de Développement
BBS	: Burundi Back brue System
BEI	: Budget Extraordinaire d'Investissement
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BIF	: Franc Burundi
BIRD	: Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BRB	: Banque de la République du Burundi
CCP	: Comptes des Chèques Postaux
CEEAC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEI	: Communauté des Etats Indépendants
CIF	: Cost, Insurance and Freight
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMEBU	: Comptoir Minier des Exploitations du Burundi
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
COTEBU	: Complexe Textile de Bujumbura
Cts/lb	: Cents par Livre
CSLP	: Cadre Stratégique pour la Lutte contre la Pauvreté
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
EAC	: East African Community
FAO	: Food and Agriculture Organization
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board
FOT	: Free On Track
FW	: Fully Washed
GWH	: Giga Watt par Heure
IADM	: Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (Multilateral Initiative for Debt Relief)
IAS	: International Accounting Standard
IDA	: International Development Association
IFRS	: International Financial Reporting Standards
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
M1	: Disponibilités monétaires
M2	: Masse monétaire
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mds	: Milliards
MED	: Marché d'Enchères de Devises
MINAGRIE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

MDC	: Ministère du Plan et du Développement Communal
OBR	: Office Burundais de Recettes
OHP	: Office des Huileries de Palme
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONATEL	: Office National des Télécommunications
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTB	: Office du Thé du Burundi
PABV	: Projet d'Aménagement des Bassins Versants
PARSE	: Projet d'Appui à la Reconstruction du secteur de l'Élevage
P.C.	: Pourcent
PRASAB	: Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des Terres au Burundi
PIB	: Produit Intérieur Brut
PM	: Prix moyen
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PTRPC	: Programme Transitoire de Reconstruction Post-Conflict
RC	: Route Communale
RN	: Route Nationale
SFI	: Société Financière Internationale
SIP	: Société Immobilière Publique
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SRDI	: Société Régionale de Développement de l'Imbo
SWIFT	: Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
T	: Tonnes
U.E.	: Union Européenne
USD	: Dollar Américain
V	: Valeur
VSAT	: Voie Satellitaire
TIC	: Technologie de l'Information et de Communication

# PREMIERE PARTIE

## ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU PAYS

### I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

#### I.1. VUE D'ENSEMBLE

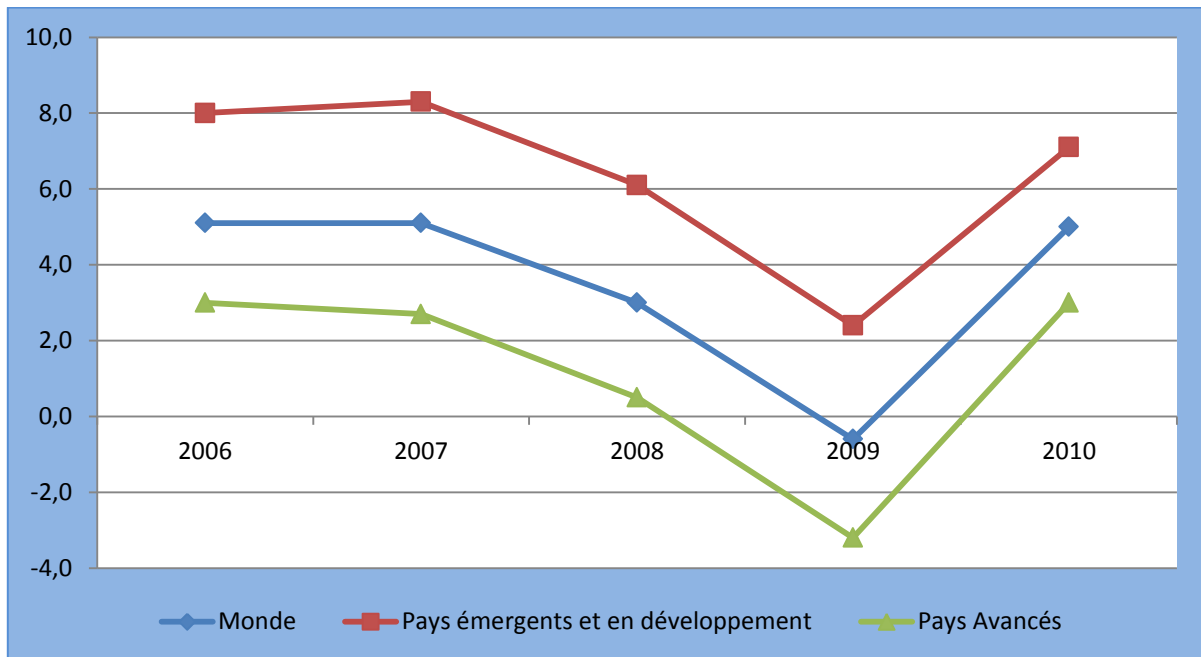
L'activité économique mondiale de l'année 2010 a été marquée par l'affermissement de la reprise amorcée au quatrième trimestre de 2009. En effet, après la forte récession qui a touché le plus bas niveau l'année précédente, la production mondiale a enregistré une croissance de 5,0 contre -0,5 p.c. en rapport principalement avec la mise en place par les pouvoirs publics de plusieurs pays des plans de redressement ayant trait notamment à l'assouplissement des conditions monétaires, aux mesures de soutien du secteur financier, aux impulsions budgétaires et à la constitution des stocks.

TABLEAU 1 : CROISSANCE DE LA PRODUCTION MONDIALE(1)					
	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Monde</b>	<b>5,1</b>	<b>5,1</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>5,0</b>
<b>Pays Avancés</b>	3,0	2,7	0,5	-3,4	3,0
Etats-Unis	2,8	2,0	0,4	-2,6	2,8
Zone Euro	2,9	2,7	0,6	-4,1	1,7
Japon	2,0	2,3	-1,2	-6,3	3,9
Autres	3,9	4,7	1,7	-1,2	5,7
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>8,0</b>	<b>8,3</b>	<b>6,1</b>	<b>2,7</b>	<b>7,3</b>
Afrique subsaharienne	6,1	6,2	5,5	2,8	5,0
Europe Centrale et Orientale	6,6	5,4	3,0	-3,6	4,2
Communauté des Etats Indépendants	8,4	8,6	5,5	-6,4	4,6
Asie	9,8	10,6	7,9	7,2	9,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,7	6,3	5,1	1,8	3,8
Amérique latine	5,7	5,7	4,3	-1,7	6,1

(1): variations en p.c. du PIB à prix constants  
Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2011

Toutefois, cette reprise s'est effectuée à des rythmes différents selon les pays et les régions, plus lente dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement.

**GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DE LA CROISSANCE DU PIB MONDIAL**  
(en pourcentage)



## I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS AVANCES

Dans les pays avancés, l'activité a progressé plus vite que prévu et a atteint un taux de croissance de 3,0 contre -3,4 p.c. en raison de bonnes performances enregistrées au courant du deuxième semestre 2010. Les effets des mesures de relance et l'amélioration des conditions financières mondiales expliquent cette évolution. Néanmoins, cette croissance demeure fragile, le chômage reste élevé et les tensions liées à la dette publique sont encore très vives surtout dans certains Etats de la zone Euro.

Aux Etat Unis, l'économie s'est redressée (2,8 contre -2,6 p.c.) sous l'effet d'un vaste programme de relance macroéconomique et de mesures d'urgence visant la stabilisation du système financier. Cependant, la reprise ne s'est pas encore affermie en raison de la mollesse de la consommation des ménages due notamment à la baisse de la valeur nette des actifs surtout immobiliers, à une faible croissance du crédit et au chômage élevé. Le ralentissement de la hausse des prix à la consommation conjuguée au manque du dynamisme du marché du travail et à la faiblesse de la demande font craindre le risque de déflation.

La politique monétaire américaine est restée accommodante en rapport avec un taux d'inflation modéré, une croissance timide et la persistance de tensions financières.

Au Japon, la reprise (3,9 contre -6,3 p.c.) a été tirée par les exportations qui ont profité de la bonne conjoncture dans les pays avancés et de l'accroissement de la demande chinoise de biens d'équipements. Toutefois, l'appréciation sporadique du Yen et le manque de vigueur de l'économie américaine ont ralenti cette expansion.

La reprise de la croissance dans les pays de la zone euro a été mitigée (1,7 contre -4,1 p.c.) suite au problème de la dette souveraine. La crise de la dette publique qui a éclaté au printemps s'est propagée dans le reste du monde, mettant ainsi en péril le système financier et rendant la reprise encore incertaine. Toutefois, la réaction des pouvoirs publics par des apports de liquidités, l'adoption de nouveaux mécanismes de financement et une discipline budgétaire rigoureuse dans les pays concernés a permis de maîtriser la situation.

### **I.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT**

Si la reprise est restée timide dans les pays avancés, les pays émergents et en développement ont connu, quant à eux, une croissance soutenue (7,3 contre 2,7 p.c.) avec l'apparition cependant des tensions inflationnistes et des signes de surchauffe sous l'effet de l'afflux massif de capitaux.

Les pays émergents et en développement d'Asie, qui n'avaient pas été touchés par la crise mondiale, ont accéléré leur croissance (9,5 contre 7,2 p.c.). L'accroissement des exportations et la montée en puissance du secteur privé ont particulièrement propulsé les de la Chine (10,3 contre 9,2 p.c.) et de l'Inde (10,4 contre 6,8 p.c.).

Les pays émergents et en développement de l'Europe (4,2 contre -3,6 p.c.) se remettent de la crise financière à deux vitesses. Les pays qui avaient enregistré une faible récession ou ceux qui avaient affronté la crise avec un secteur des ménages et un secteur bancaire en bonne santé financière, ont connu une bonne croissance sous l'effet de l'accroissement des flux des échanges et de capitaux. En revanche, ceux qui avaient un secteur privé peu dynamique ou un secteur public fragile ont accusé une relance lente de l'activité.

La Communauté des Etats Indépendants (CEI) a connu une reprise de la croissance (4,2 contre -3,6 p.c.) tirée par la hausse des prix des produits de base, les politiques accommodantes et la normalisation des échanges et des flux de capitaux.



Ils ont également tiré profit du redressement de l'économie de la Russie (3,7 contre -7,9 p.c.) consécutif à la reprise de la production et l'accroissement des prix des matières premières.

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes a manifesté des signes de croissance plus soutenue que prévue. En effet, le taux de croissance s'est établi à 5,9 contre -1,8 p.c. sous l'effet de l'accroissement des exportations des produits de base, la bonne tenue des cours des matières premières, des bonnes conditions financières et l'entrée massive des capitaux.

Dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord, la croissance (3,9 contre 1,8 p.c.) s'est renforcée en 2010 en raison principalement du rebond des cours du pétrole et des mesures budgétaires prises pour soutenir le secteur non pétrolier.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est accélérée (5,0 contre 2,8 p.c.) grâce au redressement des exportations consécutif à la hausse des prix des produits de base et à la vigueur de la demande intérieure observée dans plusieurs pays. Aussi, l'impact de la crise sur les transferts de fonds en provenance de l'étranger y compris les flux de capitaux publics, l'IDE et les envois de fonds des travailleurs migrants a été moindre que prévu.

A l'exception de l'Ouganda (5,2 contre 7,2) et la Tanzanie (6,5 contre 6,7 p.c.), les autres pays de l'EAC, le Kenya (5,0 contre 2,6 p.c.), le Rwanda (6,5 contre 4,1 p.c.) et le Burundi (3,9 contre 3,5 p.c.) ont enregistré une accélération de leurs taux de croissance. La plupart de ces pays ont bénéficié de l'amélioration de la production agricole et du regain d'activité du secteur de la construction.

#### **I.4. LES ECHANGES MONDIAUX**

Les échanges mondiaux de marchandises ont fortement augmenté (12,0 contre -10,7 p.c.) au cours de l'année 2010, tirés par la reprise dans les pays développés et la forte croissance dans les pays émergents et en développement.

Sous l'effet de la reprise du commerce international et du renchérissement des matières premières, les déséquilibres mondiaux de balances des paiements se sont de nouveaux amplifiés en 2010, les pays exportateurs de pétrole dégagant un surplus pendant que les pays consommateurs ont vu leur déficit s'aggraver.

#### **I.5. L'INFLATION MONDIALE**

En rapport avec la montée des cours du pétrole et des produits de base, l'inflation est passée de 0,1 à 1,6 p.c. dans les pays avancés et de 5,2 à 6,2 p.c. dans les pays émergents et en développement.

Ces pressions inflationnistes ont résulté également de la vigueur de la demande mondiale et des chocs du côté de l'offre, notamment les dégâts causés aux cultures par les perturbations climatiques.

## **I.6. LES MARCHES FINANCIERS**

Les marchés financiers sont restés fragiles malgré le redressement accéléré de la croissance mondiale. D'une part, l'interaction entre les secteurs souverain et financier a entraîné un regain de tensions dans les pays développés, en particulier dans la zone euro, qui sont exposés aux risques liés à la viabilité de la dette. D'autre part, les politiques accommodantes des pays avancés et les fondamentaux économiques relativement favorables dans les pays émergents ont alimenté un flux important de capitaux vers ces derniers mettant à rude épreuve la capacité d'absorption de leurs systèmes financiers.

## **I.7. LES MARCHES DES CHANGES**

Le marché des changes a été marqué par la volatilité des cours des principales monnaies de transactions internationales. En effet, l'Euro s'est déprécié par rapport à la plupart des autres devises, notamment le dollar (-8,42 p.c.), le Yen (-23,08 p.c.) et le Yuan (-11,98 p.c.) en liaison avec la crise de la dette publique. Le dollar s'est également déprécié de 11,0 p.c. par rapport au Yen suite à la faiblesse de la croissance de l'économie américaine. Malgré une légère appréciation de 2,7 p.c. vis-à-vis du dollar, le yuan est jugé sous-évalué.

## **I.8. L'ENDETTEMENT PUBLIC**

La dette publique de nombreux pays, en particulier dans les pays développés, est devenue insoutenable. L'encours de la dette publique globale avoisine 39.000 milliards contre 35.000 milliards en 2009. Aux Etats-Unis, l'endettement public brut a atteint 92,8 contre 84,4 p.c. du PIB l'année précédente. Dans la zone euro, il est passé également de 79,2 à 84,2 p.c. du PIB. Ce lourd endettement des Etats risque d'affaiblir la croissance économique à long terme et de compromettre la stabilité monétaire.

## **I.9. LES TRANSFERTS**

Les transferts de migrants vers les pays en développement ont repris de vigueur en 2010. D'après les estimations de la Banque mondiale, ils s'établiraient à 325 milliards de dollars pour ces pays, soit une augmentation de 6,0 p.c., et à 440 milliards en incluant les pays développés.

## I.10. LA COOPERATION INTERNATIONALE

Le Groupe de la Banque mondiale a continué à œuvrer pour stabiliser les économies des pays membres et à consolider les bases d'une croissance durable. Le Groupe a augmenté ses interventions, le volume des prêts atteignant 44,2 contre 32,9 milliards de dollar pour la BIRD et 14,5 contre 14,0 milliards de dollar pour l'IDA, soit un accroissement respectif de 34,3 p.c. et de 3,8 p.c. d'un exercice à l'autre. Ces interventions ont permis la création d'emplois, la fourniture des services et infrastructures essentiels, la mise en place des programmes de protection des groupes vulnérables et le rétablissement de la confiance dans les marchés des capitaux.

Le FMI a poursuivi sa mission pour la stabilité du système financier international. Au cours de l'année sous revue, il a axé ses efforts dans la mise en œuvre des voies et moyens pour replacer durablement l'économie mondiale sur la trajectoire de la croissance. Il a particulièrement fourni des conseils aux pays membres pour consolider la reprise tout en renforçant le dispositif de la sécurité financière internationale.

En effet, au cours de l'exercice 2010, le FMI a accru ses ressources prêtables pour soutenir la reprise et créer des conditions favorables à une croissance soutenue. De ce fait, le FMI a procédé à une allocation générale de droits de tirage spéciaux (DTS) pour injecter de la liquidité dans l'économie et a élargi ses facilités de crédit. Ainsi, le Conseil d'Administration a approuvé 14 accords de financement non concessionnels pour 72,2 milliards de DTS dont 52,2 milliards en liaison avec la Ligne de crédit modulable (LCM). En outre, les engagements de prêts au titre de facilités concessionnelles en faveur des pays à faibles revenus ont atteint 2,2 milliards de DTS. D'autres instruments de prêt ont également été mis sur pied pour pouvoir répondre aux besoins des pays membres pendant et après la crise.

Au niveau du Burundi, la Banque mondiale a accordé des prêts pour le projet agro-pastoral et développement des marchés pour 43 millions de dollar, le projet de développement du secteur privé pour 19 millions de dollar et le développement de la politique de crédit pour 25 millions de dollar. En ce qui concerne le FMI, il a débloqué 20,1 millions de dollar au titre de la troisième et la quatrième revue de l'accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC).

**Afin de poursuivre la reprise économique que nous venons de constater, les actions à mener sont variables selon les deux grands ensembles économiques. Les pays avancés devraient rééquilibrer les finances publiques de manière avisée, mettre en œuvre des plans de recapitalisation des banques et repenser le système de réglementation et de contrôle financier. Les pays émergents et en développement devraient pour leur part s'appuyer sur les instruments macro prudeniels pour éviter une éventuelle surchauffe et des risques systémiques qui pourraient venir de l'afflux massif des capitaux.**

En ce qui concerne le Burundi, l'environnement économique international lui a été plutôt favorable. Il a pu profiter de la hausse généralisée des prix des produits de base tels que le café, le thé et le coton. Par ailleurs il a pu bénéficier des concours extérieurs pour financer son économie.

## **II. EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI**

**A l'instar de la reprise économique observée sur le plan international, l'économie burundaise a été caractérisée par la croissance.**

### **II.1. PRODUCTION**

La production intérieure est analysée sous l'angle de la somme des valeurs ajoutées des trois secteurs économiques en l'occurrence le secteur primaire, secondaire et tertiaire.

#### **A. EVOLUTION GENERALE**

Le taux de croissance de l'économie burundaise s'est accéléré au cours de l'année 2010 s'établissant à 3,9 contre 3,5 p.c. l'année précédente. La croissance du secteur primaire s'est améliorée (3,9 contre 1,8 p.c.) tandis que celle des secteurs secondaire (4,4 contre 5,4 p.c.) et tertiaire (3,7 contre 5,1 p.c.) s'est ralentie.

Les performances du secteur primaire ont résulté principalement de la bonne tenue de l'agriculture d'exportation dont la valeur ajoutée s'est sensiblement redressée (75,0 contre -38,2 p.c.) en rapport essentiellement avec l'augmentation de la production de café.

En effet, la campagne de café 2010/2011 a connu une production plus importante que la campagne précédente suite au phénomène de cyclicité du rendement du caféier. Ainsi, les apports de café Arabica en parche ont atteint 31.409 contre 9.056 T, soit une nette expansion de 246,8 p.c.

De même, la production théicole a augmenté de 18,9 p.c., les récoltes de feuilles vertes s'établissant à 37.855 contre 31.832 T suite à la bonne pluviosité et l'application d'engrais.

En revanche, la production de coton graine a reculé de 33,5 p.c., revenant de 2.513 à 1.672 T en rapport essentiellement avec l'insuffisance des produits phytosanitaires et la réduction des superficies productives.

<b>TABLEAU 2 : PRODUIT INTERIEUR BRUT (e)</b>					
<b>A. Milliards de francs (à prix courants)</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
<b>1. SECTEUR PRIMAIRE</b>	<b>427,0</b>	<b>463,0</b>	<b>603,6</b>	<b>701,3</b>	<b>790,4</b>
- Agriculture vivrière (1)	399,8	451,1	581,5	685,6	760,7
dont agriculture vivrière proprement dite	333,7	376,6	483,6	568,4	628,8
- Agriculture d'exportation	27,1	11,9	22,1	15,6	29,7
<b>2. SECTEUR SECONDAIRE</b>	<b>144,6</b>	<b>162,5</b>	<b>213,4</b>	<b>256,6</b>	<b>290,6</b>
- Industries, mines et énergie (2)	98,1	108,7	141,3	167,8	189,4
- Construction	46,5	53,8	72,1	88,8	101,2
<b>3. SECTEUR TERTIAIRE</b>	<b>310,3</b>	<b>364,1</b>	<b>478,3</b>	<b>573,5</b>	<b>645,2</b>
- Services marchands	109,3	132,0	173,5	210	235,6
- Services non marchands	201,0	232,1	304,8	363,5	409,6
<b>4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)</b>	<b>881,9</b>	<b>989,5</b>	<b>1 295,3</b>	<b>1 531,4</b>	<b>1 726,2</b>
<b>5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS</b>	<b>64,5</b>	<b>70,5</b>	<b>90,9</b>	<b>105,7</b>	<b>117,7</b>
<b>6. PIB AUX PRIX DU MARCHE (4 + 5)</b>	<b>946,4</b>	<b>1 060,1</b>	<b>1 386,2</b>	<b>1 637,1</b>	<b>1 843,9</b>
<b>B. Variations en p.c. (à prix constants) (3)</b>					
<b>1. SECTEUR PRIMAIRE</b>	<b>5,0</b>	<b>0,1</b>	<b>4,2</b>	<b>1,8</b>	<b>3,9</b>
- Agriculture vivrière	0,8	4,2	3,0	3,3	2,3
dont agriculture vivrière proprement dite	0,0	4,2	2,6	3,0	2,0
- Agriculture d'exportation	176,7	-59,5	48,6	-38,2	75,0
<b>2. SECTEUR SECONDAIRE</b>	<b>4,7</b>	<b>3,7</b>	<b>5,0</b>	<b>5,4</b>	<b>4,4</b>
- Industries, mines et énergie	3,5	2,1	3,8	4,0	4,1
- Construction	7,6	7,1	7,2	8,0	5,0
<b>3. SECTEUR TERTIAIRE</b>	<b>6,4</b>	<b>8,1</b>	<b>5,0</b>	<b>5,1</b>	<b>3,7</b>
- Services marchands	6,0	11,1	5,1	6,0	3,4
- Services non marchands	6,6	6,5	5,0	4,5	3,9
<b>4. P.I.B. AU COUT DES FACTEURS</b>	<b>5,5</b>	<b>3,5</b>	<b>4,6</b>	<b>3,6</b>	<b>3,9</b>
<b>5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS</b>	<b>1,0</b>	<b>4,3</b>	<b>3,1</b>	<b>1,9</b>	<b>2,6</b>
<b>6. PIB AUX PRIX DU MARCHE</b>	<b>5,2</b>	<b>3,6</b>	<b>4,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,9</b>
(e) : Estimations.					
(1) : Agriculture vivrière proprement dite, élevage, pêche et sylviculture.					
(2) : Y compris l'artisanat.					
(3) : Variations (prix de 1996).					
Source : MPDC.					

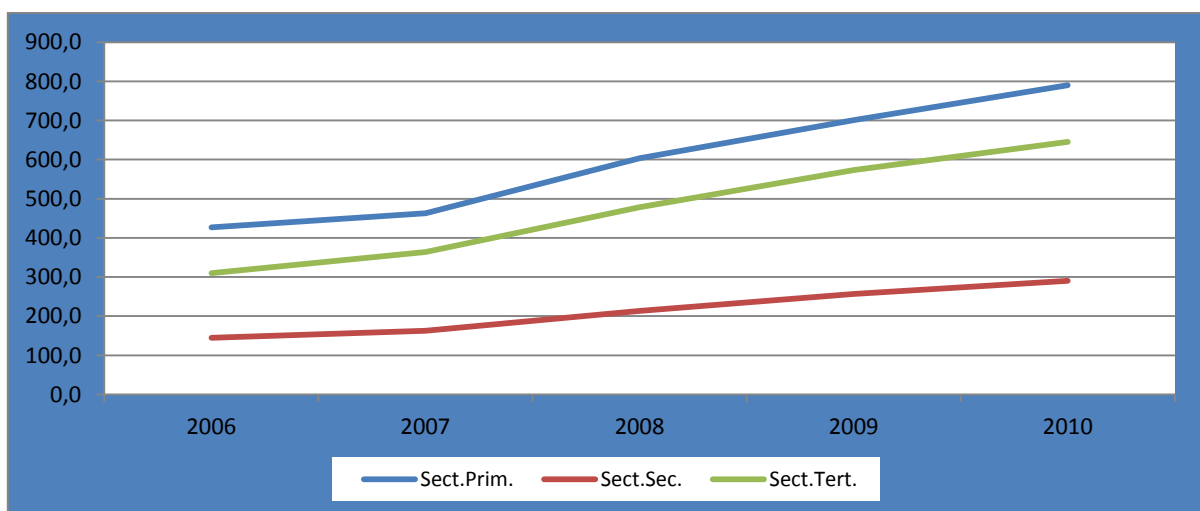
La croissance de la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière s'est ralentie, revenant de 3,0 à 2,0 p.c. d'une année à l'autre.

Cependant, la production vivrière a augmenté de 5,0 p.c. passant de 1.151.000 à 1.204.000 T EC<sup>1</sup> sous l'effet d'une bonne pluviosité et de la disponibilité des intrants.

Le taux de croissance du secteur secondaire s'est décéléré (4,4 contre 5,4 p.c.) tout en restant à un niveau supérieur à celui des deux autres secteurs. Le ralentissement de l'activité a été observé dans la branche des constructions (5,0 contre 8,0 p.c.), celle des industries, mines et énergie ayant maintenu le rythme de croissance de l'année précédente (4,1 contre 4,0 p.c.).

L'indice moyen pondéré de la production industrielle a progressé de 16,7 p.c., passant de 95,9 à 111,9, traduisant un relèvement de l'activité de la branche des industries. Ce secteur a bénéficié de la bonne tenue des industries alimentaires en rapport avec l'augmentation de la production de boissons (20,1 p.c.) et de sucre (32,3 p.c.) est à l'origine de cette évolution.

#### GRAPHIQUE 2 : PRODUIT INTERIEUR BRUT ESTIME AU COUT DES FACTEURS (en Mds de BIF aux prix courants)



La production d'énergie électrique s'est accrue plus rapidement que l'année précédente (18,2 contre 8,4 p.c.) suite à l'augmentation de la production de la centrale hydroélectrique de Rwegura et à l'exploitation de deux centrales thermiques.

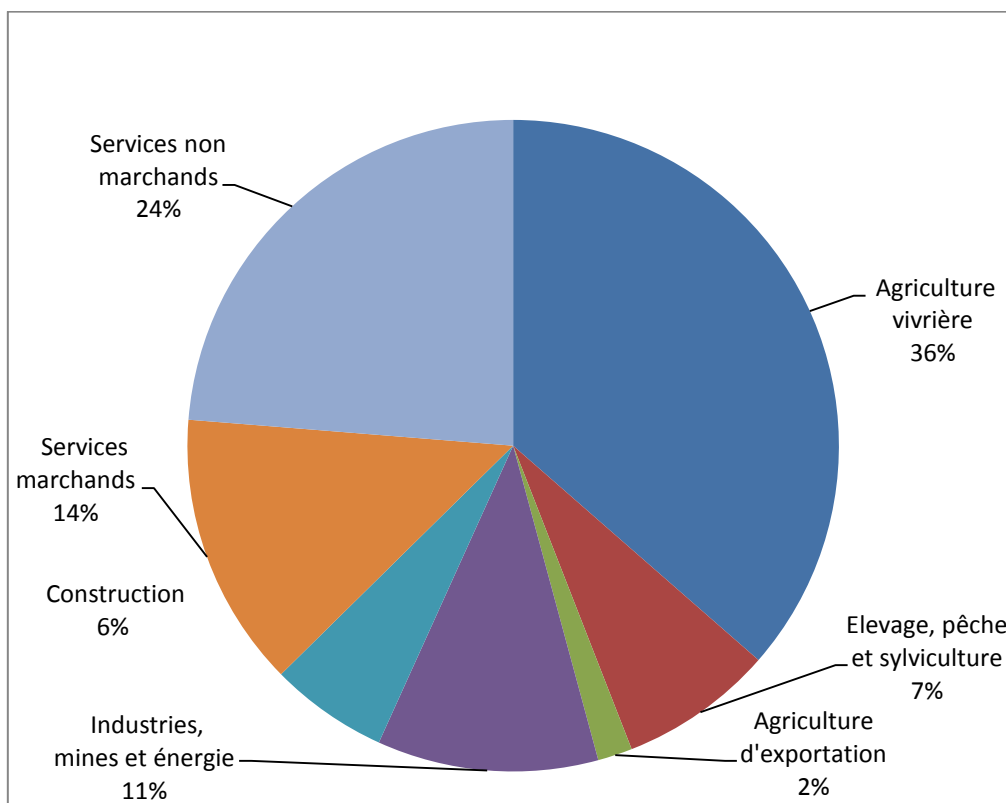
<sup>1</sup> EC (Equivalent-Céréales) : C'est la quantité de céréales ayant la même valeur calorique que la production agricole considérée. Elle est égale à 1 pour les céréales et les légumineuses, à 0,314 pour les tubercules et les racines et à 0,0714 pour les bananes et plantains.

Le rythme de croissance de la branche de la construction s'est ralenti (5,0 contre 8,0 p.c.). En effet, les travaux se sont limités à la construction d'ouvrages publics et à la viabilisation des terrains pour la production des parcelles à usage résidentiel dans les différentes localités du pays.

La croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire a fléchi, revenant de 5,1 à 3,7 p.c. Cette évolution a concerné aussi bien les services marchands (3,4 contre 6,0 p.c.) que les non marchands (3,9 contre 4,5 p.c.).

La répartition du PIB par branche d'activité met en évidence une part prépondérante de l'agriculture vivrière (36 p.c.) suivi par les services non marchands (24 p.c.) et un secteur industriel très marginal (11 p.c.) du fait d'un faible niveau d'industrialisation.

### **GRAPHIQUE 3 : STRUCTURE DU PIB AU COUT DES FACTEURS ESTIME EN 2009 (en Mds de BIF aux prix courants)**



## B. SECTEUR PRIMAIRE

Le secteur primaire comprend principalement l'agriculture vivrière et l'agriculture d'exportation

### 1. Agriculture vivrière

La valeur ajoutée de l'agriculture vivrière s'est décélérée (2,3 contre 3,3 p.c.) d'une année à l'autre. Cette évolution est liée au ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée de la production vivrière proprement dite (2,0 contre 3,0 p.c.), de l'élevage (4,0 contre 5,7 p.c.) et de la sylviculture (2,5 contre 2,6 p.c.).

Toutefois, la production vivrière de l'année 2010 s'est améliorée de 5,0 p.c. par rapport à l'année précédente, atteignant 1.204.000 contre 1.151.000 T d'EC, en raison de la bonne pluviosité et de la disponibilité des intrants.

<b>TABLEAU 3 : EVOLUTION DES PRINCIPALES PRODUCTIONS VIVRIERES</b>					
<b>A. Milliers de tonnes d'E.C</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
Céréales	287	290	287	298	312
Légumineuses	247	239	222	239	235
Tubercules et Racines	473	478	486	485	520
Bananes	118	122	125	129	137
<b>Total</b>	<b>1 125</b>	<b>1 129</b>	<b>1 120</b>	<b>1 151</b>	<b>1 204</b>
<b>B.Variation en p.c.</b>					
Céréales	-1,0	1,0	-1,0	-1,0	5,0
Légumineuses	-1,2	-3,2	-7,0	-7,0	-2,0
Tubercules et Racines	-4,4	1,1	0,1	0,1	7,0
Bananes	0,9	3,4	2,5	3,2	6,0
<b>Total</b>	<b>-2,3</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>2,8</b>	<b>5,0</b>
Source:Estimations MINAGRIE-FAO					

La hausse de la production a concerné les céréales (5,0 p.c.), les racines et tubercules (7,0 p.c.) et les bananes (6,0 p.c.) qui ont bénéficié de l'abondance des pluies de la saison A. Les légumineuses (-2,0 p.c.) ont, par contre, pâti de la mauvaise pluviosité observée vers la fin de la saison B dans certaines régions du pays.



La production du riz a augmenté de 5,8 p.c. passant de 78.432 à 83.019 T grâce à de bonnes conditions climatiques qui ont globalement prévalu dans plusieurs régions. Dans les périmètres encadrés par la SRDI, la production agronomique a progressé de 4,8 p.c., s'établissant à 22.000 contre 21.000 T l'exercice précédent, avec un rendement moyen de 5,5 contre 5,2 T à l'hectare. Dans ce périmètre, la variété V14 occupe 84,3 p.c. des superficies cultivées en raison de ses graines de meilleure qualité pouvant supporter la concurrence du riz importé. Concernant le palmier à huile, le programme d'abattage-replantation continue à peser sur le niveau de la production. En effet, malgré la cyclicité biennale, la production de l'huile de palme a baissé de 6,5 p.c., revenant de 12.217 à 11.418 T.

La production de cannes à sucre a progressé de 24,9 p.c., s'établissant à 164.490 contre 131.731 T en rapport avec l'extension des superficies cultivées, la bonne pluviosité et le bon entretien des plantations. De ce fait, le rendement moyen à l'hectare s'est sensiblement amélioré de 45,5 p.c., passant de 60,4 à 88,5 T/ha d'un exercice à l'autre.

En matière de pêche, le département de la pêche s'est attelé à sensibiliser les pêcheurs au respect de la réglementation et à l'amélioration de la qualité des produits de pêche. Ainsi les techniques de conservation par l'utilisation de la glace ont été vulgarisées et des poissonneries ont été implantées dans certaines localités comme à Rumonge, Bujumbura, Gitega, Ngozi et Kayanza. Les prises dans le lac Tanganyika se sont élevées à 17.491 contre 14.872 T, soit une hausse de 17,6 p.c.

Le Centre National pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale (CNDAPA) a également poursuivi les activités d'encadrement et de réhabilitation des étangs piscicoles associés à l'élevage. En collaboration avec certaines associations, 157 étangs ont été empoissonnés dans les provinces de Karuzi et de Bujumbura.

Les activités de l'élevage ont consisté surtout à l'encadrement des éleveurs, notamment en matière d'hygiène, d'habitat et d'alimentation, au repeuplement du cheptel et au suivi de la santé animale. Avec l'appui de ses partenaires, le Programme de Repeuplement du Cheptel a intensifié ses actions au cours de l'année 2010. Ainsi, le nombre de bovins a progressé de 5,8 p.c., passant de 554.236 à 586.242 têtes.

Les actions menées au niveau de la sylviculture ont porté sur l'extension de la couverture forestière, la gestion des boisements domaniaux et la protection de l'environnement.

Ces activités ont été réalisées par le département des forêts avec l'appui des partenaires dont le «Projet d'Aménagement des Bassins Versants» (PABV) et le projet «Appui à la gestion durable des peuplements d'eucalyptus et de pinus et au partage équitable des bénéfices». Ainsi, plus de 12,3 millions d'arbres forestiers et agroforestiers dont 3,6 millions de fruitiers ont été plantés à travers tout le pays.

## 2. Agriculture d'exportation

La valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation s'est sensiblement redressée (75 contre -38,2 p.c.) en raison de bonnes récoltes caféicole et théicole.

### 2.1. Café

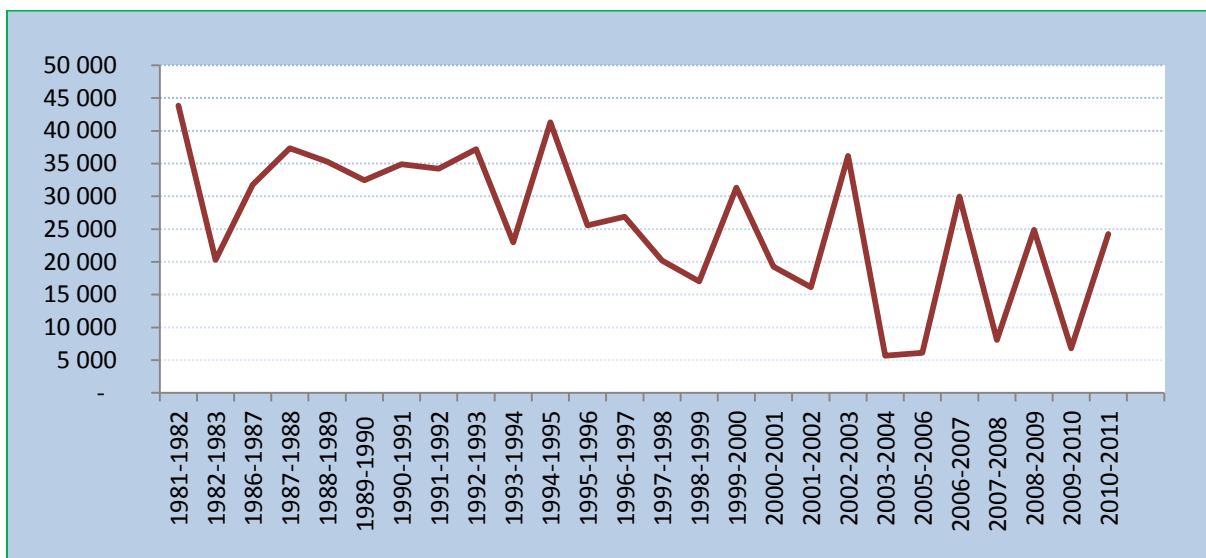
La campagne café 2010/2011 a enregistré une augmentation de la production par rapport à la précédente en liaison essentiellement avec le phénomène de cyclicité de rendement des caféiers. En effet, les apports de café Arabica en parche ont atteint 31.409 contre 9.056 T, soit une progression de 246,8 p.c. Toutefois, comparée aux campagnes 2008/2009 et 2006/2007 aussi abondantes, cette campagne s'est avérée la moins performante, avec une diminution respective du volume de parche de 3,4 et de 20 p.c. en raison principalement du mauvais entretien et du vieillissement des caféiers.

<b>TABLEAU 4: PRODUCTION DE CAFE PARCHE ET VERT PAR CAMPAGNE (en Tonnes)</b>					
	ARABICA			ROBUSTA	Total vert
	Café parche	Café vert	Rendement	Café vert	
2006-2007	39 254	29 946	76,3	9	29 955
2007-2008	10 433	8 071	77,4	11	8 082
2008-2009	32 527	24 863	76,4	-	24 863
2009-2010	9 056	6 814	75,2	-	6 814
2010/2011	31 409	24 236	77,2	-	24 236

Source : ARFIC (EX-OCIBU).

La production de café vert s'est accrue de 255,7 p.c. passant de 6.814 à 24.236 T, poursuivant ainsi une progression en dent de scie. Aussi, le rendement moyen à l'usinage s'est amélioré, s'établissant à 77,2 contre 75,2 p.c. la campagne précédente.

**GRAPHIQUE 4 : EVOLUTION DE LA PRODUCTION DU CAFE VERT  
(en Tonnes)**



Au niveau de la qualité, la part des cafés Fully Washed dans les apports de parche a progressé par rapport à la campagne précédente, se fixant à 58,2 contre 48,4 p.c. Cependant, elle est restée en deçà de celles des campagnes 2008/2009 et 2006/2007, qui étaient respectivement de 61,4 et 70,9 p.c.

La vente de café de la campagne 2010/2011 s'est déroulée dans une conjoncture de prix favorable. En effet, les premiers contrats de vente à terme ont été négociés au mois de février 2010 au prix moyen de 158,6 cts/lb. Les cours ont ensuite gardé une tendance haussière atteignant 175,4 cts/lb au mois de septembre 2010. En fin de compte, le prix moyen de la campagne s'est établi à 157,2 contre 121,6 cts/lb la campagne 2009/2010. De ce fait, le produit des ventes a sensiblement progressé, atteignant 102.777 contre 20.604 MBIF en raison de la hausse de la production et des cours.

**TABLEAU 5 : VENTES A L'EXPORTATION DE CAFE VERT**

**Q : Quantité en tonnes**

**V : Valeur en millions de BIF**

	ARABICA		ROBUSTA		TOTAL	
	Q	V	Q	V	Q	V
<b>Campagne 2006-2007</b>	<b>29 840</b>	<b>59 944</b>	<b>9</b>	<b>13</b>	<b>29 849</b>	<b>59 957</b>
Prix moyen cts/lb		90,7		63,7		90,7
BIF/kg		2 009		1 445		2 009
<b>Campagne 2007-2008</b>	<b>8 048</b>	<b>21 672</b>	<b>11</b>	<b>23</b>	<b>8 059</b>	<b>21 695</b>
Prix moyen cts/lb		110,4		92,8		110,4
BIF/kg		2 693		2 047		2 692
<b>Campagne 2008-2009</b>	<b>24 714</b>	<b>68 072</b>			<b>24 714</b>	<b>68 072</b>
Prix moyen cts/lb		114,6				114,6
BIF/kg		2 754				2 754
<b>Campagne 2009-2010</b>	<b>6 519</b>	<b>20 604</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 519</b>	<b>20 604</b>
Prix moyen cts/lb		121,6		-		121,6
BIF/kg		3 161		-		3 161
<b>Campagne 2010-2011<sup>P</sup></b>	<b>2 400</b>	<b>102 777</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 400</b>	<b>102 777</b>
Prix moyen cts/lb		158,8		-		158,8
BIF/kg		42 824		-		42 824

(p) : provisoire.

Source: ARFIC (EX-OCIBU).

Les ventes à l'exportation du café ont été orientées en grande partie vers la catégorie des «Autres Pays» (68,4 p.c.) dont la Suisse accapare à elle seule 54,3 p.c. L'Union Européenne garde toujours la deuxième position (31,6 p.c.) dont 17,0 p.c. pour la Belgique et 13,7 pour le Royaume uni.

<b>TABLEAU 6: REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS DE CAFE PAR CAMPAGNE (1)</b>										
	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011 <sup>(P)</sup>	
	T	p.c.	T	p.c.	T	p.c.	T	p.c.	T	p.c.
<b>AMERIQUE</b>	<b>189</b>	<b>0,6</b>	<b>1 117</b>	<b>13,9</b>	<b>380</b>	<b>1,5</b>	-	-	-	-
Etats-Unis	132	0,4	251	3,1	380	1,5	-	-	-	-
Canada	57	0,2	866	10,7	-	-	-	-	-	-
<b>U.E.</b>	<b>10 722</b>	<b>35,9</b>	<b>2 752</b>	<b>34,1</b>	<b>9 419</b>	<b>38,1</b>	<b>1 873</b>	<b>30,1</b>	<b>4 161</b>	<b>31,6</b>
Allemagne	1 067	3,6	1 969	24,4	3 067	12,4	721	11,1	96	0,7
France	356	1,2	-	-	537	2,2	-	-	-	-
Belgique	3 404	11,4	347	4,3	4 865	19,7	1 141	17,5	2 242	17,0
Pays-Bas	450	1,5	-	-	412	1,7	97	1,5	19	0,1
Royaume-Uni	4 416	14,8	436	5,4	538	6,7	-	-	1 804	13,7
U.E. (options)	1 029	3,4	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>18 938</b>	<b>63,4</b>	<b>4 190</b>	<b>52,0</b>	<b>14 916</b>	<b>60,4</b>	<b>4 359</b>	<b>69,9</b>	<b>8 992</b>	<b>68,4</b>
Japon	22	0,1	18	0,2	-	-	-	-	-	-
Suisse	17 145	57,4	2 456	30,5	13 304	53,8	3 790	58,1	7 137	54,3
Divers	1 772	5,9	1 716	21,3	1 612	6,5	770	11,8	1 854	14,1
<b>TOTAL</b>	<b>29 849</b>	<b>100,0</b>	<b>8 059</b>	<b>100,0</b>	<b>24 714</b>	<b>100,0</b>	<b>6 519</b>	<b>100,0</b>	<b>13 153</b>	<b>100,0</b>

(1) : Embarquements fob Dar-es-Salaam et fot Bujumbura.  
(P) :Provisoire  
Source : ARFIC (EX-OCIBU).

## 2.2. Coton

La production de coton-graines a chuté de 33,5 p.c., revenant de 2.513 à 1.672 T en raison des retards dans les labours, la mauvaise pluviosité, l'insuffisance des produits phytosanitaires et la réduction des superficies productives (2.820 contre 4.165 ha). Aussi, le rendement moyen à l'hectare a baissé de 5,9 p.c., revenant de 603 à 593 kg/ha.

<b>TABLEAU 7: PRODUCTION DE COTON-GRAINES ET SUPERFICIES PRODUCTIVES PAR REGION (en tonnes et en hectares)</b>											
		2006		2007		2008		2009		2010	
REGION	SECTEUR	T	Ha	T	Ha	T	Ha	T	Ha	T	Ha
IMBO NORD	RUGOMBO	678	760	822	511	501	628	455	749	396	653
	CIBITOKI	454	430	645	511	443	521	491	567	213	475
	BUGANDA	594	592	85	892	514	798	242	335	252	269
<b>S/TOTAL IMBO NORD</b>		<b>1 726</b>	<b>1 782</b>	<b>1 552</b>	<b>1 914</b>	<b>1 458</b>	<b>1 947</b>	<b>1 188</b>	<b>1 651</b>	<b>861</b>	<b>1397</b>
IMBO SUD	GIHANGA	796	917	799	1 029	996	1 732	869	1 596	522	814
	GATUMBA	230	480	290	496	242	485	384	583	250	502
	KABEZI	29	72	16	74	14	37	-	-	-	-
<b>S/TOTAL IMBO SUD</b>		<b>1 055</b>	<b>1 470</b>	<b>1 105</b>	<b>1 599</b>	<b>1 252</b>	<b>2 254</b>	<b>1 253</b>	<b>2 179</b>	<b>772</b>	<b>1316</b>
MOSO	MAKAMBA	10	27	7	17	40	89	2	27	2	12
	BUKEMBA	79	157	62	116	42	86	29	132	16	53
	GIHARO	111	168	91	141	35	96	26	90	11	19
	GISURU	33	55	53	111	28	47	6	25	5	12
<b>S/TOTAL MOSO</b>		<b>234</b>	<b>406</b>	<b>213</b>	<b>385</b>	<b>145</b>	<b>318</b>	<b>63</b>	<b>274</b>	<b>35</b>	<b>96</b>
NYANZA-LAC+ RDC		7	20	16	28	32	89	10	60	3	11
<b>TOTAL</b>		<b>3 023</b>	<b>3 678</b>	<b>2 886</b>	<b>3 925</b>	<b>2 887</b>	<b>4 608</b>	<b>2 513</b>	<b>4 165</b>	<b>1 672</b>	<b>2 820</b>
Rendement à l'hectare (kg/ha)		822		735		627		603		593	
Rendement à l'égrenage (en p.c.)		44,4		42,9		42,3		41,8		43,8	
Source : COGERCO											

Après l'égrenage, le volume de coton-fibre produit a également baissé de 30,6 p.c., s'établissant à 731 contre 1.054 T en raison de la forte diminution de la quantité de coton-graine. Le rendement à l'égrenage s'est, par contre, amélioré, passant de 41,8 à 43,5 p.c.

La vente du coton-fibre reste orientée vers l'exportation en raison de la fermeture des industries textiles locales. La commercialisation du coton-fibre s'est effectuée dans une bonne conjoncture de cours marquée par la reprise économique mondiale et la baisse des stocks au niveau international. Ainsi, le prix moyen de l'exercice s'est accru de 53,7 p.c., passant 53,3 à 81,9 cts/lb. De ce fait, malgré la chute de la production, les recettes à l'exportation ont atteint 1,3 contre 1,2 millions de dollars américains l'année précédente, soit une hausse de 8,3 p.c.

### 2.3. Thé

La production de thé en feuilles vertes s'est accrue de 18,9 p.c. par rapport à l'année précédente, s'établissant à 37.855 contre 31.832 T en rapport avec la bonne pluviosité et la disponibilité des engrais dans les délais. Cette progression, qui a concerné tous les complexes théicoles a été plus sensible dans les plantations de Rwegura (17,6 p.c.) et de Teza (26,7 p.c.).

<b>TABLEAU 8 : PRODUCTION DE THE</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Production de feuilles vertes (tonnes)</b>	<b>30 837</b>	<b>33 676</b>	<b>31 792</b>	<b>31 832</b>	<b>37 855</b>
Superficie plantée (ha)	8 990	8 990	8 990	9 003	9 051
Superficie en production (ha)	7 605	7 605	7 605	7 605	7 605
Rendement à l'ha (kg)	4 313	4 428	4 180	4 186	4 978
<b>Production de thé sec (tonnes)</b>	<b>6 361</b>	<b>6 868</b>	<b>6 715</b>	<b>6 731</b>	<b>8 014</b>
Rendement à l'usinage (en p.c.)	20,6	20,4	21,1	21,1	21,2
Source : OTB.					

Concernant le thé sec, la quantité obtenue après usinage s'est également accrue de 19,1 p.c., atteignant 8.014 contre 6.731 T d'une fin de période à l'autre. Le rendement moyen à l'usinage s'est stabilisé, soit 21,2 contre 21,1 p.c. en rapport avec la rénovation des équipements de transformation.

En matière de commercialisation, les recettes à l'exportation ont progressé de 16,5 p.c., passant de 18.945,8 à 22.062,3 MBIF en rapport avec l'augmentation de la quantité vendue (14,2 p.c.) et du prix de réalisation (2,49 contre 2,45 USD/Kg).

**TABLEAU 9 : VENTES DE THE SEC A L'EXPORTATION**

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Enchères Mombasa</b>					
Volume (T)	4 406,0	4 504,8	4 674,9	4 491,4	5 746,4
Valeur (MBIF)	7 505,0	6 571,8	11 882,1	13 469,5	17 438,0
Prix Moyen (BIF/kg)	1 703,4	1 458,9	2 542,0	2 999,0	3 034,6
Prix Moyen (\$/kg)	1,65	1,36	2,14	2,44	2,47
<b>Marchés Directs</b>					
Volume (T)	1 497,3	1 991,1	1 354,5	1 801,4	1 442,2
Valeur (MBIF)	2 669,7	3 382,3	3 693,7	5 476,2	4 624,4
Prix Moyen (BIF/kg)	1 783,0	1 698,8	2 727,0	3 040,0	3 206,6
Prix Moyen (\$/kg)	1,76	1,56	2,28	2,47	2,61
<b>TOTAL</b>					
<b>Volume (T)</b>	<b>5 903,3</b>	<b>6 495,9</b>	<b>6 029,4</b>	<b>6 292,8</b>	<b>7 188,6</b>
<b>Valeur(MBIF)</b>	<b>10 174,7</b>	<b>9 954,2</b>	<b>15 575,9</b>	<b>18 945,8</b>	<b>22 062,3</b>
Prix Moyen (BIF/kg)	1 723,6	1 532,4	2 583,3	3 010,7	3 069,1
Prix Moyen (\$/kg)	1,68	1,42	2,17	2,45	2,49

Source : OTB.

Cette évolution a résulté principalement de la hausse généralisée des prix des matières premières sur le marché international consécutive à la reprise économique mondiale et à la baisse de la production du Kenya, principal producteur du thé noir.

### C. SECTEUR SECONDAIRE

La croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est décélérée, revenant de 5,4 à 4,4 p.c. en raison essentiellement du ralentissement de l'activité des branches de la construction (5,0 contre 8,0 p.c.) et de l'artisanat (4,5 contre 9,7 p.c.).

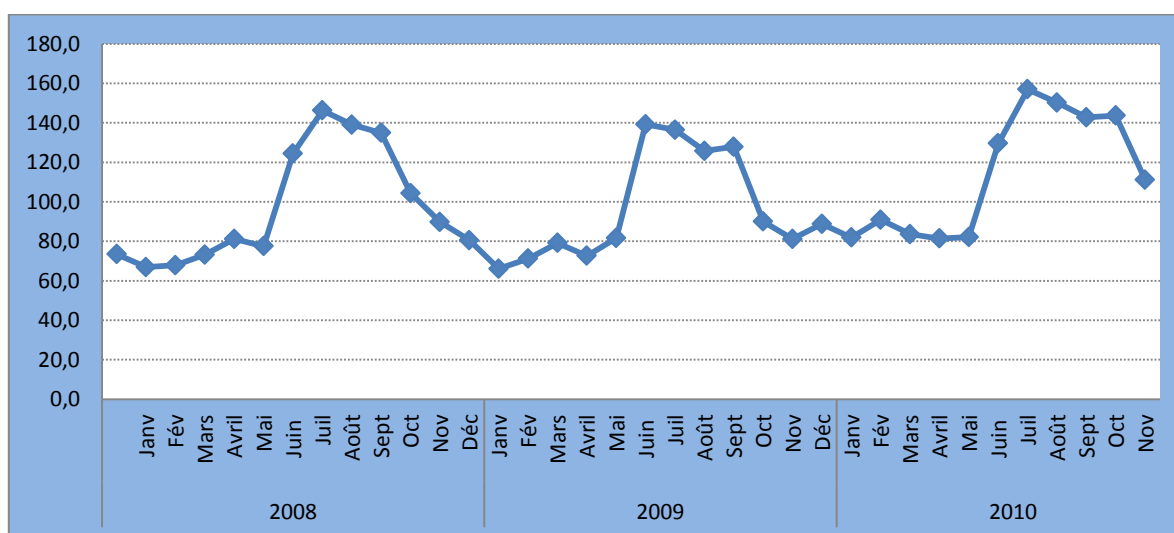


Le secteur de l'industrie manufacturière a, dans son ensemble, connu un regain d'activité sous l'effet essentiellement de l'augmentation de la production des industries alimentaires. De ce fait, l'indice moyen pondéré de la production industrielle s'est accru de 16,7 p.c., passant de 95,9 à 111,9 d'un exercice à l'autre.

Industrie Période	INDUSTRIES ALIMENTAIRES dont			INDUSTRIES CHIMIQUES dont			INDUSTRIES TEXTILES dont		AUTRES dont			INDICE PONDERE
	Boissons	Sucre	S/Total	Peinture	Savons	S/Total	Tissus Finis	S/Total	Tubes PVC	Plaques en fibro-ciment	S/Total	
	2006	53,6	17,9	83,0	1,6	1,4	6,0	5,5	5,5	0,5	0,0	
2007	57,4	19,9	90,5	1,7	1,3	5,3	0,0	0,0	0,7	0,0	0,7	96,5
2008	60,0	18,0	90,2	1,7	2,7	7,6	0,0	0,0	0,4	0,0	0,4	98,2
2009	60,0	14,1	88,5	1,5	2,9	6,9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,6	95,9
2010	72,0	18,6	103,5	1,8	2,6	6,8	0,0	0,0	0,5	0,0	0,6	111,9

L'accroissement d'activité de la branche des industries alimentaires est principalement imputable à l'augmentation de la production de boissons (20,1 p.c.) et de sucre (32,3p.c.).

GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DE L'INDICE GENERAL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1989 = 100)



En dépit d'un faible niveau hydrique qui a caractérisé l'année 2010, la production d'énergie électrique s'est accrue de 15,9 p.c. atteignant 142,03 contre 122,52 GWH l'année précédente grâce à l'augmentation de la production de la centrale de Rwegura et de l'exploitation de deux centrales thermiques en location. Cependant, le rythme de croissance de la demande de l'énergie demeure plus rapide que celui de l'offre et le déficit a été couvert partiellement par l'augmentation de 21,7 p.c. des importations en provenance de Ruzizi I et II (99,4 contre 81,7 GWH).

L'Office National de la Tourbe a poursuivi l'exploitation des tourbières sur les sites de Gisozi, Matana, Gitanga et Buyongwe. La production s'est accrue de 15,5 p.c., atteignant 13.111 contre 11.352 T l'année précédente.

Dans le secteur de la géologie et des mines, les travaux ont consisté en la recherche géologique des ressources minérales et le suivi des exploitations des mines et carrières notamment le nickel et ses minerais associés dans les périmètres de Musongati, Bukirasazi, Buhoro, Rutovu, Muremera et en la recherche des hydrocarbures dans le Lac Tanganyika, de l'or dans les localités de Mabayi, Muhwazi et Matongo ainsi qu'en l'encadrement des exploitations artisanales de substances minérales.

La production et l'exportation de minerais a porté sur 336,7 T de wolfram, 28,7 T de cassitérite et 67,4 T de colombo-tantalite contre respectivement 247,5, 19,9 et 24,4 T l'année précédente.

La branche « Construction » a décéléré son rythme de croissance (5,0 contre 8,0 p.c.). Les travaux de la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, l'ECOSAT et la SIP ont essentiellement consisté en viabilisation des terrains pour la production des parcelles à usage résidentiel à Bujumbura, Gitega, Kayanza, Muyinga, Mwaro, Ruyigi, Bururi et Bubanza.

Dans le domaine de l'infrastructure routière, l'Office des Routes a réalisé des travaux de réhabilitation des routes RN16, RN17, RP109, RP121, RP233, RC439, RN15, RN5, RP105, RP112, RP407, RP416, RP111, RP320, RN14 sur fonds IPPTE (9.073,5 MBIF), BAD (3217,3 MBIF), IDA (2.583,6 MBIF) et FRN(971,5 MBIF); d'entretien manuel et mécanisé des routes sur financement de l'IDA (2.892,3 MBIF) et de construction de routes neuves sur ressources en provenance de BADEA-OFID et BAD (119.007,5 MBIF) et du FED (77.098.458 £). Des travaux d'intervention d'urgence ont été effectués pour un montant de 12.835,0 MBIF sur fonds de l'IDA (9.115,1 MBIF) et du FRN (3.719,9 MBIF).

## D. SECTEUR TERTIAIRE

La valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est décélérée (3,7 contre 5,1 p.c.) en rapport avec le fléchissement du rythme de croissance des services marchands (3,4 contre 6,0 p.c.) et des services non marchands (3,9 contre 4,5 p.c.). Le ralentissement d'activité des services a concerné les branches du transport et communication (4,0 contre 8,8 p.c.), et des autres services privés (3,0 contre 6,6 p.c.).

En dépit de cette évolution de la valeur ajoutée, le tonnage des marchandises entrées au port de Bujumbura a enregistré une forte progression de 40 p.c. (230.734,9 contre 164.840,7 T). Cette hausse a principalement résulté de l'accroissement des importations du ciment (98,8 p.c.), de farine (58,2 p.c.), de sel (161p.c.) et du sucre (136,3 p.c.)

Le transport aérien a, pour sa part, enregistré un regain d'activité au niveau de toutes ses composantes. En effet, le mouvement des avions a progressé de 22,6 p.c. en raison de l'augmentation des fréquences des compagnies Kenya Airways et Rwandair Express. Bien plus, Rwandair Express et Ethiopian Airlines ont ouvert de nouvelles lignes respectivement Bujumbura–Johannesburg et Bujumbura - Lubumbashi. De même, le nombre de passagers et le tonnage de bagages ont augmenté respectivement de 11,5 p.c. et de 28,0 p.c. Enfin, le total du fret et du volume des colis postaux s'est accru de 27,0 p.c.

<b>TABLEAU 11 : TRAFIC A L'AEROPORT INTERNATIONAL DE BUJUMBURA</b>						
		2007	2007	2008	2009	2010
ARRIVEES	Passagers	89 538	89 538	95 926	103 410	116 451
	Bagages (en T)	491	491	608	736	589
	Fret (en T)	2 251	2 251	2 184	2 416	3 114
	Poste (en T)	38	38	40	51	45
DEPARTS	Passagers	62 751	62 751	68 709	79 350	78 943
	Bagages (en T)	403	403	401	495	372
	Fret (en T)	278	278	365	275	331
	Poste (en T)	24	24	26	33	35
AERONEFS (Arrivées et départs)		5 414	5 414	5 185	5 655	6 427
Source: RSA						

Dans le secteur des télécommunications, une licence pour la construction et l'exploitation d'un backbone national pour la connexion au réseau international par fibre optique marine a été attribuée à la compagnie « Burundi Backbone System » (BBS) et des licences de voie satellitaire (VSAT) ont été octroyées à neuf entités.

Au niveau des autres services privés, les recettes touristiques ont augmenté de 15,7 p.c. passant de 1.873,0 à 2.166,4 MBIF d'une année à l'autre.

La croissance des services non marchands s'est également décélérée (3,9 contre 4,5 p.c.) malgré l'augmentation de 18,7 p.c. de nouvelles recrues à la Fonction Publique (8.077 contre 6.803).

## II. 2. EMPLOIS

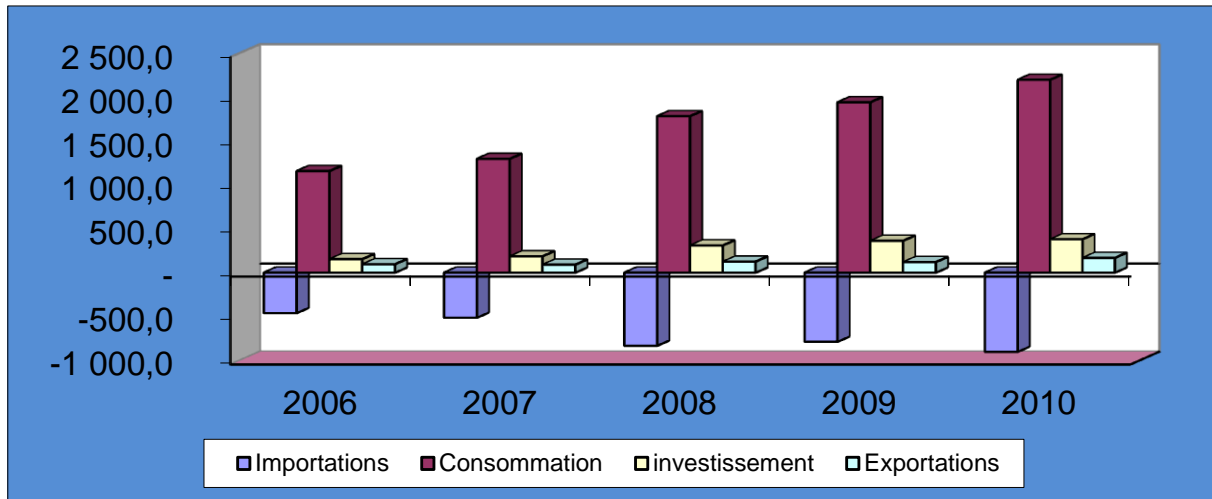
### A. EVOLUTION GENERALE

Les emplois de l'économie ont connu un faible taux de croissance (3,7 contre 4,1 p.c.) que l'année précédente. Le rythme de croissance des emplois intérieurs a fléchi (3,1 contre 5,3 p.c.) tandis que celui des exportations de biens et services non facteurs s'est sensiblement redressé (15,2 contre -12,5 p.c.).

<b>TABLEAU 12 : RESSOURCES ET EMPLOIS (e)</b>					
<b>A. Milliards de francs (à prix courants)</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	946,4	1 060,1	1 386,2	1 637,1	1 843,9
2. Importations (biens et services non facteurs)	459,8	512,3	830,9	786,0	900,5
<b>3. Ressources = Emplois</b>	<b>1 406,2</b>	<b>1 572,4</b>	<b>2 217,1</b>	<b>2 423,1</b>	<b>2 744,4</b>
4. Dépenses intérieures	1 310,3	1 481,6	2 091,8	2 302,9	2 576,7
- Consommation	1 156,3	1 295,8	1 782,1	1 940,6	2 196,8
. privée	258,4	287,7	576,2	600,8	722,0
. publique	897,9	1 008,1	1 205,9	1 339,8	1 474,8
- Formation brute de capital fixe	154,0	185,7	309,7	362,3	379,9
- Variation des stocks	-	-	-	-	-
5. Exportations (biens et services non facteurs)	95,8	90,9	125,4	120,3	167,7
<b>B. Variations en p.c. (à prix constants)</b>					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	5,1	3,6	4,5	3,5	3,9
2. Importations (biens et services non facteurs)	10,4	6,0	12,7	6,3	3,4
<b>3. Ressources = Emplois</b>	<b>6,2</b>	<b>4,1</b>	<b>6,2</b>	<b>4,1</b>	<b>3,7</b>
4. Dépenses intérieures	7,8	4,0	6,7	5,3	3,1
- Consommation	2,2	2,7	2,1	6,0	4,5
. privée	3,9	5,6	-12,3	15,2	1,6
. publique	-2,8	-6,2	53,5	-13,1	12,4
- Formation brute de capital fixe	62,3	11,5	33,3	2,5	-3,3
- Variation des stocks (en p.c. du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Exportations (biens et services non facteurs)	-11,1	5,2	-0,4	-12,5	15,2
(e) : estimations.					
Source : MPDC.					

Au niveau des emplois intérieurs, la croissance des dépenses de consommation finale s'est décélérée (4,5 contre 6,0 p.c.) alors que celle de formation brute de capital fixe a été négative (-3,3 contre 2,5 p.c.).

**GRAPHIQUE 6 : EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB**  
(en Mds de BIF aux prix courants)



Les exportations des biens et services non facteurs se sont accrues de 15,2 contre une baisse de 12,5 p.c. un an auparavant en rapport essentiellement avec l'augmentation des exportations de thé et de café de la campagne 2010/2011 dont la production a été abondante.

## **B. EVOLUTION DES EMPLOIS INTERIEURS**

Les emplois intérieurs ont connu une progression moins prononcée que l'année précédente (3,1 contre 5,3p.c.). La consommation finale s'est décélérée (4,5 contre 6,0 p.c.) en rapport essentiellement avec la faible croissance de la consommation privée (1,6 contre 15,2 p.c.) alors que la consommation publique a enregistré une reprise (12,4 contre -13,1 p.c.). De leur côté, les dépenses de formation brute de capital fixe ont diminué (-3,3 contre 2,5 p.c.) suite essentiellement à la baisse des investissements dans le domaine des infrastructures publiques.

## C. ECART ENTRE LES RESSOURCES ET LES EMPLOIS INTERIEURS

Les dépenses intérieures ont encore une fois dépassé les ressources intérieures. Toutefois, l'écart mesuré par rapport au PIB s'est légèrement réduit (39,7 contre 40,7 p.c.). En effet, la part des importations de biens et services non facteurs dans le PIB (48,8 contre 48,0 p.c.) a augmenté moins fortement que celle des exportations de biens et services non facteurs (9,1 contre 7,3 p.c.), traduisant ainsi un certain allègement du déficit de la balance commerciale.

<b>TABLEAU 13 : ECART ENTRE LES RESSOURCES ET LES EMPLOIS INTERIEURS (e)</b> <b>(prix courants, en p.c. du P.I.B.)</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
1. Emplois intérieurs	138,5	139,8	150,9	140,7	139,7
2. Ressources intérieures = Produit intérieur brut	100,0	100,0	100,0	100	<b>100,0</b>
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	38,5	39,8	50,9	40,7	39,7
4. Importations de biens et services non facteurs	48,6	48,3	59,9	48,0	48,8
5. Exportations de biens et services non facteurs	10,1	8,6	9,0	7,3	9,1
(e) : estimations. Source : MPDC.					

## D. REVENUS, DEPENSES ET BESOIN DE FINANCEMENT

Appréhendé par le produit intérieur brut, le revenu national (1843,9 Mds de BIF) a été inférieur à la consommation intérieure (2.196,8 Mds de BIF). Ainsi, l'épargne intérieure s'est de nouveau détériorée (-352,9 contre -303,5 Mds de BIF).

<b>TABLEAU 14 : REVENUS, DEPENSES ET BESOIN DE FINANCEMENT (e)</b>					
<b>(en Milliards de BIF)</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	946,4	1 060,1	1 386,2	1 637,1	1 843,9
2. Consommation privée et publique	1 156,3	1 295,8	1 782,1	1 940,6	2 196,8
<b>3. Epargne intérieure brute (1-2)</b>	<b>-209,9</b>	<b>-235,7</b>	<b>-395,9</b>	<b>-303,5</b>	<b>-352,9</b>
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux avec l'étranger	226,5	254,5	215,7	295,4	153,9
<b>5. Epargne nationale brute (3+4)</b>	<b>16,6</b>	<b>18,8</b>	<b>-180,2</b>	<b>-8,0</b>	<b>-199,1</b>
6. Investissements bruts	127,2	229,8	373,7	385,1	515,4
<b>7. Besoin net de financement (5-6) ou capacité de financement</b>	<b>-110,6</b>	<b>-211,0</b>	<b>-553,9</b>	<b>-393,1</b>	<b>-714,5</b>
(e) : Estimations. Source : MPDC.					

Dans le même temps, le solde des services facteurs et des transferts unilatéraux ayant fléchi (153,9 contre 295,4 Mds de BIF), l'épargne nationale brute s'est davantage amenuisée (-199,1 contre -8,0 Mds de BIF).

Compte tenu d'un niveau d'investissement de 515,4 Mds de BIF, le besoin net de financement s'est amplifié, s'établissant à 714,5 contre 393,1 Mds de BIF.

\*

\*

\*

L'économie burundaise a enregistré une croissance du PIB réel de 3,9 p.c. au cours de l'année 2010, tirée essentiellement par les performances du secteur primaire (3,9 contre 1,8 p.c.). Toutefois, l'objectif principal fixé dans le CSLP qui visant un taux moyen de croissance économique de l'ordre de 6,6 p.c., soit près de 4 points au-dessus de la tendance moyenne de la croissance de la population n'a pas encore été atteint.

Dans le secteur primaire considéré comme le moteur du développement économique, l'agriculture d'exportation connaît des difficultés en rapport avec les contreperformances du café et du coton. En effet, la production de café continue à évoluer en dents de scie suite au vieillissement du caféier et au mauvais entretien. La régression de la production de la filière coton se poursuit sous l'effet de plusieurs facteurs dont le désintéressement des agriculteurs qui préfèrent les cultures vivrières plus rentables, l'amenuisement des réserves cotonnières et les maladies phytosanitaires.

Pour accélérer la croissance économique et atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2015, le pays devrait concentrer ses efforts et les orienter particulièrement dans le secteur agricole, principal pilier de la croissance. En effet, ce secteur qui contribue à hauteur de 30 p.c. dans le produit intérieur brut, constitue la principale source de recettes d'exportation, emploie la grande majorité de la population et reste la première source nutritive.

Cependant, malgré cette importance, il reste confronté à plusieurs défis à relever. Pour développer ce secteur, il convient de renforcer les actions de diversification de la production agricole, améliorer le système d'approvisionnement en intrants pour éviter les ruptures répétitives, augmenter les rendements par la sélection des semences et recourir aux méthodes d'irrigation pour parer à l'irrégularité des pluies. Les filières d'exportation (filières café, thé, coton et sucre) doivent être redynamisées et libéralisées pour accroître les recettes d'exportation.

Le secteur de l'élevage doit être développé par la poursuite du repeuplement du cheptel, l'amélioration de l'encadrement et la pratique de l'élevage intensif. La pêche et la sylviculture doivent être redynamisées et réglementées afin de favoriser la reconstitution d'un écosystème propice au développement des poissons.

Afin de rétablir le couvert végétal, le reboisement des montagnes et la multiplication des plantes agroforestières doivent constituer une priorité de tous les intervenants dans la filière. L'entretien du patrimoine forestier existant et la lutte contre la déforestation anarchique doivent être renforcées.



Pour le secteur secondaire, le tissu industriel doit être élargi par la redynamisation des entreprises potentiellement rentables et l'amélioration du climat des affaires pour les nouveaux investisseurs. Le développement des infrastructures de transport et de production énergétique reste une priorité.

Concernant le secteur tertiaire, l'accent doit être mis sur le développement des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) notamment par la connexion du réseau burundais aux câbles à fibres optiques.

### II.3. EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

L'année 2010 a été marquée par un renchérissement beaucoup plus modéré du coût de la vie (6,5 contre 10,5 p.c.) par rapport à l'année précédente. Cette amélioration a résulté de la décélération des prix des produits des secteurs « alimentation » (5,9 contre 11,3 p.c.) et « hors alimentation » (7,4 contre 9,6 p.c.).

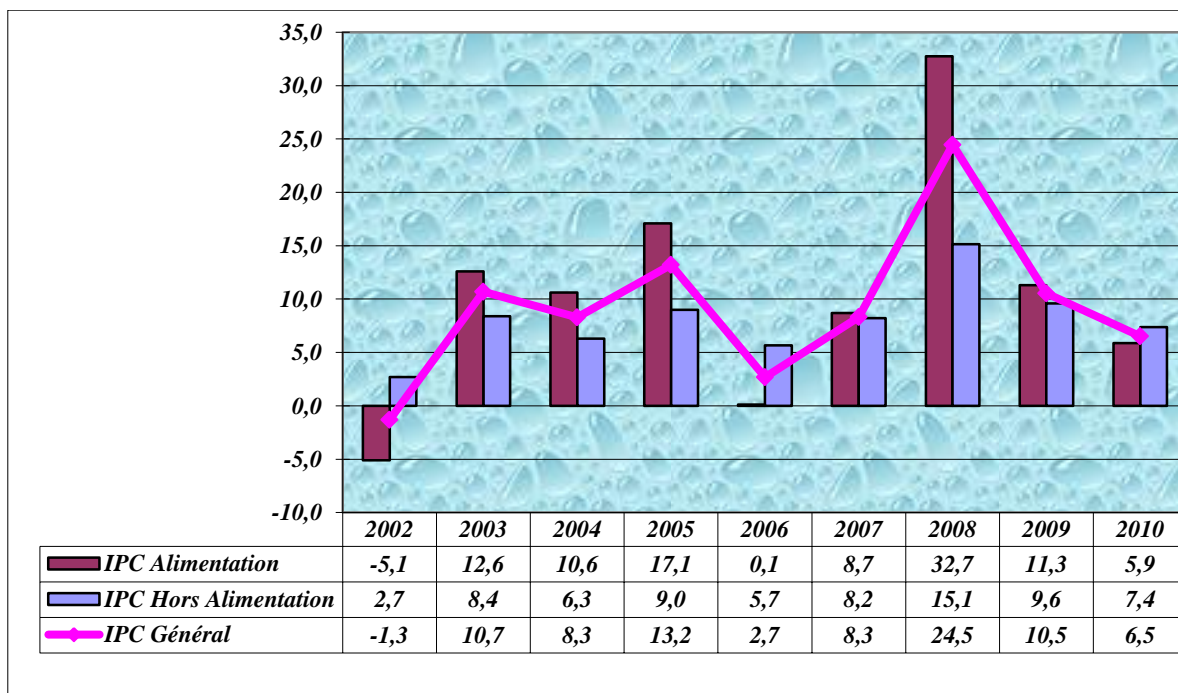
<b>TABLEAU 15 : INDICE MOYEN DES PRIX A LA CONSOMMATION DES MENAGES DE BUJUMBURA</b>			
<b>(variations en p.c.)</b>			
	<b>IPC Alimentation</b>	<b>IPC Hors Alimentation</b>	<b>IPC Général</b>
2006	0,1	5,7	2,7
2007	8,7	8,2	8,3
2008	32,7	15,1	24,5
2009	11,3	9,6	10,5
2010	5,9	7,4	6,5
1er Trim.2009	27,7	9,8	19,4
2e Trim.2009	14,7	5,0	10,3
3e Trim 2009	6,8	9,1	7,8
4e Trim 2009	-0,6	14,4	5,7
1er Trim.2010	3,0	9,2	5,6
2e Trim.2010	6,8	11,1	8,6
3e Trim 2010	7,7	6,6	7,2
4e Trim 2010	6,1	3,1	4,8

Source: ISTEERBU

Le ralentissement de la progression des prix des produits alimentaires est dû principalement à la forte décélération des prix observée au premier trimestre, suivie d'une augmentation modérée des prix au deuxième trimestre (6,8 p.c.) et au quatrième (6,1 p.c.).

S'agissant de l'indice du groupe « hors alimentation », il s'est accru de 7,4 p.c. en moyenne annuelle contre 9,6 p.c. l'année précédente suite à la décélération des prix des produits de tous les secteurs qui le composent, se fixant entre 0,2 et 9,9 p.c.

**GRAPHIQUE 7 : EVOLUTION ANNUELLE DU TAUX D'INFLATION**  
(en p.c.)



En moyenne trimestrielle, les deux premiers trimestres ont enregistré des hausses d'inflation (9,2 et 11,1 p.c.) plus marquées que celles des deux derniers trimestres qui se sont caractérisés par une décre des prix, atteignant 6,6 p.c. au troisième trimestre et 3,1 p.c. au quatrième.

Cette évolution du premier semestre s'explique essentiellement par l'augmentation des prix des secteurs «logement, chauffage et éclairage» (12,1 au premier trimestre et 15,3 p.c. au second) et «transport et communications» (2,7 au premier et 6,3 p.c. au deuxième trimestre).

Au troisième trimestre, la progression modérée des prix a résulté principalement de la déflation des groupes «Habillement» (-1,9 p.c.) et «Services médicaux et médicaments» (-0,4 p.c.) conjuguées avec la décélération des prix de tous les autres secteurs économiques.

Concernant le quatrième trimestre, la décélération des prix s'est poursuivie en enregistrant même des déflations (-0,6 p.c. pour l'«habillement» et -0,1 p.c. pour le secteur «culture, enseignement et loisirs»).

## **II.4. FINANCES PUBLIQUES**

Après avoir enregistré un lourd déficit en 2009, les résultats obtenus au cours de l'année 2010 ont été marqués par une nette amélioration. En effet, bien que les dépenses aient augmenté de 136.117,8 MBIF, soit 25,3 p.c., l'accroissement plus rapide des recettes (26,8 p.c.) conjugué avec celui des dons (123 p.c.), ont permis de dégager un déficit budgétaire sensiblement réduit, revenant de -112.723,2 à -42.294,4 MBIF. Ainsi le ratio du déficit budgétaire par rapport au PIB s'est fortement relevé, revenant de 7,8 à 2,3 p.c.

<b>TABEAU AU 16 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT</b>					
(en MBIF)					
	2008	2009	2010	Prévisions 2010	Tx de réal
<b>A. RECETTES ET DONS</b>	<b>397 694,7</b>	<b>424 696,6</b>	<b>631 243,1</b>	<b>726 469,9</b>	86,9
1. RECETTES	260 160,2	310 037,6	393 170,0	367 423,1	107,0
Recettes fiscales	237 095,5	278 800,5	363 087,2	342 784,6	105,9
Recettes non fiscales	23 064,7	23 329,5	30 082,8	24 638,5	122,1
Recettes spéciales (COMESA)		7 907,6	0,0	2 415,0	
2. DONS	137 534,5	106 751,4	238 073,1	356 631,8	66,8
Dons courants	117 085,1	88 754,5	172 708,0	167 505,2	103,1
Dons en capital	20 449,4	17 996,9	65 365,1	189 126,6	34,6
<b>B. DEPENSES</b>	<b>438 236,2</b>	<b>537 419,8</b>	<b>673 537,5</b>	<b>863 059,6</b>	78,0
a. Dépenses courantes	361 570,2	432 270,2	491 942,1	507 746,1	96,9
Dépenses sur biens et services	258 155,5	283 563,5	325 349,2	310 411,9	104,8
Salaires	154 847,0	179 790,1	220 809,3	212 411,7	104,0
Achats de biens et autres services	103 308,5	103 773,4	104 539,9	98 000,2	106,7
Subventions et autres transferts	71 434,1	113 776,6	133 762,1	156 151,5	85,7
Paiements d'intérêts	26 309,3	26 213,1	21 983,2	30 229,7	72,7
Dépenses sur les fonds spéciaux	5 671,3	8 717,0	10 847,6	10 952,9	99,0
SOLDE COURANT HORS DONS	-101 410,0	-122 232,6	-98 772,1	-140 323,0	70,4
SOLDE COURANT DONS COMPRIS	36 124,5	-7 573,6	139 301,0	218 723,9	63,7
b. Dépenses en capital	76 666,0	105 149,6	181 595,4	355 313,5	51,1
SOLDE GLOBAL HORS DONS (base droits constatés)	-178 076,0	-227 382,2	-280 367,5	-495 636,5	56,6
<b>SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base droits const.)</b>	<b>-40 541,5</b>	<b>-112 723,2</b>	<b>-42 294,4</b>	<b>-136 589,6</b>	31,0
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>40 541,5</b>	<b>112 723,2</b>	<b>42 294,4</b>	<b>136 589,6</b>	31,0
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	14 317,4	77 608,4	89 758,8	112 522,6	79,8
Tirages	11 414,9	30 154,0	42 752,6	59 993,7	71,3
Moins amort. de la dette extérieure	-87 411,9	-1 094 028,2	-62 281,9	-47 527,4	131,0
Variation des arriérés	896,3	-	-	-	-
Allègement de la dette	89 418,1	1 141 482,6	109 288,1	100 056,3	109,2
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	33 165,7	85 795,5	39 651,7	24 067,0	164,8
a. Secteur bancaire	20 180,0	81 182,9	33 485,0	48 292,3	69,3
B.R.B.	-11 711,7	70 283,6	-7 761,3	48 292,3	-16,1
Banques commerciales	28 193,5	8 239,5	37 845,4		
CCP	3 698,2	2 659,8	3 400,9		
b. Secteur non bancaire	12 985,7	4 612,6	6 166,7	-24 225,3	-25,5
Etablissements financiers	833,8	-	-		
Secteur non financier	12 151,9	4 612,6	6 166,7	-24 225,3	-25,5
3. ERREURS ET OMISSIONS	-6 941,6	-50 680,7	-87 116,1	0,0	

Source : Ministère des Finances.

## A. RECETTES ET DONS

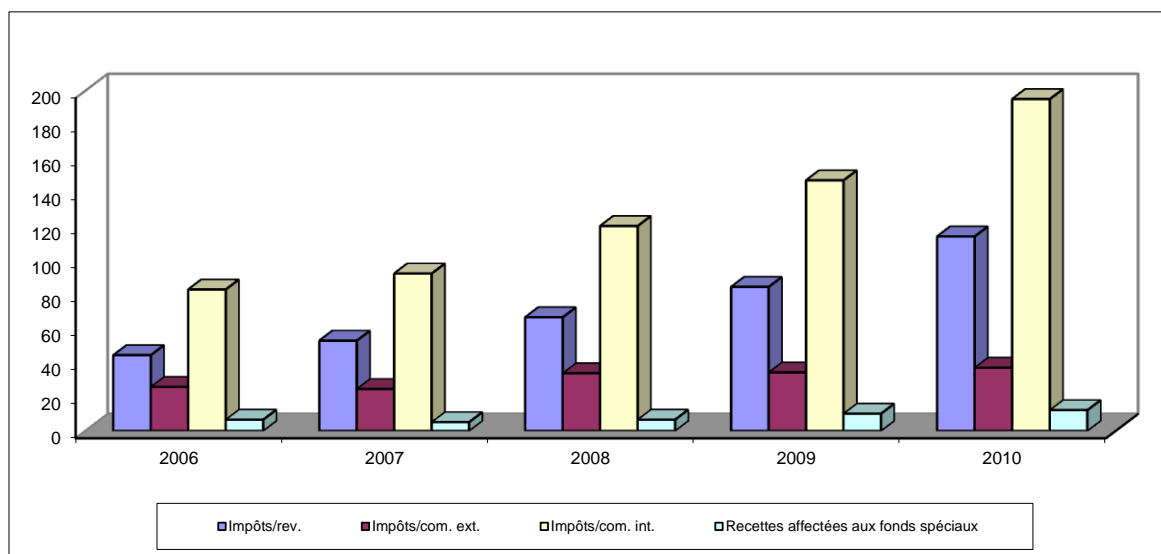
Les ressources de l'Etat ont progressé à un rythme plus rapide que celui l'année précédente (51,5 contre 4,8 p.c.) s'établissant à 631.243,2 contre 416.789,0 MBIF. Elles couvrent 86,9 des prévisions budgétaires (726.496,9 MBIF).

<b>TABLEAU 17 : RECETTES ET DONNS</b>					
(en MBIF)					
	2008	2009	2010	Variations	
				en valeur absolue (2010-2009)	p.c.
<b>1. RECETTES</b>	<b>260 160,2</b>	<b>310 037,5</b>	<b>393 170,1</b>	<b>83 132,6</b>	<b>26,8</b>
a. Recettes fiscales	237 095,5	278 800,5	363 087,3	84 286,8	30,2
Impôts sur les revenus	66 830,6	84 699,9	114 358,4	29 658,5	35,0
Sociétés	35 556,9	41 157,3	56 763,6	15 606,3	37,9
Personnes physiques	30 272,7	30 330,1	55 324,6	24 994,5	82,4
Autres impôts sur les revenus	1 001,0	13 212,5	2 270,2	-10 942,3	-82,8
Impôts sur le commerce intérieur	120 484,6	147 350,9	195 129,7	47 778,8	32,4
Taxes sur les transactions	73 199,1	91 502,4	131 797,4	40 295,0	44,0
Taxes de consommation sur le tabac	2 472,1	3 028,5	3 644,9	616,4	20,4
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	41 577,1	40 405,4	37 506,5	-2 898,9	-7,2
Autres impôts intérieurs	3 236,3	12 414,6	22 180,9	9 766,3	78,7
Impôts sur le commerce extérieur	33 929,0	34 382,6	37 140,9	2 758,3	8,0
Taxes à l'importation	32 047,7	30 357,8	32 770,4	2 412,6	7,9
Taxes à l'exportation	1 880,6	72,2	216,9	144,7	200,4
Autres impôts sur le commerce extérieur	0,7	3 952,6	4 153,6	201,0	5,1
Recettes affectées aux fonds spéciaux	6 622,1	10 134,3	12 239,5	2 105,2	20,8
dont: Fonds routier national	6 618,2	5 377,8	11 911,4	6 533,6	121,5
Autres recettes fiscales	9 229,2	2 232,8	4 218,8	1 986,0	88,9
b. Recettes non fiscales	23 064,7	23 329,4	30 082,8	6 753,4	28,9
1. Dividendes	11 862,9	9 260,0	4 302,1	-4 957,9	-53,5
dont: bénéfices B.R.B.	7 907,7	3 758,7		-3 758,7	-100,0
2. Autres recettes	11 201,8	14 069,4	25 780,7	11 711,3	83,2
c. Recettes spéciales(COMESA)	0,0	7 907,6	0,0	-7 907,6	-100,0
<b>2. DONNS</b>	<b>137 534,5</b>	<b>106 751,5</b>	<b>238 073,1</b>	<b>131 321,6</b>	<b>123,0</b>
Dons courants	117 085,1	88 754,6	172 708,0	83 953,4	94,6
Dons en capital	20 449,4	17 996,9	65 365,1	47 368,2	263,2
<b>TOTAL</b>	<b>397 694,7</b>	<b>416 789,0</b>	<b>631 243,2</b>	<b>214 454,2</b>	<b>51,5</b>
Source : Ministère des finances					
(p) : Provisoire					

## 1. Recettes

La collecte des recettes publiques a connu de meilleurs rendements que l'année précédente. Les recettes ont atteint 393.170,1 contre 310.037,5 MBIF. Les performances enregistrées ont concerné aussi bien les recettes fiscales (363.087,3 contre 278.800,5 MBIF) que non fiscales (30.082,8 contre 23.329,4 MBIF). Aussi les recettes fiscales occupent elles une part prépondérante (92,3 p.c.) par rapports aux recettes non fiscales (7,7 p.c.).

## GRAPHIQUE 8 : PRINCIPALES RECETTES (en Mds de BIF)



### 1.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont établies à 363.087,3 MBIF, soit un accroissement de 30,2 p.c. par rapport aux recettes de l'année précédente (278.800,5 MBIF) avec un taux de réalisation de 105,9 p.c. par rapport aux prévisions (342.784,6 MBIF). Cette évolution a concerné toutes les grandes rubriques de ce secteur.

L'amélioration des recettes fiscales est consécutive à la mise en place d'une nouvelle institution chargée de collecter toutes les recettes, en l'occurrence l'Office Burundais des Recettes (OBR).

Le produit des impôts sur les revenus (114.358,4 contre 84.699,8 MBIF) s'est accru de 29.658,5 MBIF suite à l'augmentation des impôts sur les personnes physiques (24.994,5 MBIF) et des sociétés (15.606,3 MBIF) qui a été contrebalancée par la baisse des autres impôts sur le revenu (-10.942,3 MBIF)

Les impôts sur le commerce intérieur des biens et services ont augmenté de 32,4 p.c. passant de 147.350,9 à 195.129,7 MBIF, en raison de la forte expansion du produit des taxes sur la valeur ajoutée ou sur les transactions, soit 44,0 p.c. En revanche, les taxes sur la consommation des bières et boissons gazeuses ont légèrement baissé de 7,2 p.c., revenant de 40.405,4 à 37.506,5 MBIF.

Les impôts sur le commerce extérieur ne se sont accrus que de 8,0 p.c. s'établissant à 37.140,9 contre 34.382,6 MBIF un an auparavant.

Cette faible performance est imputable aux rendements modérés des taxes à l'importation.

Les recettes affectées aux fonds spéciaux se sont accrues de 20,8 p.c. passant de 10.134,3 à 12.239,5 MBIF suite à l'approvisionnement du Fonds routier national.

## **1.2. Recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales ont progressé de 28,9 contre 1,1 p.c. l'année précédente, s'établissant à 30.082,8 contre 23.329,4 MBIF. Par rapport au total des recettes, elles ne représentent que 7,7 p.c.

## **2. Dons**

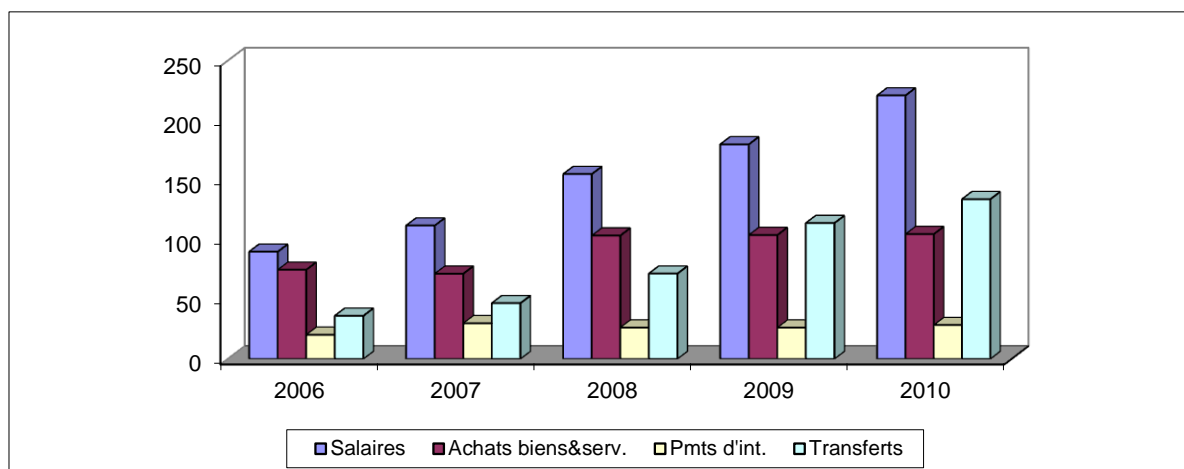
D'une fin d'année à l'autre, les dons ont fortement augmenté de 123,0 p.c., passant de 106.751,5 à 238.073,1 MBIF. Cette augmentation est la conséquence de l'accroissement conjoint des dons courants et en capital soit 94,6 et 263,2 p.c. respectivement. Par rapport aux prévisions (167.505,2 MBIF), les réalisations en dons représentent 66,8 p.c.

## **B. DEPENSES**

S'établissant à 673.537,5 contre 537.419,8 MBIF, les dépenses budgétaires ont enregistré une nette expansion de 25,3 contre 22,6 p.c. l'année précédente. Cette évolution a concerné aussi bien les dépenses en capital (72,7 p.c.) que courantes (13,8 p.c.). Par rapport au PIB, les dépenses budgétaires ont représenté 36,9 p.c. contre 34,7 p.c. l'année passée.

Les dépenses courantes se sont accrues de 13,8 p.c., suite à l'augmentation des dépenses au titre de rémunération de personnel (41.019,2 MBIF) consécutive à la poursuite de la transposition et à la hausse des subventions et autres transferts (19.985,5 MBIF).

## GRAPHIQUE 9 : PRINCIPALES DEPENSES COURANTES (en Mds de BIF)



Les dépenses en capital ont progressé en raison de l'augmentation des dépenses financées sur les ressources locales (+19.898,3 MBIF), sur les tirages des projets de l'administration (+12.447,3 MBIF) et sur les dons (44.100,3 MBIF).

### C. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT

La progression des ressources du Gouvernement (51,5 p.c.) a été plus prononcée que celle des emplois (26,5), ce qui s'est traduit par l'allègement du déficit global d'une année à l'autre (-48.667,9 contre -120.630,8 MBIF). Ce déficit a été financé aussi bien par les ressources intérieures qu'extérieures à concurrence de 38.467,3 MBIF et de 89.755,3 MBIF respectivement.

#### 1. Financement intérieur

Le financement intérieur (39.651,7 contre 85.795,5 MBIF) a fortement diminué suite au désendettement net de l'Etat auprès de la Banque Centrale (-7.761,3 MBIF) partiellement contrebalancé par une augmentation des engagements de l'Etat auprès des banques commerciales et du secteur non bancaire de 37.845,4 et de 6.166,7 MBIF respectivement.

#### 2. Financement extérieur net

Le financement extérieur a augmenté de 12.150,3 MBIF passant de 77.608,5 à 89.758,8 suite à l'accroissement des tirages sur prêts directs et aux intérêts remis dans le cadre de l'Initiative des pays pauvres très endettés.



## D. DETTE PUBLIQUE

### 1. Evolution générale

S'élevant à 954.850,8 contre 927.438,1 MBIF, la dette publique s'est accrue de 27.412,7 MBIF en rapport avec l'augmentation de la dette intérieure de 61.056,5 MBIF alors que la dette extérieure a baissé de 33.643,5 MBIF.

<b>TABLEAU 18 : STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>					
<b>A fin d'année(en MBIF)</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>230 472,2</b>	<b>241 179,0</b>	<b>272 437,6</b>	<b>366 046,1</b>	<b>427 102,6</b>
1. Certificats, bons et obligations du Trésor	14 239,7	46 222,0	84 705,8	119 017,6	131 998,3
2. Avances de la B.R.B.	208 515,3	181 740,7	170 798,9	215 622,3	253 190,1
3. Autres	7 717,2	13 216,3	16 932,9	31 406,2	41 914,2
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>1 325 323,9</b>	<b>1 530 542,8</b>	<b>1 567 958,7</b>	<b>561 392,0</b>	<b>527 748,2</b>
1. Dette directe	1 149 971,0	1 326 976,7	1 370 354,7	449 575,2	496 333,0
2. Dette indirecte	175 352,9	203 566,1	197 604,0	111 816,8	31 415,2
<b>TOTAL</b>	<b>1 555 796,1</b>	<b>1 771 721,8</b>	<b>1 840 396,3</b>	<b>927 438,1</b>	<b>954 850,8</b>
<b>En p.c. de l'encours total</b>					
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>14,8</b>	<b>13,6</b>	<b>14,8</b>	<b>39,5</b>	<b>44,7</b>
1. Certificats, bons et obligations du Trésor	0,9	2,6	4,6	12,8	13,8
2. Avances de la B.R.B.	13,4	10,3	9,3	23,2	26,5
3. Autres	0,5	0,7	0,9	3,4	4,4
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>85,2</b>	<b>86,4</b>	<b>85,2</b>	<b>60,5</b>	<b>55,3</b>
1. Dette directe	73,9	74,9	74,5	48,5	52,0
2. Dette indirecte	11,3	11,5	10,7	12,1	3,3
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Source : Ministère des finances.					
(p) : Provisoire					

### 2. Dette intérieure

La dette publique intérieure a progressé de 61.056,4 MBIF, soit 16,7 p.c., se fixant à 427.102,6 contre 366.046,1 MBIF en 2009. Cette évolution a résulté de l'accroissement des engagements de l'Etat envers le secteur bancaire (47.782,7 MBIF) et non bancaire (13.273,7 MBIF).

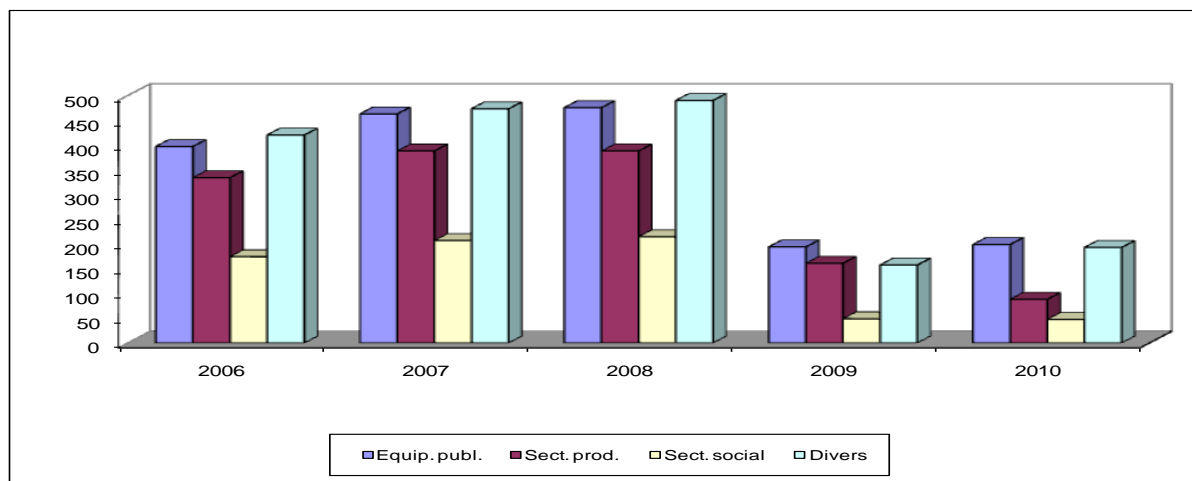
### 3. Dette extérieure

L'encours de la dette extérieure à fin décembre 2010 s'est établi à 527.748,2 contre 561.392,0 l'année précédente soit une diminution de 33.643,3 MBIF. Cette baisse est consécutive à la mise en application des accords de consolidation de la dette envers l'AFD (-59.678,7 MBIF), au remboursement du principal (-3.714,6 MBIF) et aux moins value de réévaluation (13.057,5 MBIF), contrebalancée partiellement par de nouveaux tirages (42.752,6 MBIF).

<b>TABLEAU 19 : DETTE EXTERIEURE</b>					
<b>(en MBIF)</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
<b>I. DETTE DIRECTE</b>					
a. Encours début période	1 081 932,8	1 149 971,1	1 326 976,7	1 370 354,7	449 575,2
b. Tirages	38 011,0	35 368,9	11 453,7	30 688,4	42 752,6
c. Réévaluation	68 913,7	183 797,4	69 708,8	47 836,9	-9 231,6
d. Amortissements	-38 886,5	-42 160,8	-37 784,5	-999 297,5	13 182,4
e. Encours fin période	1 149 971,0	1 326 976,7	1 370 354,7	449 575,2	496 333,0
<b>II. DETTE INDIRECTE</b>					
a. Encours début période	162 726,4	175 352,9	203 566,1	197 604,0	111 816,8
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	15 671,1	32 047,5	6 593,7	9 485,4	-3 825,9
d. Amortissements	-3 044,7	-3 834,2	-12 555,9	-95 272,6	-76 575,6
e. Encours fin période	175 352,9	203 566,1	197 604,0	111 816,8	31 415,2
<b>III. DETTE TOTALE (I et II)</b>					
a. Encours début période	1 244 659,2	1 325 324,0	1 530 542,8	1 567 958,7	561 392,0
b. Tirages	38 011,0	35 368,9	11 453,7	30 688,4	42 752,6
c. Réévaluation	84 584,8	215 844,9	76 302,5	57 322,3	-13 057,5
d. Amortissements	-41 931,2	-45 995,0	-50 340,4	-1 094 570,1	-63 393,2
e. Encours fin période	1 325 323,9	1 530 542,8	1 567 958,7	561 392,0	527 748,2
<b>IV. DETTE TOTALE/ PIB (en %)</b>	141,8	151,1	119,3	105,2	30,7

Les tirages ont crû de 12.064,2 MBIF passant de 30.688,4 à 42.752,6 MBIF. Ils ont exclusivement concerné la dette directe et ont été affectés aux équipements publics (16.839,8 MBIF), à l'agriculture et l'élevage (206,6 MBIF) ainsi qu'aux divers secteurs (25.912,8 MBIF).

**GRAPHIQUE 10 : DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR  
SECTEURS ECONOMIQUES  
(encours en fin d'année, en Mds de BIF)**



#### 4. Service de la dette

Le service de la dette publique supporté par le Trésor a régressé de 53,4 p.c., revenant de 71.764,2 à 33.461,8 MBIF en rapport principalement avec la réduction de la dette extérieure dans le cadre de l'IADM ainsi qu'aux accords de consolidation bilatéraux.. Il représente 4,9 p.c. des dépenses du budget et 5,3 p.c. des recettes budgétaires contre respectivement 13,3 et 17,2 p.c. à la fin de l'exercice précédent.

<b>TABLEAU 20 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b> (en MBIF)					
	2006	2007	2008	2009	2010
<b>A. Service total de la dette publique</b>	<b>84 683,2</b>	<b>88 342,4</b>	<b>91 709,0</b>	<b>1 138 436,9</b>	<b>91 072,7</b>
Dette intérieure	34 492,8	33 814,2	31 376,3	35 152,5	27 679,4
Dette extérieure	50 190,4	54 528,2 *	60 332,7 **	1 103 284,4 ***	63 393,3 ****
<b>B. Service de la dette publique supporté par le Trésor</b>	<b>80 741,0</b>	<b>83 790,4</b>	<b>78 423,7</b>	<b>71 764,2</b>	<b>33 461,8</b>
Dette intérieure	34 492,8	33 814,2	31 376,3	35 152,5	27 679,4
Principal	15 008,8	15 603,9	14 196,5	17 559,3	7 764,0
Intérêts	19 484,0	18 210,3	17 179,8	17 593,2	19 915,5
Dette extérieure	46 248,2	49 976,2	47 047,4	36 611,7	5 782,3
Principal	38 886,5	42 160,8	37 784,5	28 832,6	3 714,6
Intérêts	7 361,7	7 815,4	9 262,9	7 779,1	2 067,7
<b>Service de la dette publique supporté par le Trésor/ Dépenses du budget (en p.c.)</b>	<b>25,3</b>	<b>21,3</b>	<b>17,8</b>	<b>13,3</b>	<b>4,9</b>
Dette intérieure	10,8	8,6	7,1	6,5	4,1
Dette extérieure	14,5	12,7	10,7	6,8	0,9
<b>Service de la dette publique supporté par le Trésor/Ressources du budget (en p.c.)</b>	<b>28,1</b>	<b>23,1</b>	<b>19,7</b>	<b>17,2</b>	<b>5,3</b>
Dette intérieure	12,0	9,3	7,9	8,4	4,4
Dette extérieure	16,1	13,8	11,8	8,8	0,9
<b>Service total de la dette extérieure / Recettes d'exportation de biens et services non facteurs (en p.c.)</b>	<b>52,4</b>	<b>56,2</b>	<b>33,3</b>	<b>25,1</b>	<b>2,6</b>
<b>Recettes d'exportation de biens et services non facteurs</b>	<b>95 840,0</b>	<b>96 969,7</b>	<b>181 378,0</b>	<b>145 586,8</b>	<b>222 430,5</b>
Sources : Ministère des finances					
(*) : Compte tenu d'un montant de 17.209,7 MBIF remise par la Chine					
(**) : Compte tenu d'un montant de 21.292,7 MBIF remise par l'Autriche et KRUPP INDUS-Sosumo					
(***) : Y compris l'annulation IADM de 1.060.175,0 MBIF					
(****) : Y compris l'annulation d'un montant de 59.678,7 MBIF consécutive aux accords de réaménagement avec l'AFD					

Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services non facteurs s'est amélioré, revenant de 25,3 à 2,6 p.c. Cette évolution a résulté de l'augmentation des recettes d'exportation et la baisse du service de la dette en rapport avec l'annulation d'une partie de la dette extérieure.

\*

\*            \*

Le déficit global à fin 2010 montre une nette amélioration des finances publiques suite à l'augmentation des apports tant intérieurs qu'extérieurs. Le gouvernement est donc appelé à renforcer davantage les structures de collecte des recettes tout en élargissant l'assiette fiscale et en rationalisant les dépenses.

\*

\*            \*

## II.5. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

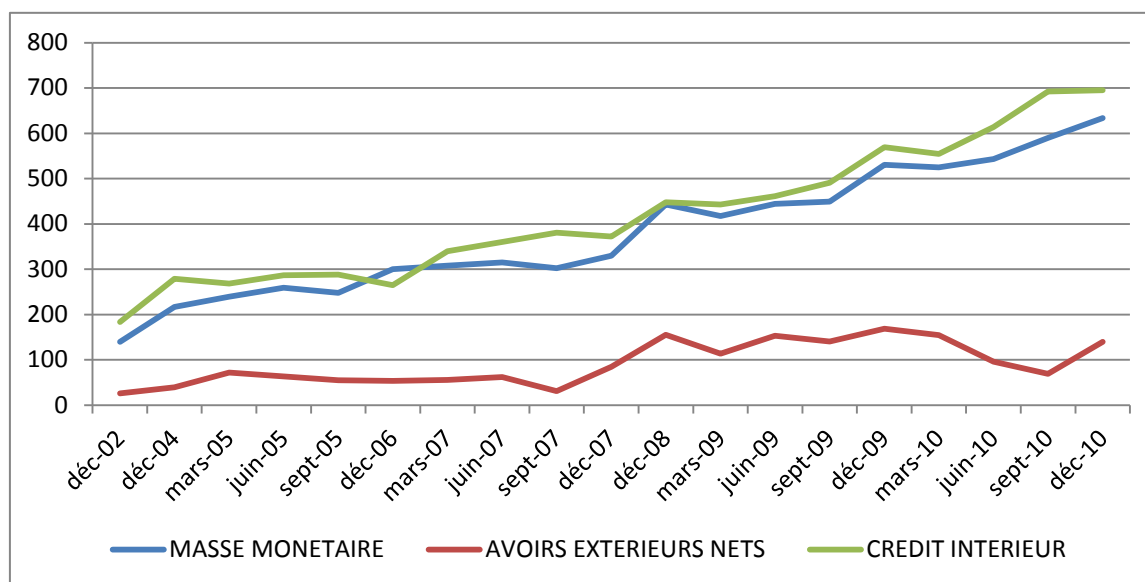
### A. RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE

Les ressources du système bancaire (839.664,0 contre 737.949, 2 MBIF) ont poursuivi une croissance à un rythme, cependant, moins soutenu que celui de l'année précédente (13,8 contre 22,3 p.c.).

TABLEAU 21 : RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE					
	2006	2007	2008	2009	2010
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>53 922,2</b>	<b>84 881,5</b>	<b>155 014,6</b>	<b>168 753,0</b>	<b>139 925,8</b>
Avoirs extérieurs bruts	207 173,6	299 376,2	458 057,9	554 519,4	578 994,3
Engagemnts extérieurs	153 251,4	214 494,7	303 043,3	385 766,4	439 068,5
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>366 361,4</b>	<b>373 044,2</b>	<b>448 134,0</b>	<b>569 196,2</b>	<b>699 738,2</b>
<b>créances nettes sur l'Etat</b>	<b>159 715,8</b>	<b>157 445,1</b>	<b>176 478,0</b>	<b>252 435,2</b>	<b>292 271,1</b>
Crédit à l'Etat	219 399,8	221 489,2	239 022,8	327 447,5	377 071,3
Dépôts du secteur gouvernemental	59 684,0	64 044,1	62 544,8	75 012,3	84 800,2
<b>Créances sur l'économie</b>	<b>206 645,6</b>	<b>215 599,1</b>	<b>271 656,0</b>	<b>316 761,0</b>	<b>407 467,1</b>
Crédit	194 588,1	203 512,9	256 646,0	298 758,6	385 528,8
Autres créances	12 057,5	12 086,2	15 010,0	18 002,4	21 938,3
<b>RESSOURCES = EMPLOIS</b>	<b>420 283,6</b>	<b>457 925,7</b>	<b>603 148,6</b>	<b>737 949,2</b>	<b>839 664,0</b>
<b>MASSE MONETAIRE (M2)</b>	<b>301 558,5</b>	<b>330 079,1</b>	<b>443 117,8</b>	<b>530 770,3</b>	<b>638 098,2</b>
<b>Monnaie (M1)</b>	<b>217 583,0</b>	<b>235 379,4</b>	<b>335 887,6</b>	<b>404 392,5</b>	<b>484 969,7</b>
Circulation fiduciaire hors banques	68 436,5	84 153,3	112 623,7	120 915,7	139 103,4
Dépôts à vue	149 146,5	151 226,1	223 263,9	283 476,8	345 866,3
<b>Quasi monnaie</b>	<b>83 975,5</b>	<b>94 699,7</b>	<b>107 230,2</b>	<b>126 377,8</b>	<b>153 128,5</b>
<b>AUTRES RESSOURCES</b>	<b>118 725,1</b>	<b>127 846,6</b>	<b>160 030,8</b>	<b>207 178,5</b>	<b>201 565,8</b>
Provisions pour crédit documentaire	1 436,2	2 374,6	5 225,7	3 627,5	10 515,6
Fonds propres de la BRB	28 604,8	27 058,8	36 578,0	37 163,4	40 915,2
Divers nets de la BRB	38 971,4	35 748,5	28 906,3	67 405,3	13 109,0
Fonds propres des banques commerciales	30 325,0	42 904,9	60 251,8	88 493,0	117 762,6
Divers nets des banques commerciales	20 349,3	19 643,1	30 524,3	9 004,0	19 361,9
Solde des transactions interbancaires	-961,6	116,7	-1 455,3	1 485,3	-98,5

La progression a concerné la masse monétaire (20,2 contre 19,8 p.c.), les autres ressources ayant plutôt baissé de 2,7 p.c. alors qu'elles avaient augmenté de 29,5 p.c. une année auparavant.

### GRAPHIQUE 11 : MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES (A fin de trimestre en Mds de BIF)



Les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M2 à hauteur de 25,6 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 5,4 points, traduisant une création additionnelle de la monnaie d'origine interne.

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Croissance annuelle de M2 (en p.c)</b>	<b>17,0</b>	<b>9,5</b>	<b>34,2</b>	<b>19,8</b>	<b>20,2</b>
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>1,7</b>	<b>11,4</b>	<b>21,8</b>	<b>3,1</b>	<b>-5,4</b>
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>15,3</b>	<b>-2,0</b>	<b>12,4</b>	<b>16,7</b>	<b>25,6</b>
<b>Crédit intérieur nets</b>	<b>29,7</b>	<b>2,2</b>	<b>22,7</b>	<b>27,4</b>	<b>24,6</b>
Créances nettes sur l'Etat	15,0	-0,8	5,8	17,2	7,5
Créances sur l'économie	14,7	3,0	16,9	10,2	17,1
<b>Autres postes nets</b>	<b>-14,4</b>	<b>-4,2</b>	<b>-10,3</b>	<b>-10,7</b>	<b>1,0</b>

## **1. Ressources**

### **1.1. Masse monétaire**

La masse monétaire (638.098,2 contre 530.770,3 MBIF) s'est faiblement accrue (20,2 contre 19,8 p.c.) en liaison avec une progression de la quasi-monnaie (21,2 contre 17,9 p.c.) plus prononcée que celle des disponibilités monétaires (19,9 contre 20,4 p.c.). Aussi, la part des disponibilités monétaires a-t-elle faiblement fléchi (76,0 contre 76,2 p.c.) en faveur de la quasi-monnaie (24,0 contre 23,8 p.c.).

#### **a. Monnaie**

Passant de 404.392,5 à 484.969,7 MBIF, les disponibilités monétaires ont augmenté de 80.577,2 contre 68.504,9 MBIF. Cette hausse est principalement imputable à l'accroissement des dépôts à vue (62.389,5 MBIF) et, dans une moindre mesure, de la circulation fiduciaire hors banques (18.187,7 MBIF).

La hausse des dépôts à vue a porté principalement sur les avoirs logés dans les banques commerciales (58.639,4 MBIF).

L'analyse de la composition des disponibilités monétaires montre que la part relative des dépôts à vue (71,3 contre 70,1 p.c.) et celle de la circulation fiduciaire hors banques (28,7 contre 29,9 p.c.) n'ont presque pas varié.

#### **b. Quasi-monnaie**

En augmentation de 26.750,7 MBIF, la quasi-monnaie s'est établie à 153.128,5 contre 107.230,2 MBIF à fin décembre 2009.

Cet accroissement est principalement imputable à l'expansion des placements des particuliers (14.934,6 MBIF), des sociétés à participation publique (4.081,0 MBIF), des entreprises privées (3.357,9 MBIF) et à ceux classés dans les « autres comptes » (4.247,2 MBIF).

	2006	2007	2008	2009		2010	
					parts en p.c.		parts en p.c.
Particulier	40 463,0	51 755,6	63 015,7	79 280,6	62,7	94 215,2	61,5
Entreprises privées	16 166,0	11 714,9	11 496,9	15 450,6	12,2	18 808,5	12,3
Sociétés à participation publiques	5 316,5	6 389,4	9 050,7	9 145,9	7,2	13 226,9	8,6
Etablissements financiers	725,0	454,0	550,0	400,0	0,3	530,0	0,3
Autres comptes	21 305,0	24 385,8	23 116,9	22 100,7	17,5	26 347,0	17,2
<b>TOTAL</b>	<b>83 975,5</b>	<b>94 699,7</b>	<b>107 230,2</b>	<b>126 377,8</b>	<b>100,0</b>	<b>153 127,6</b>	<b>100,0</b>

Les parts des dépôts à terme des sociétés à participation publique (8,6 contre 7,2 p.c.) et des entreprises privées (12,3 contre 12,2 p.c.) ont légèrement augmenté. En revanche, les parts des placements des particuliers (61,5 contre 62,7 p.c.) et ceux classés dans les « autres comptes » (17,2 contre 17,5 p.c.) ont faiblement baissé.

## 1.2. Autres ressources

Les autres ressources du système bancaire (201.565,8 contre 207.178,5 MBIF) ont faiblement diminué de 2,7 p.c. alors qu'elles avaient enregistré une vive croissance de 29,5 p.c à la fin de l'exercice précédent. Aussi, leur part relative dans le total des ressources du système bancaire a-t-elle reculé, revenant de 28,1 à 24,1 p.c. d'un exercice à l'autre.

La baisse des autres ressources du système bancaire est en rapport avec la contraction des divers nets de la Banque centrale (-54.296,3 MBIF) qui l'emporte sur l'augmentation des fonds propres des banques commerciales (29.269,6 MBIF), des divers nets des banques commerciales (10.358,9 MBIF) et des provisions pour crédits documentaires (6.888,1 MBIF).

La diminution des divers nets de la Banque centrale est liée la baisse des valeurs à payer à vue (-43.624,2 MBIF) suite principalement au virement sur le compte du Trésor de la deuxième tranche des ressources provenant de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale consécutive à l'annulation d'une partie des engagements de la Banque envers le FMI.

De son côté, la hausse des fonds propres des banques commerciales a principalement résulté de l'augmentation du capital (26.441,2 MBIF) en rapport avec la mise en application de la nouvelle réglementation relevant le capital minimum des banques commerciales de 5 à 10Mds de BIF.



## 2. Emplois

Les emplois du système bancaire se sont accrus de 13,8 p.c. suite à la progression de 22,9 p.c. du crédit intérieur, les avoirs extérieurs nets ayant baissé de 17,1 p.c. d'une fin d'année à l'autre.

### 2.1. Avoirs extérieurs nets

Après avoir enregistré une augmentation de 13.738,4 MBIF en 2009, les avoirs extérieurs nets se sont inscrits en retrait de 28.827,2 MBIF, revenant de 168.753,0 à 139.925,8 MBIF.

	2006	2007	2008	2009	2010
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	207 173,6	299 376,2	458 057,9	554 519,4	578 994,3
Dont réserves internationales officielles (en millions de USD)	131,0	177,3	266,6	323,0	332,1
Engagements extérieurs (en MBIF)	132 611,8	214 494,7	303 043,3	385 766,4	439 068,5
Avoirs extérieurs nets (en MBIF)	74 561,8	109 086,4	155 014,6	168 753,0	139 925,8
Variation annuelle (en p.c.)	6,1	46,3	42,1	8,9	-17,1
Avoirs extérieurs nets (en millions de USD)	74,4	97,4	125,5	137,1	113,5

La baisse des créances nettes sur l'étranger est en rapport avec l'augmentation des engagements (53.302,1 MBIF) plus importante que celle des avoirs bruts (24.474 ,8 MBIF). La progression des engagements extérieurs a principalement porté sur la hausse des engagements envers le FMI (23.710,1 MBIF) et des autres engagements (29.592,0 MBIF). Exprimées en dollars américains, les avoirs extérieurs nets ont fléchi de 17,1 p.c., revenant de 137,1 à 113,7millions.

En revanche, les réserves de change officielles brutes ont légèrement progressé de 2,8 p.c. d'un exercice à l'autre, s'établissant à 332,1 contre 323,0 millions de dollars, couvrant 6,5 contre 7,5 mois d'importation de biens et services.

L'augmentation des réserves de change brutes a résulté du fait que les recettes en devises (271.027,4 MBIF) ont été plus importantes que leurs utilisations (263.502,2MBIF).

## **2.2. Crédit intérieur**

Le crédit intérieur (699.738,2 contre 569.196,6 MBIF) s'est accru à un rythme moins accéléré que celui de l'exercice précédent (22,9 contre 27,0 p.c.). Ce ralentissement a concerné les créances nettes sur l'Etat (15,8 contre 43,0 p.c.) alors que le taux de croissance des créances sur l'économie a été plus rapide que celui de l'exercice précédent (28,6 contre 16,6 p.c.).

### **a. Créances nettes sur l'Etat**

L'endettement net de l'Etat envers le secteur bancaire (292.271,1 contre 252.435,2 MBIF) a augmenté de 39.835,9 MBIF suite à la hausse des créances brutes (49.623,8 MBIF) qui a été partiellement atténuée par une légère constitution des dépôts par le secteur gouvernemental (9.721,6 MBIF). La progression de l'endettement brut a concerné principalement les titres du Trésor détenus par les banques commerciales qui se sont accrus de 43.743,5 MBIF.

### **b. Créances sur l'économie**

Les créances sur l'économie (407.467,1 contre 316.761,0 MBIF) se sont accrues de 90.706,1 MBIF (soit 28,6 pc). Cette progression a porté principalement sur les concours de trésorerie (50.887,3 MBIF), les financements à moyen terme (25.474,3 MBIF) et les crédits à l'exportation (8.936,9 MBIF).

## **B. LIQUIDITE BANCAIRE**

La liquidité bancaire s'est contractée de 10.759,4 MBIF alors qu'elle avait augmenté de 26.783,3 MBIF à la fin de l'exercice précédent. Cette contraction est liée à l'impact restrictif exercé par la diminution des créances nettes sur l'étranger (-15.762,7 MBIF) et de l'endettement net de l'Etat (-7.439,6 MBIF) ainsi que par la sortie des billets et pièces (-19.629,0 MBIF) qui a dépassé l'incidence expansive résultant de l'augmentation des divers nets (32.071,9 MBIF).

<b>TABLEAU 25 : LIQUIDITE BANCAIRE</b>					
<b>(Variation en MBIF)</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
- Billets et pièces en circulation	-3 679,3	-16 093,0	-31 254,9	-11 975,3	-19 629,0
- Créances nettes sur l'Etranger	-18 192,2	+35 306,3	+73 495,0	+5 512,3	-15 762,7
- Créances nettes sur l'Etat	+58 645,9	-27 901,8	-23 593,2	+70 963,8	-7 439,6
- Créances nettes sur les sociétés à participation publique	-313,8	-2 875,4	+432,0	-1 653,2	2 312,3
- Divers	-35 597,8	-2 423,3	-5 109,9	-36 064,3	+29 759,6
<b>SOUS-TOTAL FACTEURS AUTONOMES</b>	<b>+862,8</b>	<b>-13 987,2</b>	<b>+13 105</b>	<b>+26 783,3</b>	<b>-10 759,4</b>
Refinancement	-	+1 000	-1 000,0	-	-
dont :					
- Secteur bancaire	-	+1 000	-1 000,0	-	-
- Etablissements financiers	-	-	-	-	-
Reprise de liquidité	-1 500,0	-10 500,0	+12 000,0	-2 000,0	-3 000,0
Réserves	+2 362,7	-2 487,2	+105,0	+28 783,3	-7 759,4
dont :					
- Secteur bancaire	+2 611,1	-3 241,2	+32,2	+28 896,2	-8 161,8
- Etablissements financiers	-248,2	+754	+72,8	-112,9	-480,2
(+) (-)					
: incidence expansive sur la liquidité.					
: incidence restrictive sur la liquidité.					

Suite à cette évolution, les réserves des banques commerciales et la reprise de liquidité ont diminué respectivement de 8.161,8 et 3.000,0 MBIF.

## C. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE

En moyenne annuelle, la liquidité globale de l'économie (589.883,6 contre 474.086,6 MBIF) a enregistré une progression plus rapide que celle de l'exercice précédent (24,4 contre 16,0 p.c.). Cette évolution a concerné aussi bien la liquidité active (27,1 contre 18,3 p.c.) que passive (18,3 contre 11,0 p.c.).

TABLEAU 26 : COMPOSANTES DE LA LIQUIDITE DE L'ECONOMIE						
	Encours de fin d'année (en MBIF)		Variations (en p.c.)	Moyenne (1) (en MBIF)		Variations (en p.c.)
	2009	2010		2009	2010	
<b>I. LIQUIDITE ACTIVE</b>	<b>404 385,2</b>	<b>484 962,0</b>	<b>19,9</b>	<b>329 849,2</b>	<b>419 202,7</b>	<b>27,1</b>
-Billets et pièces en circulation hors du système financier	120 909,2	139 095,7	15,0	106 178,0	125 038,7	17,8
-Dépôts à vue auprès du système bancaire	283 476,0	345 866,3	22,0	223 671,2	294 164,0	31,5
<b>II. LIQUIDITE PASSIVE</b>	<b>153 499,2</b>	<b>191 631,2</b>	<b>24,8</b>	<b>144 237,4</b>	<b>170 680,9</b>	<b>18,3</b>
-Quasi-monnaie	126 377,8	153 128,5	21,2	114 555,7	137 806,3	20,3
-Bons et obligations du Trésor (2)	18 111,0	25 151,4	38,9	21 461,0	21 151,4	-1,4
-Placements auprès des établissements financiers	9 010,4	13 351,3	48,2	8 220,7	11 723,2	42,6
<b>Total (I+II)</b>	<b>557 884,4</b>	<b>676 593,2</b>	<b>21,3</b>	<b>474 086,6</b>	<b>589 883,6</b>	<b>24,4</b>
(1): Moyenne d'encours de fin de mois (2) : Titres détenus par le secteur non bancaire						

L'accélération du taux de croissance de la liquidité active a porté sur la circulation fiduciaire hors du système bancaire (17,8 contre 8,1 p.c.) et les dépôts à vue (31,5 contre 23,9 p.c.).

Pour sa part, la progression de la liquidité passive est liée aux placements auprès des établissements financiers (42,6 contre 24,9 p.c.) et à la quasi-monnaie (20,3 contre 16,4). En revanche, les titres du Trésor détenus par le secteur non bancaire ont légèrement diminué de 1,4 p.c., alors qu'ils avaient augmenté de 16,4 p.c. à la fin de l'exercice précédent.

En moyenne, les taux de liquidité de l'économie calculé sur la base du PIB (32,0 contre 29,0 p.c.) et de la DIB (22,9 contre 20,6 p.c.) ont augmenté, le PIB et la DIB s'étant accrus moins rapidement que la liquidité. Théoriquement, l'accélération de la croissance de la liquidité plus prononcée que celle de la production est accompagnée par des pressions inflationnistes. Cependant, le taux d'inflation s'est modérément accru, revenant de 10,5 à 6,5 p.c. d'une année à l'autre. Cette situation serait consécutive à une sous-estimation probable du PIB.

**TABLEAU 27 : TAUX DE LIQUIDITE DE L'ECONOMIE**

	2006	2007	2008	2009	2010
- Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	279 167,0	322 142,9	408 741,5	474 086,6	589 883,6
- Produit Intérieur Brut aux prix du marché (en MBIF) (e)	946 402,2	1 060 131,9	1 386 199,2	1 637 111,4	1 843 893,3
- <b>Rapport liquidités/ P.I.B.</b> <b>( en p.c.)</b>	<b>29,5</b>	<b>30,4</b>	<b>29,5</b>	<b>29,0</b>	<b>32,0</b>
- Dépense Intérieure Brute (e) (en MBIF) (1)	1 310 312,6	1 481 566,7	2 091 784,0	2 302 889,3	2 576 740,2
- <b>Rapport liquidités/ D.I.B.</b> <b>(en p.c.)</b>	<b>21,3</b>	<b>21,7</b>	<b>19,5</b>	<b>20,6</b>	<b>22,9</b>
(1) : D.I.B. = P.I.B. + importations de biens et de services non facteurs - exportations de biens et services non facteurs.					
(e) : Estimation.					
Sources : B.R.B. et M.P.R.					

## D. RISQUES DU SYSTEME BANCAIRE

### 1. Evolution générale

D'une fin d'année à l'autre, l'encours des crédits à l'économie (430.565,1 contre 331.401,6 MBIF) a enregistré un taux de croissance plus élevé que celui de l'exercice précédent (29,9 contre 16,4 p.c.).

	2007		2008		2009		2010	
	Fin d'année	Encours moyens	Fin d'année	Encours moyens	Fin d'année	Encours moyens	Fin d'année	Encours moyens
<b>I CREDITS DISTRIBUES</b>	<b>228 992,4</b>	<b>212 984,6</b>	<b>284 597,4</b>	<b>260 474,9</b>	<b>331 401,6</b>	<b>303 706,7</b>	<b>430 565,1</b>	<b>388 249,0</b>
<b>A. Crédits à court terme</b>	<b>174 218,0</b>	<b>165 130,7</b>	<b>204 523,1</b>	<b>188 155,4</b>	<b>211 498,8</b>	<b>205 584,0</b>	<b>273 985,4</b>	<b>250 746,1</b>
Importation après expédition	1 735,2	1 568,6	350,1	1 290,7	1 946,3	1 240,9	1 895,9	1 991,0
Mobilisation de créances commerciales	4 086,1	3 162,1	3 764,5	3 134,2	5 721,7	3 222,4	6 432,4	7 254,3
Exportation	7 452,4	8 900,2	23 603,6	16 896,1	2 961,4	7 622,4	11 832,6	12 599,4
Crédits de trésorerie	160 944,3	151 499,8	176 804,9	166 834,4	200 869,4	193 498,3	253 824,5	228 901,4
<b>B. Crédits à moyen terme</b>	<b>48 323,8</b>	<b>41 940,0</b>	<b>72 597,0</b>	<b>65 456,0</b>	<b>110 708,0</b>	<b>89 587,5</b>	<b>142 867,4</b>	<b>126 050,3</b>
Habitat	7 092,5	6 487,4	10 714,1	10 549,5	15 338,8	13 524,0	25 050,4	19 694,9
Equipement	41 231,3	35 452,6	61 882,9	54 906,5	95 369,2	76 063,5	117 817,0	106 355,4
<b>C. Crédits à long terme</b>	<b>6 450,6</b>	<b>5 913,9</b>	<b>7 477,3</b>	<b>6 863,5</b>	<b>9 194,8</b>	<b>8 535,2</b>	<b>13 712,3</b>	<b>11 452,6</b>
Habitat	5 352,8	4 660,3	6 532,8	5 825,7	8 684,9	7 707,0	12 244,5	10 733,3
Equipement	1 097,8	1 253,6	944,5	1 037,8	509,9	828,2	1 467,8	719,3
<b>II ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE</b>	<b>39 121,6</b>	<b>43 339,6</b>	<b>50 153,6</b>	<b>44 553,7</b>	<b>52 699,2</b>	<b>48 414,7</b>	<b>72 626,3</b>	<b>52 622,1</b>
Crédits à change non couvert	22 985,8	26 081,0	21 022,0	25 870,9	15 253,9	16 095,8	23 487,1	15 342,6
Avals et cautions	16 135,8	17 258,6	29 131,6	18 682,8	37 445,3	32 318,9	49 139,2	37 279,5

De même, en moyenne mensuelle, la progression a été plus rapide que celle enregistrée une année plus tôt (27,8 contre 16,6 p.c.).

L'accélération du taux de croissance des crédits à l'économie a concerné les financements à court terme (29,5 contre 3,4 p.c.) et à long terme (49,1 contre 23,0 p.c.) alors que les concours à moyen terme (29,1 contre 52,5 p.c.) ont décéléré leur progression.

Passant de 52.699,2 à 72.626,3 MBIF, l'encours des engagements par signature a augmenté de 37,8 contre 5,1 p.c. l'exercice précédent. Cette hausse a porté aussi bien sur les avals et cautions (11.693,9 MBIF) que sur les crédits à change non couvert (8.233,2 MBIF).

## **2. Catégories de crédits**

### **2.1. Crédits à court terme**

Les crédits à court terme (273.985,4 contre 211.498,8 MBIF) ont enregistré un accroissement (+62.486,6 MBIF) plus élevé que celui de l'exercice précédent (+6.975,7 MBIF) à la fin de l'exercice précédent. La hausse a principalement concerné les concours de trésorerie (52.955,1 MBIF) et les crédits à l'exportation (8.871,2 MBIF). Toutefois, la part des crédits à court terme dans le total des crédits distribués n'a presque pas varié, s'établissant à 63,6 contre 63,8 p.c. un an auparavant.

### **2.2. Crédits à moyen terme**

Les crédits à moyen terme ont connu une augmentation de 32.159,4 MBIF, passant de 110.708,0 à 139.634,8 MBIF sous l'effet des financements à l'habitat (+21.225,1 MBIF) et les crédits à l'équipement (+10.934,3 MBIF). Aussi, la part des crédits à moyen terme dans l'encours total s'est-elle stabilisée, s'établissant à 33,2 contre 33,4 p.c. une année plus tôt.

### **2.3. Crédits à long terme**

Les concours à long terme ont augmenté de 4.517,5 MBIF, passant de 9.194,8 à 13.712,3 MBIF. L'accroissement a porté sur les financements à l'habitat et à l'équipement qui ont progressé respectivement de 3.559,6 et 957,9 MBIF.

## **3. Crédits par branche d'activité**

La croissance des crédits finançant le commerce (241.311,3 contre 180.877,5 MBIF) s'est sensiblement accélérée par rapport à celle de l'année précédente (33,4 contre 1,5 p.c.). Toutefois, leur part dans le total des crédits a légèrement augmenté (55,9 contre 54,3 p.c.).

Les financements consentis au petit équipement (96.121,0 contre 76.193,1 MBIF) ont enregistré une progression légèrement moins rapide que celle de l'exercice précédent (26,2 contre 27,4 p.c.). Leur part relative n'a presque pas varié, s'établissant à 22,3 contre 22,9 p.c. une année auparavant.

<b>TABLEAU 29 : EVOLUTION DES CREDITS PAR BRANCHE D'ACTIVITE (1)</b> <b>(en MBIF)</b>					
	2008	2009		2010	
			Parts en p.c.		Parts en p.c.
Commerce	178 269,1	180 877,5	54,3	241 311,3	55,9
<i>Dont café</i>	23 459,7	2 769,5	3,5	11 102,2	2,6
Petit équipement	59 815,9	76 193,1	22,9	96 121,0	22,3
Habitat et autres constructions	21 348,2	30 488,0	9,1	41 277,7	9,6
Industrie	15 772,3	20 850,0	6,3	19 650,6	4,6
Agriculture	2 427,5	3 607,4	1,1	2 554,8	0,6
Hôtellerie et Tourisme	773,7	3 762,3	1,1	6 985,2	1,6
Artisanat	2,5	2,7	0,0	2,7	0,0
Divers	8 632,0	17 526,9	5,3	23 449,2	5,4
<b>TOTAL</b>	<b>287 041,2</b>	<b>333 307,9</b>	<b>100,0</b>	<b>431 352,5</b>	<b>100,0</b>
(1) : Y compris les crédits aux administrations centrale et locale					

De même, les encours des crédits à l'habitat et autres constructions (41.277,7 contre 30.488,0 MBIF), à l'hôtellerie et tourisme (6.985,2 contre 3.762,3 MBIF) ainsi qu'aux activités diverses (23.449,2 contre 17.526,9 MBIF) se sont accrus.

En revanche, les concours alloués à l'industrie (19.650,6 contre 20.850,0 MBIF) et à l'agriculture (2.554,8 contre 3.607,4 MBIF) ont baissé alors qu'ils avaient augmenté une année auparavant. Aussi, leurs parts relatives ont-elle diminué, revenant respectivement de 6,3 à 4,6 p.c. et de 1,1 à 0,6 p.c.

\*

\*            \*

En 2010, le secteur monétaire a connu une évolution qui n'est pas contrastée. En effet, la croissance de la masse monétaire s'est stabilisée sous l'influence divergente des sources de création monétaire. Le crédit intérieur a augmenté de 22,9 p.c. alors que les avoirs extérieurs nets ont baissé de 17,1 p.c.



Le ralentissement de la progression du crédit intérieur a concerné le financement net de l'Etat, le crédit à l'économie ayant augmenté. De leur côté, les avoirs extérieurs nets se sont infléchis en rapport avec l'augmentation des engagements plus importante que celle des avoirs extérieurs bruts.

Cette tendance à la maîtrise de la création monétaire devra se maintenir pour éviter les pressions inflationnistes d'origine monétaire. A cet effet, la Banque centrale devra poursuivre et même renforcer l'utilisation des instruments de politique monétaire à sa disposition afin que la croissance de la masse monétaire soit compatible avec celle du PIB nominal.

Pour sa part, l'Etat devrait mener une politique économique visant une augmentation de la production, une gestion saine des finances publiques et une poursuite de la diminution de son endettement net envers la Banque centrale.

## II.6. BALANCE DES PAIEMENTS

Alors qu'elle avait enregistré un déficit allégé en 2009, la balance des paiements de 2010 a été marquée par un déséquilibre du compte courant (-370.300,7 contre -198.281,0 MBIF) et par un excédent du compte de capital et d'opérations financières (371.854,8 contre 213.570,6) plus importants que ceux de l'année précédente.

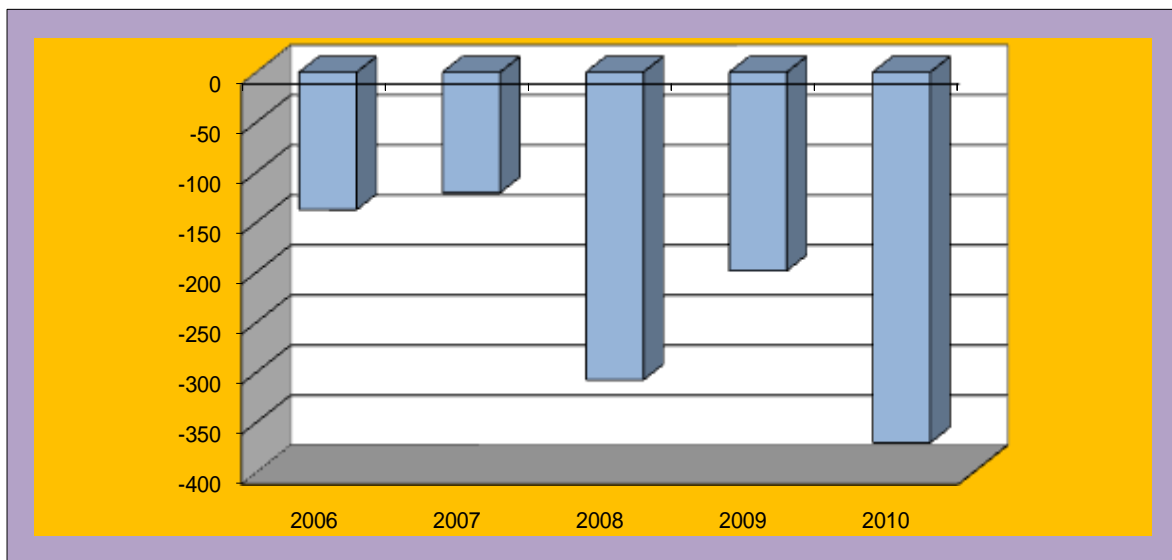
TABLEAU 35: BALANCE DES PAIEMENTS ( en MBIF)					
	2006	2007	2008	2009	2010(p)
<b>A. BIENS</b>	<b>-191 831,1</b>	<b>-211 272,3</b>	<b>-315 182,3</b>	<b>-337 823,0</b>	<b>-414 956,7</b>
Crédit	59 892,9	63 653,2	82 581,2	84 161,5	124 596,4
Débit	-251 724,0	-274 925,5	-397 763,5	-421 984,5	-539 553,1
<b>B. SERVICES</b>	<b>-172 546,0</b>	<b>-163 726,4</b>	<b>-208 030,6</b>	<b>-155 866,3</b>	<b>-109 227,3</b>
Crédit	35 480,5	33 316,5	98 796,8	61 425,3	97 834,1
Débit	-208 026,5	-197 042,9	-306 827,4	-217 291,6	-207 061,4
<b>C. REVENUS</b>	<b>-9 078,1</b>	<b>-6 368,9</b>	<b>-5 103,6</b>	<b>-20 887,7</b>	<b>-13 375,7</b>
Crédit	4 745,0	9 379,2	12 897,9	1 691,5	1 389,1
Débit	-13 823,1	-15 748,1	-18 001,5	-22 579,2	-14 764,8
<b>D. TRANSFERTS COURANTS</b>	<b>235 618,7</b>	<b>260 947,9</b>	<b>220 800,2</b>	<b>316 296,0</b>	<b>167 259,0</b>
Crédit	238 409,8	261 464,6	223 136,1	320 285,7	183 949,7
Débit	-2 791,1	-516,7	-2 335,9	-3 989,7	-16 690,7
<b>I. BALANCE COURANTE (A+B+C+D)</b>	<b>-137 836,5</b>	<b>-120 419,7</b>	<b>-307 516,3</b>	<b>-198 281,0</b>	<b>-370 300,7</b>
<b>II. FINANCEMENT (y compris Erreurs et Omissions)</b>	<b>137 836,5</b>	<b>120 419,7</b>	<b>307 516,3</b>	<b>198 281,0</b>	<b>370 300,7</b>
<b>1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>136 558,9</b>	<b>160 736,6</b>	<b>246 067,1</b>	<b>213 570,6</b>	<b>371 854,8</b>
A. COMPTE DE CAPITAL	63 803,6	138 497,6	166 791,6	1 261 343,5	95 897,6
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	72 755,3	22 239,0	79 275,5	-1 047 772,9	275 957,2
1, INVESTISSEMENT DIRECTS	32,5	503,3	3 855,5	428,6	960,7
2, INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3, AUTRES INVESTISSEMENTS	91 261,6	89 645,1	206 091,7	-979 850,5	286 989,8
3,1 Avoirs	-31 101,2	-37 037,1	-36 521,6	-35 556,3	-53 619,9
3,2 Engagements	122 362,8	126 682,2	242 613,3	-944 294,2	340 609,7
4, AVOIRS DE RESERVE	-18 538,8	-67 909,4	-130 671,7	-68 351,0	-11 993,3
<b>2, ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>1 277,6</b>	<b>-40 316,9</b>	<b>61 449,2</b>	<b>-15 289,6</b>	<b>-1 554,1</b>

(p): Provisoire

## 1. Opérations courantes

Le déficit courant s'est nettement détérioré de 172.956,7 MBIF suite essentiellement à l'importante dégradation de la balance commerciale (-414.956,7 contre -337.823,0 MBIF) conjuguée avec la contraction des concours extérieurs nets au titre des transferts unilatéraux (167.259,0 contre 316.296,0 MBIF); les déficits des transactions des services (-109.227,3 contre -155.866,3 MBIF) et des revenus (-13.375,7 contre -20.887,7 MBIF) s'étant, par contre, atténués.

**GRAPHIQUE 12 : SOLDE DES OPERATIONS COURANTES**  
(en MBIF)



### 1.1. Biens

Les échanges commerciaux du Burundi avec le reste du monde se sont intensifiés tant en exportations (124.956,4 contre 84.161,5 MBIF) qu'en importations (539.553,1 contre 421.984,5 MBIF).

#### a. Exportations

Contrairement à l'année précédente, le produit des exportations a enregistré de meilleurs résultats grâce principalement aux exportations des produits primaires (118.309,5 contre 76.174,1 MBIF), liées à la fois aux volumes exportés du café (20.661 contre 17.114 T), du thé (7.139 contre 6.293 T) et aux meilleurs prix qui ont prévalu sur les marchés internationaux. Ainsi, les exportations du café et du thé se sont établies à 85.814,3 contre 48.733,0 MBIF et à 21.919,5 contre 18.945,6 MBIF respectivement.

De même, l'exportation des peaux a connu une augmentation de 1.659,4 MBIF, passant de 2.335,1 à 3.994,5 MBIF.

<b>TABLEAU 31 : EXPORTATIONS DE MARCHANDISES</b>					
	<b>Volume : en T</b>				
	<b>Valeur : en MBIF</b>				
	<b>Valeur unitaire : en BIF/Kg</b>				
	<b>Variation de la valeur unitaire en p.c.</b>				
	2006	2007	2008	2009	2010
<b>1. Produits primaires (valeur)</b>	<b>57 846,6</b>	<b>60 230,8</b>	<b>75 218,7</b>	<b>76 174,1</b>	<b>118 309,5</b>
dont :					
Café (1) Volume	17 928	20 307	15 883	17 114	20 661
Valeur	40 371,7	41 684,3	47 184,2	48 733,0	85 814,3
Valeur unitaire	2 251,9	2 052,7	2 970,7	2 847,6	4 153,4
Variation	9,5	-8,8	44,7	-4,1	45,9
Thé(2) Volume	5 902	6 475	5 406	6 293	7 139
Valeur	10 238,4	9 924,5	15 531,0	18 945,6	21 919,5
Valeur unitaire	1 734,7	1 532,7	2 872,9	3 010,6	3 070,4
Variation	37,8	-11,6	87,4	4,8	2,0
Peaux Volume	1 832	2 682	2 283	2 273	3 019
Valeur	1 574,3	3 823,6	3 704,8	2 335,1	3 994,5
Valeur unitaire	859,3	1 425,7	1 622,8	1 027,3	1 323,1
Variation	126,1	65,9	13,8	-36,7	28,8
<b>2. Produits manufacturés (valeur)</b>	<b>2 512,9</b>	<b>3 422,4</b>	<b>7 362,5</b>	<b>7 987,3</b>	<b>6 287,0</b>
Bière	603,6	873,1	1 821,9	1 596,4	2 222,4
Tissus en coton	144,0	9,5	0,0	14,5	42,9
Cigarettes	806,8	985,8	1 796,4	1 773,6	1 685,4
Bouteilles	21,5	0,6	0,0	0,1	8,0
Huile de palme brute	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre	466,0	1 221,1	1 465,4	2 210,7	0,0
Savons	68,5	45,6	1 079,6	1 625,5	1 600,5
Autres	402,5	286,7	1 199,2	766,5	727,8
<b>TOTAL</b>	<b>60 359,5</b>	<b>63 653,2</b>	<b>82 581,2</b>	<b>84 161,4</b>	<b>124 596,5</b>
Source (1) : Office Burundais des Recettes ( OBR)					
(2) : Office du thé du Burundi ( OTB)					

Les ventes des produits manufacturés se sont repliées de 1.700,3 MBIF suite essentiellement à la baisse des exportations des cigarettes (1.685,4 contre 1.773,6 MBIF) et à l'absence d'exportation du sucre (0 contre 2.210,7 MBIF) alors que les expéditions de bière ont augmenté de 626,0 MBIF, se fixant à 2.222,4 contre 1.596,4 MBIF.

## b. Importations

Les mises en consommation ont enregistré une nette hausse qui a porté sur toutes les catégories des biens importés.

<b>TABLEAU 32 : IMPORTATIONS DE MARCHANDISES</b>						
<b>(Valeur CIF, en MBIF)</b>						
	2006	2007	2008	2009	2010	2010/2009 en p.c.
1. Biens de production	146 495,6	157 755,1	211 971,0	206 922,7	275 201,3	<b>33,0</b>
2. Biens d'équipement	158 909,5	89 159,6	130 118,2	143 762,1	168 259,9	<b>17,0</b>
3. Biens de consommation	137 106,1	99 185,5	135 692,1	144 143,8	182 810,4	<b>26,8</b>
Durables	70 627,7	36 028,5	55 130,0	54 489,6	87 658,9	<b>60,9</b>
Non Durables	66 478,4	63 157,0	80 562,1	89 654,2	95 151,5	<b>6,1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>442 511,2</b>	<b>346 100,2</b>	<b>477 781,3</b>	<b>494 828,6</b>	<b>626 271,6</b>	<b>26,6</b>
<b>( en Tonnes )</b>						
1. Biens de production	198 234	194 682	216 428	260 621	379 663	<b>45,7</b>
2. Biens d'équipement	32 769	17 974	20 189	23 446	38 625	<b>64,7</b>
3. Biens de consommation	77 917	65 631	70 866	69 423	76 699	<b>10,5</b>
Durables	27 787	19 000	26 306	24 338	34 658	<b>42,4</b>
Non Durables	50 130	46 631	44 560	45 085	42 041	<b>-6,8</b>
<b>TOTAL</b>	<b>308 920</b>	<b>278 287</b>	<b>307 483</b>	<b>353 490</b>	<b>494 987</b>	<b>40,0</b>

L'approvisionnement en biens de production a été caractérisé par une augmentation de 33,0 p.c. en valeur et de 45,7 p.c. en volume. Cette évolution a concerné principalement l'importation des produits pétroliers (66,2 p.c. en valeur et 78,6 p.c. en volume), les biens destinés à l'industrie de construction (22,4 p.c. en valeur et 18,6 p.c. en volume) et ceux destinés à l'industrie métallurgique (44,7 p.c. en valeur et 55,8 p.c. en volume).

De même, les achats des biens d'équipement se sont nettement accrus de 64,7 p.c. en volume et de 17,0 p.c. en valeur grâce à l'augmentation des importations des chaudières et engins mécaniques (36,2 p.c. en valeur et 25,9 p.c. en volume), des tracteurs, véhicules et engins de transport (58,3 p.c. en valeur et 53,3 p.c. en volume) et des autres biens d'équipements (104,4 p.c. en valeur et 190,6 p.c. en volume).

La hausse des importations des biens de consommation de 26,8 p.c. en valeur et de 10,5 p.c. en volume s'explique principalement par la progression des achats de biens durables (60,9 p.c. en valeur et 42,4 p.c. en volume) et de biens non durables dans une moindre mesure (6,1 p.c. en valeur), le volume ayant baissé de 6,7 p.c.

L'augmentation des approvisionnements en biens durables a concerné tous les grands groupes, en particulier les textiles (67,0 p.c. en valeur et 199,1 p.c. en volume), les véhicules (113,0 p.c. en valeur et 141,9 p.c. en volume) et les autres biens durables (47,1 p.c. en valeur contre une baisse de 16,3 p.c. en volume).

Les importations des biens non durables ont connu une évolution contrastée. Les biens alimentaires ont enregistré une faible augmentation de 2,3 p.c. en valeur et une contraction en volume de 23,4 p.c. Par contre, les achats des produits pharmaceutiques et des autres biens non durables se sont fortement accrus tant en valeur (6,2 et 15,5 p.c.) qu'en volume (232,8 et 98,1 p.c.).

### **c. Répartition géographique des échanges extérieurs**

La répartition géographique des transactions commerciales du Burundi s'est caractérisée par la prédominance de l'Asie, sa part relative ayant atteint 42,7 p.c. contre 27,9 et 27,7 p.c. pour l'Europe et l'Afrique respectivement.

Les relations commerciales avec l'Asie se sont de nouveau renforcées tant en importations (46,9 contre 38,5 p.c.) qu'en exportations (21,5 contre 19,3 p.c.). Cette évolution a résulté de la hausse de la part des importations en provenance de l'Arabie Saoudite (18,4 contre 13,6 p.c.), de Chine (10,0 contre 8,3 p.c.), du Japon (7,5 contre 3,6 p.c.), de l'Inde (5,1 contre 4,9 p.c.) et celle des exportations du thé vers le Pakistan (10,6 contre 11,7 p.c.) et du café vers le Singapour (6,4 p.c.).

La part des échanges avec le continent européen s'est inscrite en retrait, revenant de 32,2 à 27,9 p.c. suite à la chute des importations en provenance des pays de l'UE (20,6 contre 26,9 p.c.) et des exportations vers ces mêmes pays (29,8 contre 32,6 p.c.).

Après avoir enregistré une hausse l'année précédente, la part des transactions avec l'Afrique a faiblement fléchi (27,7 contre 28,6 p.c.) en rapport principalement avec la diminution des importations en provenance des pays membres de la CAE (17,6 contre 21,5 p.c.) alors que les exportations vers ces mêmes pays ont augmenté, leur part s'étant établie à 12,4 contre 9,3 p.c.

Enfin, la part des échanges commerciaux avec l'Amérique s'est repliée, se fixant à 1,3 contre 3,1 p.c. l'année précédente.

<b>TABLEAU 33 : REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR</b>						
(en pourcentage)						
	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAL DES ECHANGES	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>EUROPE</b>	<b>27,8</b>	<b>22,1</b>	<b>59,9</b>	<b>57,1</b>	<b>32,2</b>	<b>27,8</b>
<i>Union Européenne</i>	26,9	20,6	32,6	29,8	27,7	22,1
dont :						
Belgique	11,4	9,6	10,0	8,3	11,2	9,4
Allemagne	1,5	1,3	4,8	1,9	2,0	1,4
France	4,3	4,8	1,1	0,5	3,8	4,0
Pays-Bas	1,0	0,8	1,6	0,7	1,1	0,8
Italie	3,2	1,1	0,8	1,1	2,9	1,1
Royaume-Uni	1,0	1,0	9,7	16,7	2,2	3,6
<b>AUTRES</b>	<b>0,9</b>	<b>1,4</b>	<b>27,3</b>	<b>27,3</b>	<b>4,5</b>	<b>5,7</b>
dont :						
Suisse	0,5	0,6	26,5	27,0	4,0	5,0
Russie	0,2	0,4	0,9	0,1	0,3	0,4
<b>ASIE</b>	<b>38,5</b>	<b>46,9</b>	<b>19,3</b>	<b>21,5</b>	<b>35,9</b>	<b>42,7</b>
dont :						
Arabie Saoudite	13,6	18,4	0,1	0,0	11,7	15,4
Japon	3,6	7,5	0,1	0,1	3,2	6,3
Chine	8,3	10,0	0,4	2,4	7,2	8,7
Inde	4,9	5,1	0,0	0,0	4,2	4,2
Pakistan	0,5	0,0	11,7	10,6	0,4	1,8
Singapour		0,0		6,4		1,1
<b>AFRIQUE</b>	<b>30,2</b>	<b>29,0</b>	<b>18,9</b>	<b>20,9</b>	<b>28,6</b>	<b>27,7</b>
dont :						
<b>EAC</b>	<b>21,5</b>	<b>17,6</b>	<b>9,3</b>	<b>12,4</b>	<b>19,9</b>	<b>16,7</b>
Rwanda	0,4	0,5	4,8	8,5	1,0	1,8
Kenya	8,4	6,1	0,6	1,4	7,4	5,3
Tanzanie	4,5	5,3	1,0	0,3	4,0	4,5
Ouganda	8,2	5,7	2,9	2,1	7,5	5,1
<b>AUTRES</b>	<b>8,7</b>	<b>11,5</b>	<b>9,6</b>	<b>8,5</b>	<b>8,7</b>	<b>11,0</b>
dont R.D .C (1)	0,2	0,2	3,6	2,7	0,6	0,6
Zambie	2,8	6,8	0,0	0,0	2,4	5,7
R.S.A.(2)	1,4	1,6	0,0	0,1	1,2	1,3
Egypte	0,0	2,2	5,6	4,4	0,8	2,6
Swaziland	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	0,2
<b>AMERIQUE</b>	<b>3,4</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>	<b>0,2</b>	<b>3,1</b>	<b>1,3</b>
dont Etats-Unis	1,9	1,1	1,0	0,0	0,1	0,9
<b>AUTRES NON SPECIFIES</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

(1): République Démocratique du Congo  
(2): République d'Afrique du Sud

## 1.2. Services

Le déficit des services s'est encore allégé de 54.151,0 MBIF, s'établissant à 122.603,0 contre 176.754,0 MBIF suite à la progression des exportations (99.223,3 contre 63.116,8 MBIF) et à la diminution des importations des services (221.826,2 contre 239.890,8 MBIF).

### a. Exportations

L'accroissement des exportations de services a porté sur les produits de services fournis aux gouvernements étrangers (34.018,5 contre 17.563,4 MBIF) et aux administrations publiques (54.849,5 contre 40.829,2 MBIF). Les recettes des revenus facteurs, constitués essentiellement par les placements des réserves de change, ont fléchi de 202,4 MBIF, se fixant à 1.389,1 contre 1.691,5 MBIF, suite à la chute des taux d'intérêt, consécutive à la crise financière internationale.

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>A. SERVICES NON FACTEURS</b>	<b>35 480,5</b>	<b>33 316,5</b>	<b>98 796,8</b>	<b>61 425,3</b>	<b>97 834,1</b>
<b>1. Transports :</b>	<b>840,9</b>	<b>1 504,1</b>	<b>1 050,3</b>	<b>661,6</b>	<b>917,0</b>
maritime	539,1	432,2	733,1	456,6	553,4
aérien	301,8	1 071,9	317,2	205,0	363,6
routier					
<b>2. Voyages :</b>	<b>1 348,1</b>	<b>1 430,8</b>	<b>1 572,2</b>	<b>1 873,0</b>	<b>2 166,4</b>
a. professionnels					
b. personnels :	1 348,1	1 430,8	1 572,2	1 873,0	2 166,4
soins de santé					
éducation					
autres	1 348,1	1 430,8	1 572,2	1 873,0	2 166,4
<b>3. Services d' assurances</b>	<b>51,4</b>	<b>1,4</b>	<b>125,4</b>	<b>436,8</b>	<b>1 216,4</b>
réassurances	51,4	1,4	125,4	436,8	1 216,4
<b>4. Services fournis par les administrations publiques</b>	<b>29 745,3</b>	<b>26 227,2</b>	<b>94 943,2</b>	<b>58 392,6</b>	<b>88 868,0</b>
a. Recettes de gouvernements					
étrangers	9 121,5	12 455,4	21 800,0	17 563,4	34 018,5
b. Autres services	20 623,8	13 771,8	73 143,2	40 829,2	54 849,5
<b>5. Autres services aux entreprises</b>	<b>3 494,8</b>	<b>4 153,0</b>	<b>1 105,7</b>	<b>61,3</b>	<b>4 666,3</b>
<b>B. REVENUS</b>	<b>4 745,0</b>	<b>9 379,2</b>	<b>12 897,9</b>	<b>1 691,5</b>	<b>1 389,1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>40 225,5</b>	<b>42 695,7</b>	<b>111 694,7</b>	<b>63 116,8</b>	<b>99 223,2</b>



## b. Importations

Les dépenses totales au titre des importations de services ont connu une décroissance suite à la contraction des paiements des services (207.061,4 contre 217.291,6 MBIF) et des revenus (14.764,8 contre 22.579,2 MBIF).

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>A. SERVICES NON FACTEURS</b>	<b>208 026,5</b>	<b>191 594,4</b>	<b>293 622,5</b>	<b>217 291,6</b>	<b>207 061,4</b>
<b>1. Transports</b>	<b>57 026,5</b>	<b>58 163,3</b>	<b>82 499,1</b>	<b>103 514,3</b>	<b>136 478,8</b>
maritime	11 238,2	11 735,5	14 990,2	18 596,4	23 720,3
aérien	9 623,3	11 035,9	19 245,2	24 575,6	35 773,5
routier	36 165,0	35 391,9	48 263,7	60 342,3	76 985,0
<b>2. Voyages</b>	<b>128 774,8</b>	<b>112 096,5</b>	<b>170 938,5</b>	<b>76 488,5</b>	<b>24 418,7</b>
a. professionnels	123 993,8	106 642,8	158 771,5	65 017,4	14 406,8
b.personnels :	4 781,0	5 453,7	12 167,0	11 471,1	10 011,9
soins de santé	1 518,6	1 358,5	1 154,2	768,8	1 018,1
éducation	3 262,4	4 079,8	11 012,8	10 702,3	8 993,8
autres	-	15,4	-	-	-
<b>3. Services d' assurances</b>	<b>2 569,9</b>	<b>1 369,7</b>	<b>4 024,2</b>	<b>3 223,6</b>	<b>3 150,7</b>
réassurances	2 060,6	1 165,1	3 536,2	2 992,1	2 607,1
assurances /marchandises	509,3	204,6	488,0	231,5	543,6
<b>4. Services reçus par les administrations publiques</b>	<b>8 998,2</b>	<b>10 046,5</b>	<b>21 665,3</b>	<b>20 328,1</b>	<b>14 597,6</b>
<b>5. Services financiers</b>	<b>2 253,6</b>	<b>2 080,0</b>	<b>4 727,2</b>	<b>2 390,5</b>	<b>1 733,8</b>
<b>6 . Autres services aux entreprises</b>	<b>8 403,5</b>	<b>7 838,4</b>	<b>9 768,2</b>	<b>11 346,6</b>	<b>26 681,8</b>
<b>B. REVENUS</b>	<b>13 823,1</b>	<b>15 748,1</b>	<b>18 001,5</b>	<b>22 579,2</b>	<b>14 764,8</b>
1. Revenus des investissements directs	3 482,5	5 181,5	6 266,8	9 964,7	12 416,5
2. Revenus des investissements de portefeuille(publics)	10 340,6	10 560,3	11 730,0	12 608,6	2 348,3
3. Revenus locatifs	-	6,3	4,7	5,9	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>221 849,6</b>	<b>207 342,5</b>	<b>311 624,0</b>	<b>239 870,8</b>	<b>221 826,2</b>

La diminution des paiements des services est liée à la forte régression des dépenses relatives aux voyages (14.406,8 contre 65.017,4 MBIF), aux frais de bourses et stages (8.993,8 contre 10.702,3 MBIF) et aux services reçus par les administrations publiques (14.597,6 contre 20.328,1 MBIF). Par contre, la rubrique « autres services aux entreprises », constituée essentiellement par le paiement des honoraires pour études et travaux effectués, a accusé un accroissement (26.681,8 contre 11.346,6 MBIF).

Bien que le paiement des bénéfices et dividendes ait enregistré une hausse (12.416,5 contre 9.964,7 MBIF), le transfert total des revenus (14.764,8 contre 22.579,2 MBIF) a baissé de 7.804,4 MBIF suite essentiellement à la chute des paiements d'intérêts sur les crédits extérieurs (2.348,3 contre 12.608,6 MBIF).

### 1.3. Transferts

Les concours extérieurs nets au titre des transferts unilatéraux dont a bénéficié le Burundi ont sensiblement diminué, revenant de 316.296,0 à 167.259,0 MBIF. Cette baisse a concerné les apports extérieurs nets en faveur du secteur public (26.271,6 contre 120.869,9 MBIF). De même, ceux en faveur du secteur privé ont baissé de 54.438,7 MBIF, revenant de 195.426,1 à 140.987,4 MBIF.

<b>TABLEAU 36 : TRANSFERTS COURANTS</b>					
<b>(en MBIF)</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
<b>1.SECTEUR PUBLIC</b>	<b>205 757,1</b>	<b>172 881,3</b>	<b>111 375,0</b>	<b>120 869,9</b>	<b>26 271,6</b>
crédit	205 934,0	173 136,6	111 376,4	120 869,9	27 379,0
débit	176,9	255,3	1,4	0,0	1 107,4
<b>2.SECTEUR PRIVE</b>	<b>29 861,6</b>	<b>88 066,6</b>	<b>109 425,2</b>	<b>195 426,1</b>	<b>140 987,4</b>
crédit	<b>32 475,8</b>	<b>88 328,0</b>	<b>111 759,7</b>	<b>199 415,8</b>	<b>156 570,7</b>
débit	<b>2 614,2</b>	<b>261,4</b>	<b>2 334,5</b>	<b>3 989,7</b>	<b>15 583,3</b>
<b>a.Transferts des fonds des travailleurs</b>	<b>-200,3</b>	<b>-38,4</b>	<b>4 035,4</b>	<b>33 359,9</b>	<b>36 357,5</b>
crédit	11,8	205,5	4 322,1	34 730,6	42 459,5
débit	212,1	243,9	286,7	1 370,7	6 102,0
<b>b.Autres transferts</b>	<b>30 061,9</b>	<b>88 105,0</b>	<b>105 389,8</b>	<b>162 066,2</b>	<b>104 629,9</b>
crédit	32 464,0	88 122,5	107 437,6	164 685,2	114 111,2
débit	2 402,1	17,5	2 047,8	2 619,0	9 481,3
<b>Solde total</b>	<b>235 618,7</b>	<b>260 947,9</b>	<b>220 800,2</b>	<b>316 296,0</b>	<b>167 259,0</b>

## 2. Opérations en capital

Les transactions financières ont dégagé un excédent de 371.854,8 contre 213.570,6 MBIF suite à la nette augmentation du solde excédentaire des opérations financières (275.957,2 contre un déficit de 1.047.772,9 MBIF). Cette amélioration est consécutive à l'atteinte du Point d'achèvement par le Burundi qui a entraîné l'annulation de la dette extérieure au titre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM).

## 2.1. Compte de capital

La nette diminution de l'excédent du compte de capital (95.897,6 contre 1.261.343,5 MBIF) s'explique essentiellement par la faible annulation de la dette extérieure dont a bénéficié le Burundi au cours de cet exercice (2.685,0 contre 1.160.228,3 MBIF) et par l'augmentation des contributions du pays aux Organisations internationales (9.636,9 contre 4 .006,5 MBIF); les dons projets ayant aussi varié à la baisse(103.804,4 contre 105.223,5 MBIF).

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Transfert de capital</b>	<b>63 803,6</b>	<b>138 497,6</b>	<b>131 791,6</b>	<b>1 261 343,5</b>	<b>95 897,6</b>
<b>1. Administrations publiques</b>	<b>63 821,7</b>	<b>138 526,5</b>	<b>131 800,5</b>	<b>1 261 445,3</b>	<b>96 852,5</b>
crédit	64 921,3	139 904,0	138 322,2	1 265 451,8	106 489,4
dons projets	48 778,0	87 307,9	50 958,7	105 223,5	103 804,4
remise de dette	16 143,3	52 596,1	87 363,5	1 160 228,3	2 685,0
débit	-1 099,6	-1 377,5	-6 521,7	-4 006,5	-9 636,9
contribution aux organisations internationales	1 099,6	1 377,5	6 521,7	4 006,5	9 636,9
<b>2. Autres secteurs</b>	<b>-18,1</b>	<b>-28,9</b>	<b>-8,9</b>	<b>-101,8</b>	<b>-954,9</b>
transfert des migrants	-18,1	-28,9	-8,9	-101,8	-954,9
crédit	-	0,0	0,0	0,0	0,0
débit	18,1	28,9	8,9	101,8	954,9

## 2.2. Compte d'opérations financières

Le compte d'opérations financières s'est clôturé sur un important excédent de 275.957,2 contre un déficit de 1.047.772,9 MBIF dû à la remise de la dette multilatérale. Cette évolution trouve son origine dans la progression de nouveaux tirages sur les crédits extérieurs (186.171,9 contre 89.051,6 MBIF).

**TABLEAU 38 : COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES**

(en MBIF)

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>1. INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>32,5</b>	<b>503,3</b>	<b>3 855,5</b>	<b>428,6</b>	<b>960,7</b>
1. 1 De l'étranger	32,5	541,2	4 545,0	428,6	960,7
1. 2 A l'étranger	-	-37,9	-689,5	0,0	0,0
<b>2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	-	-	-	-	-
2. 1 Avoirs	-	-	-	-	-
2. 2 Engagements	-	-	-	-	-
<b>3. AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	<b>91 261,6</b>	<b>89 645,1</b>	<b>206 091,7</b>	<b>-979 850,5</b>	<b>286 989,8</b>
<b>3. 1 AVOIRS</b>	<b>-31 101,2</b>	<b>-37 037,1</b>	<b>-36 521,6</b>	<b>-35 556,3</b>	<b>-53 619,9</b>
3.1.1 Crédits commerciaux(accordés)	-15 675,6	-11 189,0	-9 053,6	-4 870,1	-46 465,9
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	-15 675,6	-11 189,0	-9 053,6	-4 870,1	-46 465,9
Long terme	-	-	-	-	-
Court terme	-15 675,6	-11 189,0	-9 053,6	-4 870,1	-46 465,9
3.1.2 Monnaie fiduciaire et dépôts	-15 425,6	-23 836,1	-27 468,0	-30 000,1	-7 154,0
Banques	-15 425,6	-23 836,1	-27 468,0	-30 000,1	-7 154,0
3.1.3 Autres avoirs	-	-2 012,0	-	-686,1	0,0
<b>3. 2 ENGAGEMENTS</b>	<b>122 362,8</b>	<b>126 682,2</b>	<b>242 613,3</b>	<b>-944 294,2</b>	<b>340 609,7</b>
<b>3.2.1 Crédits commerciaux (reçus)</b>	<b>45 731,7</b>	<b>-4 623,6</b>	<b>59 920,0</b>	<b>153 254,1</b>	<b>124 154,3</b>
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	45 731,7	-4 623,6	59 920,0	153 254,1	124 154,3
Long terme	-2 088,7	-2 238,7	-1 850,9	-1 976,4	-140,9
Tirages	-	-	-	-	2 948,5
Remboursements	-2 088,7	-2 238,7	-1 850,9	-1 976,4	-3 089,4
Court terme	47 820,4	-2 384,9	61 770,9	155 230,5	124 295,2
<b>3.2.2 Prêts</b>	<b>70 426,4</b>	<b>125 028,2</b>	<b>184 029,7</b>	<b>-1 101 016,9</b>	<b>204 705,4</b>
A. Autorités monétaires	24 842,8	26 951,7	35 254,3	-33 602,5	22 386,5
B. Administrations publiques	46 019,5	97 902,0	148 851,5	-1 065 995,3	181 886,1
Long terme	44 604,4	94 594,1	146 006,9	-1 065 995,3	181 886,1
Tirages	82 402,2	126 191,9	183 609,0	89 051,6	186 171,9
Remboursements	-37 797,8	-31 597,8	-37 602,1	-1 155 046,9	-4 285,8
Court terme	1 415,1	3 307,9	2 844,6	0,0	0,0
C. Autres secteurs	-435,9	174,5	-76,1	-1 419,1	432,8
<b>3.2.3 Monnaie fiduciaire et dépôts</b>	<b>6 204,7</b>	<b>6 277,6</b>	<b>-1 336,4</b>	<b>3 468,6</b>	<b>11 750,0</b>
Banques	6 204,7	6 277,6	-1 336,4	3 468,6	11 750,0
<b>3.2.4 Autres engagements</b>	-	-	-	-	0,0
<b>4. AVOIRS DE RESERVES</b>	<b>-18 538,8</b>	<b>-67 909,4</b>	<b>-130 671,7</b>	<b>-68 351,0</b>	<b>-11 993,3</b>
<b>SOLDE TOTAL</b>	<b>72 755,3</b>	<b>22 239,0</b>	<b>79 275,5</b>	<b>-1 047 772,9</b>	<b>275 957,2</b>

\*

\*      \*

En définitive, les déséquilibres de la balance des paiements restent financés par l'épargne extérieure. Pour atténuer progressivement cette dépendance, il importe que les autorités mettent en place une politique pouvant améliorer le climat des affaires et attirer les investissements tant nationaux qu'étrangers dans tous les secteurs, principalement dans la production agricole et industrielle et la création des petites et moyennes entreprises. En plus, le Gouvernement devrait affecter plus de ressources dans les secteurs productifs.

# DEUXIEME PARTIE

## ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE

### I. ACTIVITES

#### 1. Administration

Au cours de l'année 2010, les organes de la Banque ont continué d'exercer leurs missions conformément à la Loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi. En vertu de ces statuts, les organes de la Banque Centrale sont : le Conseil Général, le Comité de Direction et les Organes de Contrôle.

Le Conseil Général a tenu, au cours de l'année 2010, neuf réunions ordinaires. En plus des questions d'ordre administratif, les points qui ont fait l'objet de délibérations ont porté sur l'approbation des états financiers de la Banque et l'affectation du résultat arrêté au 31 décembre 2009. Le Conseil Général a analysé et adopté la nouvelle réglementation de change et le rapport d'audit spécial des décaissements et des virements comptabilisés dans les livres de la Banque au cours du premier semestre 2010. En outre, il a approuvé les révisions budgétaires 2010, les prévisions budgétaires pour l'exercice 2011, les situations financières et monétaires de la Banque et le rapport d'audit.

Le Comité de Direction a tenu des réunions statutaires dont la plupart étaient élargies aux conseillers de la Direction et aux Responsables des services pour examiner notamment les situations actives et passives mensuelles, les budgets et les questions relatives à la politique monétaire et de change ainsi qu'à la stabilité du système financier.

Le Comité de Direction a régulièrement informé le Conseil Général et les Responsables des services sur l'état d'avancement des projets en cours sur l'informatisation de la Banque et la modernisation des systèmes de paiement.

Le Comité d'Audit a accompli sa mission conformément à la charte du Comité d'Audit. Ses activités ont consisté à assister le Conseil Général dans l'accomplissement de ses responsabilités en matière d'audit.

Les auditeurs internes et externes ont, quant à eux, exécutés les missions qui relèvent de leur compétence conformément aux normes internationalement reconnues.

Au cours de l'année 2010, la Banque a recruté un nouveau cabinet d'audit externe, «GRANT THORNTON» de l'Ile Maurice, pour auditer ses états financiers se rapportant aux exercices 2010, 2011 et 2012. Ainsi, ce cabinet a procédé à l'audit des états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2010.

L'auditeur interne a focalisé ses actions sur les activités prévues dans le plan annuel d'audit 2010. Ainsi, sur 17 objets d'audits programmés dans le plan annuel, 14 ont été réalisés et les 3 autres étaient en cours de finalisation à la fin de l'année.

## **2. Activités liées aux missions de la Banque**

De par la loi, la Banque a pour mission de conduire la politique monétaire en toute indépendance en vue d'atteindre l'objectif ultime de la stabilité des prix. Elle doit aussi veiller à la solidité et à la stabilité du système financier.

### **2.1. Politique monétaire**

La politique monétaire menée par la Banque centrale en 2010 visait à limiter la croissance de la masse monétaire dans des normes compatibles avec la croissance économique afin d'éviter des pressions inflationnistes. A cet effet, conformément au programme économique et financier conclu avec le FMI au titre de la Deuxième Facilité Elargie de Crédit(FEC), des critères quantitatifs portant sur les avoirs extérieurs nets et les avoirs intérieurs nets ont été définis. Pour atteindre ces objectifs, la Banque a eu recours aux instruments de politique monétaire dont elle dispose en l'occurrence les appels d'offres de liquidité, les réserves obligatoires et la facilité de prêt marginal.

Au terme de l'exercice 2010, tous les objectifs quantitatifs relatifs aux avoirs extérieurs nets, aux avoirs intérieurs nets et à la base monétaire ont été respectés. Au demeurant, le taux de croissance de la masse monétaire s'est faiblement accru, s'établissant à 20,2 contre 19,8 p.c.

Afin de redynamiser le marché interbancaire et instaurer un marché secondaire des titres du Trésor, en particulier, et de développer le marché monétaire en général, la Banque a préparé les projets de textes réglementaires des opérations de Pension Livrée portant sur la Convention Cadre Globale relative à ces opérations, le code de conduite et le guide des opérations qui ont été soumis aux principaux acteurs du marché monétaire pour adoption et signature.

### **2.1.1. Les appels d'offres de liquidité**

Le recours au système des appels d'offres de liquidité a permis à la Banque d'assurer la gestion de la liquidité bancaire.

L'exercice 2010 a été caractérisé par une surliquidité du secteur bancaire qui s'est traduite par la prédominance des opérations de retrait de liquidité à l'exception de deux opérations d'apport de liquidité initiées au mois de novembre. Cependant, certaines banques ont eu recours aux facilités de prêt marginal pour satisfaire à leurs besoins ponctuels de liquidité.

### **2.1.2. Réserves obligatoires**

Les réserves obligatoires ont continué d'être utilisées comme instrument de régulation de la liquidité bancaire. Au cours de l'année 2010, les banques se sont en général conformées à la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises. Le coefficient des réserves obligatoires est resté de 3,0 p.c. aussi bien pour les dépôts en monnaie nationale que ceux en devises.

## **2.2. Marché des titres du Trésor**

Le renchérissement des bons du Trésor consécutif au recours massif du Trésor à ces ressources a exercé une incidence significative sur les taux d'intérêt. D'une fin d'année à l'autre, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor ont augmenté. Ainsi, les taux d'intérêts sur les bons du Trésor à 13 semaines, passant de 4,24 à 8,27 p.c. Cette évolution a entraîné la hausse les autres taux sur les opérations du marché monétaire. En effet, le taux de reprise de liquidité s'est accru, passant de 2,47 à 2,83 p.c. Le taux sur le marché interbancaire qui était de 4,2 p.c. s'est élevé à 7,0 p.c. entraînant ainsi une progression du taux sur les facilités de prêt marginal qui est passé de 10,00 à 11,25 p.c. Toutefois, les taux moyens sur les dépôts et sur les crédits bancaires ont globalement baissé, revenant respectivement de 7,6 à 7,31 p.c. et de 16,50 à 15,85 p.c.

## **2.3. Politique de taux de change et marché de change**

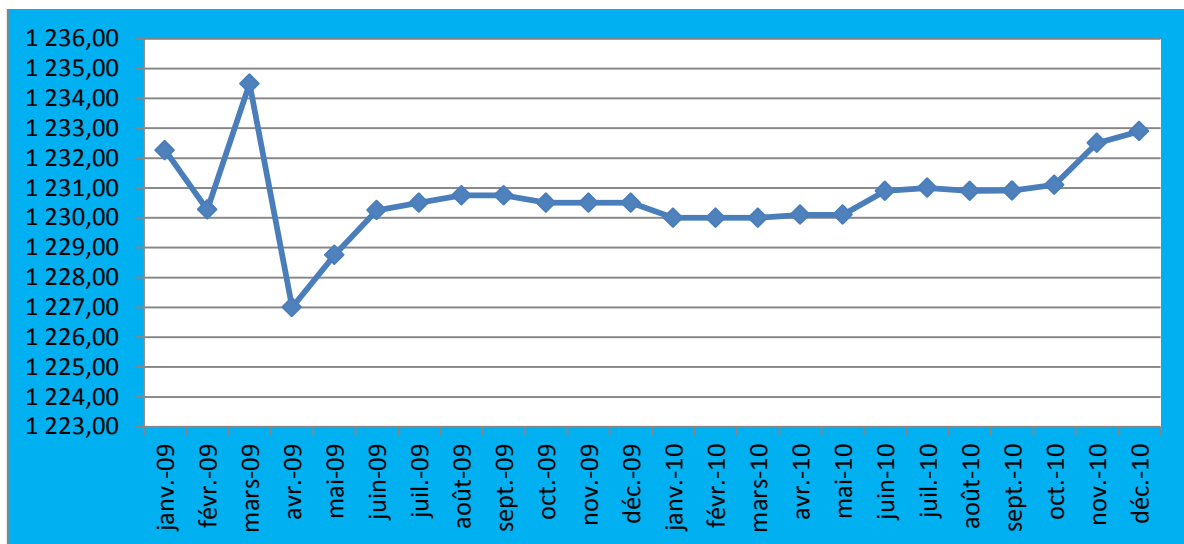
En matière de politique de change, la Banque a adopté une nouvelle réglementation des changes, en juillet 2010, en remplacement de celle en vigueur depuis l'année 2006 qui ne répondait plus au contexte économique actuel. Cette nouvelle réglementation visait la poursuite de la politique de libéralisation des transactions courantes internationales.

### 2.3.1. Politique de taux de change

Au cours de l'année 2010, la Banque a continué à mettre en œuvre la politique de taux de change flottant. La détermination du taux de change est fondée sur les mécanismes du marché à travers le marché des enchères symétrique de devises.

A l'exception du dernier trimestre de l'année, le taux de change du BIF par rapport au dollar américain n'a pas connu de fortes fluctuations.

GRAPHIQUE 13 : EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE DU BIF PAR RAPPORT AU DOLLAR AMERICAIN (moyenne mensuelle)



D'une fin d'année à l'autre, le franc burundais a enregistré une forte dépréciation face au yen (13,59 p.c.), au franc suisse (10,56 p.c.) et une dépréciation modérée par rapport au dollar américain (0,20 p.c.). Vis-à-vis des autres principales monnaies, le franc burundais s'est apprécié, oscillant entre -7,27 et -1,21 p.c.



<b>TABLEAU 39: COURS DE CHANGE DE FIN DE PÉRIODE DES PRINCIPALES MONNAIES (BIF par unité de monnaie étrangère)</b>			
	2009	2010	Variation (p.c.)
Dollar	1230,50	1232,90	+ 0,20
Franc suisse	1188,95	1314,53	+ 10,56
Yen	13,32	15,13	+ 13,59
Livre sterling	1978,95	1903,66	- 3,80
DTS	1922,03	1898,70	- 1,21
EURO	1767,92	1639,45	- 7,27
Signe : (-) : Appréciation du BIF (+) : Dépréciation du BIF			

En moyenne annuelle, le franc burundais s'est fortement déprécié face aux monnaies comme le yen (7,11 p.c.), le franc suisse (5,23 p.c.) et légèrement face au dollar américain (0,05 p.c.). Il a, par contre, enregistré une appréciation face à l'euro (-4,09 p.c.) et dans une moindre mesure vis à vis de la livre sterling (-0,67 p.c.) et du DTS (-0,63 p.c.).

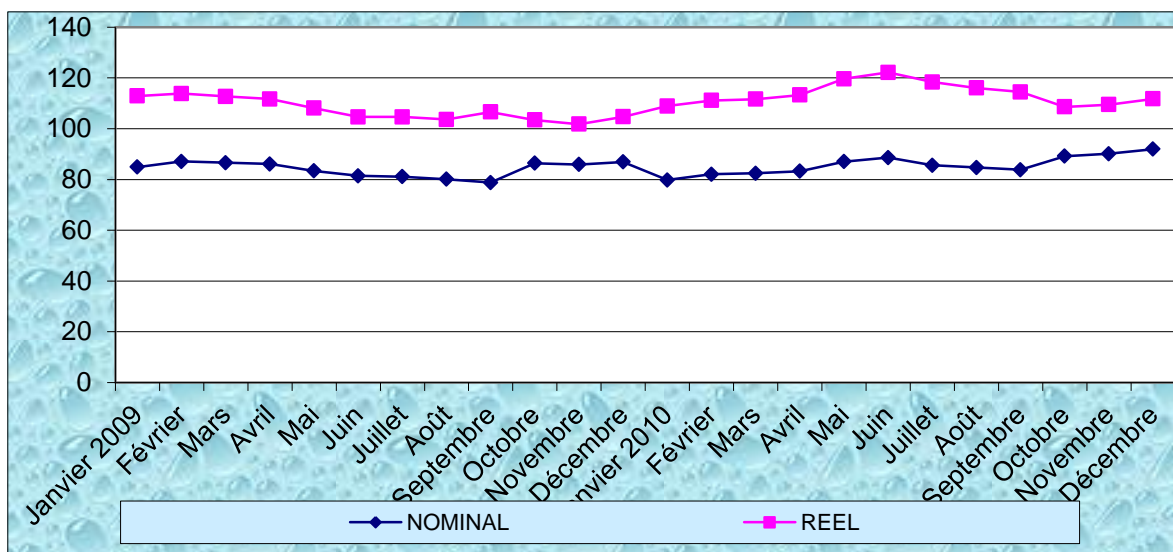
<b>TABLEAU 40 : COURS DE CHANGE MOYENS DES PRINCIPALES MONNAIES (BIF par unité de monnaie étrangère)</b>			
	2009	2010	Variation (p.c.)
dollar américain	1230,13	1230,80	+ 0,05
franc suisse	1135,15	1194,51	+ 5,23
yen japonais	13,19	14,13	+ 7,11
livre sterling	1925,23	1912,28	- 0,67
DTS	1896,05	1884,17	- 0,63
Euro	1712,85	1642,83	- 4,09
Signe : (-) : Appréciation du BIF (+) : Dépréciation du BIF			

S'agissant du taux de change effectif, le taux de change effectif nominal (TCEN) du BIF a augmenté de 5,87 p.c. en glissement annuel, suite à l'appréciation du franc burundais par rapport à la plupart des monnaies des pays partenaires et/ou concurrents commerciaux. De même, le taux de change effectif réel a connu une hausse de 6,78 p.c. en raison de l'appréciation du TCEN conjuguée avec la progression des prix relatifs (0,6 p.c.).

<b>TABLEAU 41 : TAUX DE CHANGE EFFECTIF DU FRANC BURUNDI</b>		
Période	Nominal	Réel
2006	75,2	81,2
2007	67,5	76,2
2008 (*)	90,0	97,9
2009	91,1	107,2
2010	93,0	113,8
2009		
Mars	86,6	112,7
Juin	81,4	104,6
Septembre	78,8	106,6
Décembre	86,9	104,7
2010		
Mars	82,4	111,7
Juin	88,6	122,1
Septembre	83,8	114,5
Décembre	92,0	111,8
(*) : Changement de base (2005 = 100)		

En moyenne annuelle, le TCEN s'est accru de 2,09 p.c. Le TCER s'est également apprécié de 6,16 p.c. suite à l'accroissement du TCEN du BIF et de la hausse des prix intérieurs (6,5 p.c.) plus prononcée que ceux des pays partenaires et/ou concurrents commerciaux (4,1 p.c.).

**GRAPHIQUE 14: TAUX DE CHANGE EFFECTIF NOMINAL  
ET REEL DU FRANC BURUNDI (2005 = 100)**



### 2.3.2. Marché de change

La Banque a continué de gérer les réserves de change en devises en mettant à la disposition de l'économie les ressources nécessaires à travers le marché des enchères symétriques de devises. Ce marché a permis à la Banque centrale et aux banques commerciales d'acheter et de vendre des devises.

Au cours de l'exercice 2010, la Banque a continué d'animer le marché des enchères symétriques des devises. Ce marché est ouvert aux banques commerciales qui soumettent à la fois des offres d'achats et/ou de ventes des devises. Chaque fois que des devises en provenance des banques commerciales étaient insuffisantes, la Banque est toujours intervenue pour alimenter le marché en devises. Le marché des enchères symétriques de devises a permis à la Banque de déterminer le taux de change de référence et d'atteindre les objectifs d'avoirs extérieurs nets.

Le volume des opérations enregistrées sur le marché des enchères symétriques de devises s'est élevé à 448,4 millions de dollars américains dont 162,2 millions effectuées par la Banque. Les achats de cette dernière se sont fixés à 6,6 millions pendant que les ventes se sont établies à 155,6 millions.

La Banque a continué de faire le suivi hebdomadaire des opérations d'achats et de ventes de devises par les bureaux de change pour s'assurer que ces derniers se conforment à la réglementation.

## **2.4. Gestion de la circulation fiduciaire**

La Banque a continué à entretenir la circulation fiduciaire en procédant au triage, au retrait et au remplacement des billets et pièces impropres.

Au cours de l'année sous revue, la circulation fiduciaire s'est sensiblement accrue de 14,4 p.c. La progression a été plus importante au cours de la période de mai à juillet en rapport avec la campagne caféière. La tendance s'est inversée par la suite pour remonter au mois de décembre en vue de faire face aux dépenses de fin d'année.

## **2.5. Surveillance du secteur bancaire et de microfinances.**

Au cours de l'exercice 2010, la Banque a régulièrement effectué des contrôles sur pièces sur une base mensuelle pour les banques et établissements financiers. Quant aux établissements de micro finance, le contrôle sur pièces a porté sur les états financiers annuels de l'exercice 2009 transmis à la Banque Centrale avant le 30 juin 2010 conformément au Décret n°100/203 du 22 juillet 2006 portant réglementation des activités de micro finance au Burundi.

La Banque a également effectué des contrôles sur place dans 5 banques commerciales et 4 établissements de micro finance au cours de l'exercice 2010.

En matière de réglementation, une nouvelle circulaire n°21/10 relative aux responsabilités des actionnaires des banques et établissements financiers a été édictée en février 2010. L'objet de celle-ci est de renforcer la réglementation du secteur bancaire, de promouvoir la stabilité et la solidité du secteur ainsi que de protéger les déposants. Dans le domaine de la micro finance, 5 circulaires ont été édictées au mois de mai 2010.

L'activité du secteur bancaire s'est de nouveau intensifiée en 2010 grâce à l'accroissement des ressources et des emplois.

A fin décembre 2010, les principaux emplois ont augmenté de 21,7 p.c., passant de 645.425,9 à 785.375,4 MBIF. Cette évolution est consécutive à l'augmentation de la liquidité (+14,3 p.c.) et de la distribution des crédits (+28,5 p.c.).

S'établissant à 575.383,3 contre 517.223,8 MBIF à fin décembre 2009, les principales ressources ont enregistré une progression de 11,2 p.c. suite à l'accroissement des ressources provenant de la clientèle (+11,0 p.c.) et des ressources interbancaires (+54,5 p.c.).

Pour sa part, la rentabilité du secteur bancaire s'est établie à un niveau inférieur à celui de l'exercice précédent. Le résultat cumulé de l'ensemble du secteur bancaire s'est réduit de 3,7 p.c. par rapport à fin décembre 2009, revenant de 20.962,3 à 20.178,2 MBIF.

Toutefois, la qualité du portefeuille crédits (créances impayées/total des crédits) s'est améliorée, le taux de détérioration s'étant fixé à 9,7 contre 12,7 p.c. à fin décembre 2009.

S'agissant des normes prudentielles, les réalisations se sont dans l'ensemble établies au-dessus des limites réglementaires. Le coefficient de liquidité s'est fixé à 109,2 p.c., le rapport entre les ressources stables et les emplois immobilisés s'est élevé à 147,6 p.c. et le ratio de solvabilité est demeuré de 20,9 p.c. Les fonds propres se sont améliorés de 109,9 p.c., passant de 97.880,4 à 205.425,9 MBIF. Cette évolution s'explique par le relèvement du capital minimum réglementaire qui est passé de 5.000 à 10.000 MBIF pour les banques et de 4.000 à 6.000 MBIF pour les établissements financiers à partir du 31 décembre 2010.

## **2.6. Elaboration et diffusion des statistiques**

Dans le domaine des statistiques, la Banque a poursuivi la mise à jour et l'amélioration des statistiques portant sur la production, les finances publiques et la balance des paiements ainsi que les statistiques monétaires et financières.

Les statistiques monétaires et financières ont été élaborées conformément à la méthodologie du manuel de statistiques monétaires et financières du FMI (MSMF 2000) tandis que celles de la balance des paiements continuent d'être élaborées conformément à la 5<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements.

En outre, le processus d'harmonisation des statistiques monétaires et financières et de la balance des paiements dans le cadre de l'EAC s'est poursuivi.

Enfin, la Banque a mis à la disposition du public des informations qui retracent l'évolution de la situation économique et financière du pays à travers ses publications dans les indicateurs de conjoncture, les bulletins mensuels, le rapport annuel et le site Web : [www.brb-bi.net](http://www.brb-bi.net).

### **3. Autres activités**

En appui à ses missions fondamentales, la Banque a exercé des activités axées principalement sur l'Audit Interne, la comptabilité, les technologies de l'information, la gestion du patrimoine et les Ressources Humaines. Dans le cadre de ses relations avec les institutions partenaires internationales, la Banque a pris part aux réunions, aux assemblées régionales et internationales et autres forums qui traitent des sujets qui sont en rapport avec ses missions.

## **II. COMPTES**

La Banque présente, ses états financiers selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) conformément aux exigences de la loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant statuts de la Banque de la République du Burundi.

### **A. BILAN**

Au 31 décembre 2010, le total du bilan de la Banque s'est accru de 30.093,6 MBIF, soit 3,7 p.c., passant de 805.508,9 à 835.602,5 MBIF.

A l'actif, cette augmentation a concerné principalement les créances sur l'étranger (26.852,0 MBIF) et, dans une moindre mesure, les créances sur l'Etat (2.856,0 MBIF) ainsi que les autres créances (317,4 MBIF).

Au passif, l'accroissement a porté sur la base monétaire (11.608,4 MBIF), les engagements envers le FMI (20.199,9 MBIF), les engagements extérieurs (21.670,8 MBIF), les dépôts du secteur gouvernemental (7.983,2 MBIF), les dépôts divers (5.998,7 MBIF) et les fonds propres (4.586,8 MBIF). En revanche, les autres passifs ont diminué de 41.954,3 MBIF.

#### **1. Actif**

##### **1.1. Créances sur l'étranger**

D'une fin d'année à l'autre, les créances sur l'étranger (574.888,1 contre 548.036,0 MBIF) ont progressé de 26.852,0 MBIF, soit 4,9 p.c. suite principalement à l'augmentation des avoirs extérieurs (27.525,8 MBIF) et des provisions pour crédits documentaires (5.376,2 MBIF). Pour leur part, les encaisses en monnaies étrangères et la quote-part au FMI se sont inscrites en baisse respectivement de 4.253,9 et de 1.796,1 MBIF.

Exprimées en dollars américains, les réserves de changes brutes se sont faiblement accrues de 1,4 p.c. passant de 444,4 à 460,9 millions.

### **1.1.1. Avoirs extérieurs**

Passant de 391.277,9 à 418.803,7 MBIF, les avoirs extérieurs se sont élargis de 27.525,8 MBIF, soit 7,0 p.c. Cette expansion est liée essentiellement à la hausse des placements (16.289,6 MBIF) et des avoirs en DTS (10.937,0 MBIF).

### **1.1.2. Quote-part au FMI**

La quote-part du Burundi (77.000.000 DTS) exprimée en BIF dans le capital du FMI s'est faiblement contracté de 1.796,1 MBIF, soit -1,2 p.c. sous l'effet de la dépréciation du DTS par rapport au BIF.

### **1.2. Créances sur l'Etat**

D'une fin d'année à l'autre, l'endettement brut du Trésor envers la Banque Centrale a connu une faible progression (2.856,0 MBIF), passant de 250.334,1 à 253.190,1 MBIF. Cette augmentation a résulté des tirages sur le crédit spécial allocations de DTS (88.925,0 MBIF) qui a dépassé les remboursements au titre des avances ordinaires (-76.089,9 MBIF) et de la dette extraordinaire (-9.979,1 MBIF).

### **1.3. Créances sur les banques commerciales et les établissements financiers**

Les créances sur les banques commerciales dégagent de nouveau un solde nul du fait que les banques n'ont pas fait recours aux ressources de la Banque Centrale.

### **1.4. Titres de participation**

D'une fin d'année à l'autre, la valeur des titres de participation s'est stabilisée à 9,4 MBIF. Ce montant correspond à la valeur des titres de participation que la Banque détient sur l'Exploitation du Port de Bujumbura.

### **1.5. Autres actifs**

S'établissant à 4.567,2 contre 4.249,8 MBIF, les autres actifs ont enregistré une augmentation de 317,4 MBIF soit 7,5 p.c. suite principalement à la hausse des éléments regroupés dans les autres créances (327,9 MBIF).

## 2. PASSIF

### 2.1. Base monétaire

La base monétaire au sens strict (212.690,8 contre 201.082,4 MBIF) s'est sensiblement élargie de 11.608,4 MBIF soit 5,8 p.c. en raison de l'accroissement du volume des billets et pièces en circulation (19.628,9 MBIF) et des dépôts des établissements financiers (402,4 MBIF) partiellement contrebalancé par la diminution des dépôts du secteur bancaire (-8.422,9 MBIF). La croissance de la circulation fiduciaire s'est accélérée durant la période de la campagne café où elle est passée de 130.114,6 MBIF au mois de mai à 163.191,5 MBIF à fin juillet, soit une progression de 25,4 p.c.

<b>TABLEAU 42 : EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE</b>					
<b>( en MBIF )</b>					
	2006	2007	2008	2009	2010
Billets et pièces en circulation	76 883,0	92 976,0	124 230,9	136 206,2	155 835,1
Dépôts du secteur bancaire	38 674,9	24 933,7	36 965,9	63 862,1	55 439,2
Dépôts des établissements financiers	300,1	1 054,2	1 126,9	1 014,1	1 416,5
<b>TOTAL</b>	<b>115 858,0</b>	<b>118 963,9</b>	<b>162 323,7</b>	<b>201 082,4</b>	<b>212 690,8</b>

### 2.2. Dépôts du secteur gouvernemental

Les dépôts du secteur gouvernemental ont enregistré une hausse de 7.983,2 MBIF en rapport avec l'augmentation des dépôts en de l'administration centrale en BIF (9.761,4 MBIF) et en devises (855,1 MBIF), ceux des administrations locales, des organismes publics et des agences gouvernementales ayant diminué de 2.633,4 MBIF.



### **2.3. Dépôts divers**

Les dépôts divers (5.998,7 contre -2.324,7 MBIF l'année précédente) se sont inscrits en hausse de 55,2 p.c. en raison de l'augmentation des dépôts à l'importation (6.279,2 MBIF), les autres engagements ayant diminué de 280,5 MBIF.

### **2.4. Engagements envers le Fonds Monétaire International**

D'une fin d'année à l'autre, les engagements envers le Fonds Monétaire International se sont accrus de 20.199,9 MBIF ou 5,0 p.c. Cette augmentation est liée à la hausse du compte FMI-FRPC représentant de nouveaux tirages (23.710,2 MBIF) et du compte d'ajustement de valeur (3.317,1 MBIF) qui a été partiellement contrebalancée par la diminution des allocations de DTS (-1.722,6 MBIF), des comptes titres FMI (-4.745,5 MBIF) et du compte FMI n°1 (-359,2 MBIF) en rapport avec les ajustements du taux de change du DTS par rapport au BIF.

### **2.5. Engagements extérieurs**

Alors qu'ils avaient enregistré une baisse l'année précédente (-19.899,4 MBIF), les engagements extérieurs ont progressé de 21.670,8 MBIF en rapport avec la hausse des dépôts en devises des résidents (11.086,5 MBIF) et des valeurs à payer en devises (11.898,3 MBIF). En revanche, les engagements envers l'Agence Française de Développement (-1.323,6 MBIF) ont été annulés.

### **2.6. Autres passifs**

Revenant de 62.371,8 à 20.417,6 MBIF, les autres passifs ont sensiblement diminué de 41.954,3 MBIF soit -67,3 p.c. Cette contraction est imputable essentiellement à la baisse des valeurs à payer à vue en BIF (-43.624,2 MBIF).

### **2.7. Fonds propres**

Les fonds propres de la Banque (41.769,2 contre 37.182,4 MBIF) se sont accrus de 4.586,8 MBIF suite à l'augmentation du fonds de réserves générales (3.322,7 MBIF) et des réserves au titre de l'écart de change (1.079,3 MBIF).

**BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**Bilans (en milliers de BIF)**

<b>ACTIF</b>			<b>PASSIF</b>		
	Au 31.12.2009	Au 31.12.2010		Au 31.12.2009	Au 31.12.2010
<b>CREANCES SUR L'ETRANGER</b>	<b>548 036 048</b>	<b>574 888 077</b>	<b>BASE MONETAIRE</b>	<b>201 082 377</b>	<b>212 690 792</b>
Encaisse monnaies étrangères	7 507 250	3 253 365	Billets et pièces en circulation	136 206 231	155 835 151
Avoirs extérieurs	391 277 898	418 803 687	Dépôts du secteur bancaire	63 862 075	55 439 161
Avoirs en or	1 304 789	1 678 153	Dépôts des établissements financiers	1 014 071	1 416 480
Correspondants à vue	32 745 308	32 671 099			
Correspondants à terme	229 134 144	245 423 780	<b>DEPOTS DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL</b>	<b>64 686 535</b>	<b>72 669 741</b>
Avoirs en DTS	128 093 657	139 030 655	Dépôts de l'administration centrale en BIF	52 466 394	62 227 829
Provisions versées pour crédocs	1 254 690	6 630 894	Dépôts de l'administration centrale en devises	345 967	1 201 105
Quote part au FMI	147 996 210	146 200 131	Dépôts des admin.locales, des organ. publics et des agences gouvernementales	11 874 174	9 240 807
			<b>DEPOTS DIVERS</b>	<b>10 859 617</b>	<b>16 858 301</b>
<b>CREANCES SUR L'ETAT</b>	<b>250 334 120</b>	<b>253 190 110</b>	Dépôts à l'importation	3 627 535	9 906 734
Avances ordinaires	95 224 051	19 134 170	Autres Engagements	7 232 082	6 951 567
Dette extraordinaire	155 110 069	145 130 940			
Avance spéciale/allocations de DTS	0	88 925 000	<b>ENGAGEMENTS ENVERS LE FMI</b>	<b>400 704 650</b>	<b>420 904 585</b>
			FMI-FRPC	111 460 035	135 170 239
<b>CREANCES SUR LES BANQUES COMMERCIALES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	Compte FMI n° 1	8 262 441	7 903 242
Créances sur les banques commerciales	0	0	Allocation des DTS	141 940 832	140 218 240
Créances sur les établissements financiers	0	0	Comptes titres FMI	139 041 342	134 295 806
Créances sur les banques en liquidation	1 394 769	1 286 769	Comptes d'ajustement de valeur		3 317 058
Provision pour dépréciation des prêts	-1 394 769	-1 286 769	<b>ENGAGEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>28 621 535</b>	<b>50 292 343</b>
			Dépôts des non résidents en BIF	206 635	196 475
<b>TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>9 380</b>	<b>9 380</b>	Dépôts des non résidents en monnaies étrangères	1 053 926	1 073 723
Participation Exploitation Port de Bujumbura	9 380	9 380	Convention cadre avec A.F.D.	1 323 628	0
Participation B.C.C.	0	0	Dépôts des résidents	24 054 404	35 140 910
Participation S.I.P.	20 000	20 000	Valeurs à payer en devises	1 982 942	13 881 235
Provisions pour dépréciations d'actifs	-20 000	-20 000	<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>62 371 817</b>	<b>20 417 556</b>
			Provisions	3 629 257	4 599 510
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>4 249 821</b>	<b>4 567 199</b>	Valeurs à payer à vue	56 815 006	13 190 849
Achat d'or aux producteurs	0	0	Créditeurs divers	1 927 554	2 627 197
Acomptes sur commandes	0	3 642	<b>FONDS PROPRES</b>	<b>37 182 370</b>	<b>41 769 156</b>
Comptes suspens	38 625	24 269	Capital social	11 000 000	11 000 000
Provisions pour créances douteuses	-2 233 120	-2 232 929	Fonds de réserves générales	16 108 237	19 430 978
Autres créances	6 444 316	6 772 217	Réserves spéciales	5 672 103	5 672 104
			Réserves au titre de l'écart de change		1 079 289
<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>2 879 532</b>	<b>2 947 708</b>	Résultat	4 402 030	4 586 785
<b>TOTAL</b>	<b>805 508 901</b>	<b>835 602 474</b>	<b>TOTAL</b>	<b>805 508 901</b>	<b>835 602 474</b>

## D. COMPTES DE RESULTAT

Comparé à celui de décembre 2009, le bénéfice de l'exercice 2010 s'est établi à 4.586,8 contre 4.402,0 MBIF, soit une faible progression de 4,2 p.c.

<b>TABLEAU 43 : COMPTES DE RESULTAT</b> (en MBIF)		
	<b>31/12/2009</b>	<b>31/12/2010</b>
Intérêts perçus	13 341,8	11 568,0
Intérêts payés	943,3	531,8
<b>Intérêts nets</b>	<b>12 398,5</b>	<b>11 036,2</b>
Frais et commissions nets	254,5	343,4
Produits nets sur opérations de change	2 717,4	4 173,5
Autres produits d'exploitation	1 118,1	738,6
<b>Produits nets avant les charges d'exploitation et résultat sur fluctuation de change</b>	<b>16 488,5</b>	<b>16 291,7</b>
Charges d'exploitation	13 165,8	12 643,0
Gains/Pertes sur fluctuation des cours de change	1 079,3	938,1
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>4 402,0</b>	<b>4 586,8</b>

L'accroissement du résultat global s'explique principalement par la diminution des charges d'exploitation (-522,8 MBIF) plus prononcée que la baisse des produits d'exploitation (-196,8 MBIF).

Les produits d'exploitation qui étaient de 16.488,5 MBIF à fin décembre 2009 se sont fixés à 16.291,7 MBIF à fin décembre 2010. Leur évolution est liée à la baisse des intérêts nets (-1.362,3 MBIF) consécutive à la diminution des intérêts perçus (-1.773,8 MBIF) et à celle des autres produits d'exploitation (-379,5 MBIF) qui l'a emporté sur la hausse des produits nets sur opérations de change (1.456,1 MBIF) et des frais et commissions nets (88,9 MBIF).

Les charges d'exploitation ont diminué de 522,8 MBIF revenant de 13.165,8 à 12.643,0 MBIF. Cette baisse a été faiblement atténuée par les gains sur la fluctuation des cours de change (938,1 MBIF).

Les charges d'exploitation sont principalement constituées des frais du personnel (8.976,2 MBIF), des frais de fabrication des billets et pièces (625,5 MBIF) et des éléments regroupés dans les autres charges (1.480,6 MBIF).

\*

\* \*

Au cours de l'année 2010, les objectifs que la Banque s'était fixés ont été atteints, le résultat s'est amélioré et la situation financière a été satisfaisante.

\*

\* \*

## **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

### **AUX MEMBRES DU CONSEIL GENERAL DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République du Burundi (BRB), comprenant l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, ainsi que l'état du résultat global, l'état des variations dans les capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Les états financiers de la Banque de la République du Burundi pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 ont été audités par Deloitte Burundi s.p.r.l., dont le rapport daté du 19 mars 2010 a exprimé une opinion sans réserve sur ces états financiers.

### **Responsabilité du comité de direction pour les états financiers**

Le Comité de Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, et aux exigences de la loi N° 1/34 du 02 Décembre 2008 portant statuts de la Banque de la République du Burundi, ainsi que d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

### **Responsabilité de l'auditeur**

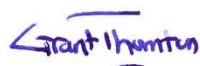
Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### **Opinion**

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque de la République du Burundi (BRB) au 31 décembre 2010, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel des Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) comme applicables aux opérations de la Banque et à la loi N°1/034 du 02 décembre 2008 portant statuts de la Banque de la République du Burundi.



**Grant Thornton**  
Chartered Accountants



**K RAMCHURUN, FCCA**  
Associé

Date:

**Bujumbura, REPUBLIQUE DU BURUNDI**

# **ANNEXES STATISTIQUES**

**ANNEXE 1 : PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES**

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
<b>I. INDUSTRIES EXTRACTIVES</b>						
Tourbe	T	9 762	7 489	9 764	11 352	13 111
<b>II. INDUSTRIES AGRICOLES</b>						
Café	T	29 946	8 039	24 863	6 814	24 236
Thé	T	6 361	6 868	6 715	6 731	8 014
Coton	T	1 347	1 231	1 222	1 094	1 672
<b>III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES</b>						
Boissons	Hl	1 478 019	1 583 644	1 653 674	1 653 530	1 985 175
Huile de coton	Litre	101 206	51 220	33 550	31 528	26 501
Riz (1)	T	12 282	8 153	5 388	7 038	2 480
Cigarettes	('000)	409 635	472 455	436 065	514 240	457 825
Sucre	T	18 147	20 213	18 233	14 314	18 937
<b>IV. INDUSTRIES CHIMIQUES</b>						
Films en polyéthylène	Kg	80 824	53 482	23 778	17 546	1 588
Savons						
- de ménage	T	2 797	2 669	5 469	5 805	5 201
- de toilette	T	159	145	202	195	218
Peinture	T	488	498	505	450	543
Produits pharmaceutiques	MF	-	-	142	-	-
Oxygène	M3	42 934	45 278	18 100	37 103	33 481
Mousse	Matelas (3)	41 125	25 284	16 820	20 070	16 974
Craies scolaires	Kg	35 151	-	-	-	-
Casiers en plastique	Unité	234 892	184 348	367 649	361 107	393 235
<b>V. INDUSTRIES TEXTILES ET CUIR</b>						
Tissus finis	M2	2 865 621	-	-	-	-
Couvertures	Unité	-	-	-	-	-
<b>VI. INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES</b>						
Plaques en fibro-ciment	T	27	79	-	-	-
Tubes en PVC	Kg	137 099	176 541	104 419	139 945	143 152
<b>VII. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX</b>						
Clous	T	591	614	599	907	1 038
Profilés acier (2)	T	21	9	17	27	39
Tubes en acier	T	59	100	68	-	-
<b>VIII. AUTRES INDUSTRIES</b>						
Papiers hygiéniques	Rouleau	1 055 900	1 281 000	1 095 800	1 201 773	1 181 056

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2): Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".

(3) : Pièce de 190 cm de long sur 90 cm de large et 10 cm d'épaisseur.

Source: Renseignements fournis par les entreprises industrielles.

**ANNEXE 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT**  
(en p.c. du PIB)

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>30,8</b>	<b>35,9</b>	<b>30,3</b>	<b>26,9</b>	34,2
1. RECETTES	19,6	19,9	19,8	20,0	21,3
Recettes fiscales	17,5	18,3	18,0	18,0	19,7
Recettes non fiscales	2,1	1,6	1,8	1,5	1,6
Recettes spéciales(COMESA)				0,5	0,0
2. DONNS	11,2	16,0	10,5	6,9	12,9
Dons courants	7,7	9,3	8,9	5,7	9,4
Dons en capital	3,5	6,6	1,6	1,2	3,5
<b>B. DEPENSES</b>	<b>34,1</b>	<b>38,8</b>	<b>33,3</b>	<b>34,7</b>	36,5
a. Dépenses courantes	24,3	26,2	27,5	27,9	26,7
Dépenses sur biens et services	17,6	18,1	19,6	18,3	17,6
Salaires	9,6	11,0	11,8	11,6	12,0
Achats de biens et autres services	8,0	7,1	7,9	6,7	5,7
Subventions et autres transferts	3,9	4,6	5,4	7,4	7,3
Paiements d'intérêts	2,2	2,9	2,0	1,7	1,2
Dépenses sur les fonds spéciaux	0,7	0,5	0,4	0,6	0,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SOLDE COURANT HORS DONNS	-4,7	-6,3	-7,7	-8,4	-5,4
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	6,5	9,7	2,7	-1,0	7,6
b. Dépenses en capital	9,8	12,7	5,8	6,8	9,8
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-14,5	-18,9	-13,6	-14,7	-15,2
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits constatés)	-3,3	-3,0	-3,1	-7,8	-2,3
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>3,3</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>7,8</b>	<b>2,3</b>
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	2,1	0,9	1,1	5,0	4,9
Tirages	4,1	3,5	0,9	1,9	2,3
Moins les amortissements de la dette extérieure	-4,5	-2,8	-6,7	-70,7	-3,4
Variation des arriérés	1,1	-5,1	0,1	0,0	0,0
Allègement de la dette	1,4	5,3	6,8	73,7	5,9
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	4,0	1,4	2,4	5,5	2,2
a. Secteur bancaire	5,5	-0,5	1,4	5,2	1,8
b. Secteur non bancaire	-1,5	1,8	1,0	0,3	0,3
3. ERREURS ET OMISSIONS	-2,7	0,7	-0,3	-2,8	-4,7
<b>PIB au prix du marché</b>	<b>934 700,0</b>	<b>1 012 800,0</b>	<b>1 314 100,0</b>	<b>1 547 800,0</b>	<b>1 843 893,3</b>



<b>ANNEXE 3 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIE ET PAR CREANCIER</b>						
<b>(en MBIF)</b>						
	Encours fin 2008	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2010
<b>A. DETTE DIRECTE</b>	449 379,3	42 752,7	-9 035,7	-13 182,4	1 877,7	496 333,0
AFD	17 605,5	-	-201,1	17 404,4	-	-
AID	230 891,9	21 212,6	-6 317,3	46,1	951,4	245 741,1
BAD	1 154,4	-	-33,9	-	-	1 174,8
BADEA	5 272,9	822,5	30,5	-10 841,9	15,1	16 967,8
BEI	2 704,1	-	-253,5	-	-	2 450,6
CHINE	-	-	-	-	-	-
FAD	21 089,4	6 852,8	-738,2	239,9	204,6	26 964,1
FIDA	51 347,2	-	-1 505,1	-	-	49 842,1
FOND KOWEITIEEN	12 426,0	-	1 466,1	-15 675,4	262,4	29 567,5
FONDS SAOUDIEN	21 906,6	-	-461,6	-5 520,1	-	26 965,1
JAPON	23 394,3	-	1 746,2	-	-	25 140,5
OPEP	24 077,4	13 864,8	65,3	1 164,6	444,2	36 842,9
UE	27 998,0	-	-2 851,0	-	-	25 147,0
AUTRES	9 511,6	-	17,9	-	-	9 529,5
<b>2. DETTE RETROCEDEE</b>	112 012,7	-	-4 021,8	76 575,7	190,9	31 415,2
AFD	67 073,6	-	-2 294,2	62 223,3	190,9	2 556,1
AID	-	-	-	-	-	-
BAD	5 902,5	-	-173,0	-	-	5 729,5
BADEA	6 168,9	-	-2,3	6 166,6	-	-
BEI	2 930,9	-	-274,7	-	-	2 656,2
FONDS ABU DHABI	2 381,2	-	57,9	-	-	2 439,1
FONDS KOWEITIEEN	8 156,2	-	29,6	8 185,8	-	-
OPEP	2 367,3	-	4,5	-	-	2 371,8
UE	17 032,1	-	-1 369,6	-	-	15 662,5
AUTRES	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>561 392,0</b>	<b>42 752,7</b>	<b>-13 057,5</b>	<b>63 393,3</b>	<b>2 068,6</b>	<b>527 748,2</b>

Source: Ministère des Finances.

**ANNEXE 4 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEUR**

**(Encours en fin d'année, en MBIF)**

	Encours fin 2009	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2010
<b>I. DETTE DIRECTE</b>	<b>449 574,7</b>	<b>42 752,6</b>	<b>-9 176,7</b>	<b>-13 182,4</b>	<b>1 876,8</b>	<b>496 333,0</b>
A. Equipements publics	177 792,3	16 839,8	-4 246,4	-8 620,1	916,3	199 005,8
1. Transport	118 031,7	16 839,8	-1 718,2	-14 971,6	838,2	148 124,9
a) Routes	105 427,4	16 839,8	-1 432,0	-27 265,8	838,2	148 101,0
b) Aéroport et port	12 604,2	-	-286,2	12 294,2	-	23,8
2. Infrastructures urbaines	59 760,7	-	-2 528,2	6 351,5	78,1	50 881,0
3. Divers	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	65 450,6	-	-1 810,9	6 751,0	33,1	56 888,7
1. Agriculture et Elevage	59 053,6	-	-1 483,3	3 133,4	33,1	54 436,9
2. Sylviculture	3 691,6	-	-74,1	3 617,6	-	-0,1
3. Industrie	194,2	-	-18,2	-	-	176,0
4. Mines et Energie	2 510,0	-	-235,3	-	-	2 274,7
C. Secteur social	48 898,4	-	-1 433,5	11,7	240,5	47 453,2
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	48 891,6	-	-1 433,5	11,7	240,5	47 446,4
D. Divers	157 433,4	25 912,8	-1 685,9	-11 325,0	686,9	192 985,3
1. Balance des paiements	27 679,2	-	1 708,0	3 589,0	-	25 798,2
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 287,2	-	-38,0	24,6	6,0	1 224,6
5. Autres	128 467,0	25 912,8	-3 355,9	-14 938,6	680,9	165 962,5
<b>II. DETTE RETROCEDEE</b>	<b>111 817,2</b>	<b>-</b>	<b>-3 826,4</b>	<b>76 575,6</b>	<b>190,9</b>	<b>31 415,2</b>
A. Equipements publics	16 229,3	-	-368,3	15 860,8	-	0,2
1. Télécommunications	15 986,3	-	-362,8	15 623,2	-	0,3
2. Infrastructures urbaines	243,1	-	-5,5	237,6	-	-
B. Secteurs productifs	95 587,9	-	-3 458,1	60 714,8	190,9	31 415,0
1. Agriculture et élevage	42 323,5	-	-1 604,2	34 117,1	190,9	6 602,2
2. Agro-Industrie	17 027,4	-	-293,5	6 166,6	-	10 567,3
3. Energie	36 236,9	-	-1 560,4	20 431,1	-	14 245,4
<b>TOTAL</b>	<b>561 392,0</b>	<b>42 752,6</b>	<b>-13 057,5</b>	<b>63 393,2</b>	<b>2 067,7</b>	<b>527 748,2</b>

Source : Ministère des Finances.

## ANNEXE 5 : INDICE HORS-ALIMENTATION

(Variations en p.c.)

	Habille- ment	Logement, chauffage et éclairage	Articles de ménage & entretien ménager	Services médicaux & médicamen	Transport et communi- cations	Culture enseigne- ment et loisirs	Autres biens et services	<b>Total</b>
<b>Pondérat</b>	<b>5,3</b>	<b>27,0</b>	<b>4,9</b>	<b>2,0</b>	<b>5,3</b>	<b>1,9</b>	<b>1,7</b>	<b>48,1</b>
2006	-0,5	8,0	1,0	2,3	7,0	1,0	0,3	5,7
2007	-5,4	10,8	5,9	10,4	12,0	6,2	4,5	8,2
2008	4,2	15,8	12,8	11,2	25,9	-0,5	18,2	15,1
2009	9,2	11,8	24,2	10,8	-8,7	7,2	15,0	9,6
2010	0,9	9,9	8,7	0,2	2,6	4,6	2,0	7,4
1er Trim.	7,5	10,2	28,8	16,1	-2,7	4,8	19,5	9,8
2e Trim.	9,0	5,5	23,7	14,8	-14,7	8,2	16,8	5,0
3e Trim.	12,1	12,2	22,9	12,0	-13,6	7,5	12,8	9,1
4e Trim.	8,1	19,3	21,8	1,6	-2,5	8,1	11,0	14,4
1er Trim.	6,7	12,1	8,9	1,0	2,7	7,6	-1,0	9,2
2e Trim.	-0,2	15,3	10,6	0,1	6,3	6,8	0,7	11,1
3e Trim.	-1,9	9,6	8,0	-0,4	0,1	4,3	2,7	6,6
4e Trim.	-0,6	3,6	7,6	0,0	1,4	-0,1	5,8	3,1

**Source : - ISTEEB**

ANNEXE 6 : RESERVES INTERNATIONALES														
(en MBIF)														
	2006	2007	2008			2009				2010				
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>B.R.B.</b>	<b>19 476,7</b>	<b>38 543,6</b>	<b>40 631,7</b>	<b>34 295,4</b>	<b>45 459,2</b>	<b>109 925,4</b>	<b>75 273,4</b>	<b>120 149,2</b>	<b>111 501,1</b>	<b>117 438,5</b>	<b>103 299,1</b>	<b>66 010,0</b>	<b>33 801,0</b>	<b>97 671,8</b>
Avoirs extérieurs	131 360,5	198 454,6	223 781,8	218 380,7	241 732,5	329 248,7	279 861,8	270 935,3	389 524,5	397 478,0	392 353,0	342 345,4	336 396,6	409 471,3
Or	611,2	911,3	1 068,4	1 072,6	1 010,3	1 033,4	1 094,1	1 120,6	1 191,0	1 304,8	1 314,8	1 475,0	1 555,0	1 678,2
DTS	190,2	425,4	235,3	888,8	17,4	181,8	111,6	367,7	129 687,2	128 093,7	124 553,9	120 972,7	139 909,4	139 030,6
Tranche de réserve FMI	542,9	636,7	699,3	701,4	673,3	688,7	662,7	434,1	699,5	692,5	673,3	654,0	688,3	686,7
Devises	130 016,2	196 481,2	221 778,8	215 717,9	240 031,5	327 344,8	277 993,4	269 012,9	257 946,8	267 387,0	265 811,0	219 243,7	194 243,9	268 075,8
- Engagements extérieurs	111 883,8	159 911,0	183 150,1	184 085,3	196 273,3	219 323,3	204 588,4	150 786,1	278 023,4	280 039,5	289 053,9	276 335,4	302 595,6	311 799,5
<b>BANQUES COMMERCIALES</b>	<b>33 097,2</b>	<b>33 495,0</b>	<b>34 111,8</b>	<b>34 028,8</b>	<b>49 299,8</b>	<b>42 048,9</b>	<b>34 123,8</b>	<b>30 538,1</b>	<b>27 659,1</b>	<b>50 042,0</b>	<b>49 390,6</b>	<b>28 269,0</b>	<b>25 224,2</b>	<b>35 654,0</b>
- Avoirs extérieurs	74 464,8	98 300,9	116 002,2	111 373,8	134 420,8	125 768,9	120 440,8	125 767,2	125 532,2	155 768,9	155 722,8	139 240,9	135 528,9	162 923,0
- Engagements extérieurs	41 367,6	64 805,9	81 890,4	77 345,0	85 121,0	83 720,0	86 317,0	95 229,1	97 873,1	105 726,9	106 332,2	110 971,9	110 304,7	127 269,0
<b>TOTAL</b>	<b>52 573,9</b>	<b>72 038,6</b>	<b>74 743,5</b>	<b>68 324,2</b>	<b>94 759,0</b>	<b>151 974,3</b>	<b>109 397,2</b>	<b>150 687,3</b>	<b>139 160,2</b>	<b>167 480,5</b>	<b>152 689,7</b>	<b>94 279,0</b>	<b>59 025,2</b>	<b>133 325,8</b>

**ANNEXE 7 : BILAN MONETAIRE DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**  
(en MBIF)

	2006	2007	2008				2009				2010			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>20 825,0</b>	<b>40 709,2</b>	<b>42 364,5</b>	<b>36 118,1</b>	<b>48 722,7</b>	<b>112 948,1</b>	<b>79 814,1</b>	<b>122 608,3</b>	<b>113 016,0</b>	<b>118 693,2</b>	<b>105 269,7</b>	<b>67 705,2</b>	<b>38 132,9</b>	<b>104 237,8</b>
<b>CREANCES NETTES SUR L'ETAT</b>	<b>172 193,7</b>	<b>144 307,7</b>	<b>123 910,4</b>	<b>142 948,1</b>	<b>130 788,3</b>	<b>120 714,5</b>	<b>110 419,4</b>	<b>113 242,1</b>	<b>116 372,2</b>	<b>191 707,5</b>	<b>151 838,3</b>	<b>171 497,7</b>	<b>194 724,8</b>	<b>184 267,3</b>
- Secteur gouvernemental net	172 301,7	144 929,4	124 046,9	143 347,3	130 801,4	120 783,7	110 509,9	113 311,9	116 444,1	191 758,7	151 864,7	171 524,1	194 761,2	184 283,5
- Fonds d'égalisation	108,0	621,7	136,5	399,2	13,1	69,2	90,5	69,8	71,9	51,2	26,4	26,4	36,4	16,2
<b>CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE</b>	-	-	-	<b>1 474,9</b>	<b>10 622,1</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>CREANCES SUR LES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUE</b>	<b>25,0</b>	<b>25,0</b>	<b>25,0</b>	<b>25,0</b>	<b>25,0</b>	<b>25,0</b>	<b>25,0</b>	<b>25,0</b>	<b>25,0</b>	<b>20,0</b>	<b>20,0</b>	<b>20,0</b>	<b>20,0</b>	<b>20,0</b>
<b>CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE</b>	<b>3 861,4</b>	<b>4 530,4</b>	<b>5 336,4</b>	<b>5 532,3</b>	<b>5 376,5</b>	<b>5 305,8</b>	<b>5 948,2</b>	<b>6 053,2</b>	<b>6 012,4</b>	<b>5 737,4</b>	<b>6 338,7</b>	<b>6 180,5</b>	<b>6 104,0</b>	<b>5 958,8</b>
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>-60 381,2</b>	<b>-32 142,5</b>	<b>-20 546,3</b>	<b>-15 107,1</b>	<b>-13 023,3</b>	<b>-40 808,1</b>	<b>-13 742,4</b>	<b>-41 110,4</b>	<b>-38 204,2</b>	<b>-77 352,3</b>	<b>-66 391,8</b>	<b>-25 639,3</b>	<b>-9 583,5</b>	<b>-33 221,8</b>
<b>AVOIRS = ENGAGEMENTS</b>	<b>136 523,9</b>	<b>157 429,8</b>	<b>151 090,0</b>	<b>170 991,3</b>	<b>182 511,3</b>	<b>198 185,3</b>	<b>182 464,3</b>	<b>200 818,2</b>	<b>197 221,4</b>	<b>238 805,8</b>	<b>197 074,9</b>	<b>219 764,1</b>	<b>229 398,2</b>	<b>261 262,1</b>
<b>BASE MONETAIRE</b>	<b>106 482,9</b>	<b>127 988,5</b>	<b>118 304,3</b>	<b>135 081,2</b>	<b>146 506,6</b>	<b>156 381,6</b>	<b>138 657,3</b>	<b>162 713,2</b>	<b>157 862,4</b>	<b>198 014,9</b>	<b>155 094,8</b>	<b>173 537,4</b>	<b>184 148,7</b>	<b>209 831,3</b>
- Circulation fiduciaire	76 883,0	92 976,0	89 739,6	109 147,9	123 002,6	124 230,9	112 651,3	120 665,4	117 851,2	136 206,2	125 349,6	147 647,5	149 317,2	155 835,2
- Dépôts du secteur bancaire	28 174,9	27 933,7	23 461,3	18 877,9	17 303,1	24 965,9	22 247,7	37 152,3	35 884,4	53 862,1	26 437,8	21 838,2	30 413,9	45 700,3
- Dépôts des établissements financiers	300,2	1 054,2	1 391,7	1 506,9	1 436,6	1 127,0	482,7	835,8	818,5	1 014,1	707,1	299,8	1 896,7	1 416,5
- Dépôts des sociétés à participation publique	1 074,9	3 925,3	1 661,4	4 047,4	2 129,1	4 382,5	1 749,3	2 704,8	1 954,8	6 030,7	2 009,7	2 868,3	1 749,7	3 718,4
- Autres engagements à vue	49,9	2 099,3	2 050,3	1 501,1	2 635,2	1 675,3	1 526,3	1 354,9	1 353,5	901,8	590,6	883,6	771,2	3 160,9
<b>DEPOTS A L'IMPORTATION</b>	<b>1 436,2</b>	<b>2 374,6</b>	<b>2 145,2</b>	<b>2 889,3</b>	<b>3 473,3</b>	<b>5 225,7</b>	<b>5 647,2</b>	<b>3 207,9</b>	<b>2 277,7</b>	<b>3 627,5</b>	<b>4 455,2</b>	<b>5 313,2</b>	<b>6 642,8</b>	<b>10 515,6</b>
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>28 604,8</b>	<b>27 066,7</b>	<b>30 640,5</b>	<b>33 020,8</b>	<b>32 531,4</b>	<b>36 578,0</b>	<b>38 159,8</b>	<b>34 897,1</b>	<b>37 081,3</b>	<b>37 163,4</b>	<b>37 524,9</b>	<b>40 913,5</b>	<b>38 606,7</b>	<b>40 915,2</b>

**ANNEXE 8 : BILAN MONETAIRE DES BANQUES COMMERCIALES**

(en MBIF)

	2006	2007	2008				2009				2010			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>33 097,2</b>	<b>33 495,0</b>	<b>34 111,8</b>	<b>34 028,8</b>	<b>49 299,8</b>	<b>42 048,9</b>	<b>34 123,8</b>	<b>30 538,1</b>	<b>27 659,1</b>	<b>50 042,1</b>	<b>49 390,6</b>	<b>28 271,7</b>	<b>25 224,2</b>	<b>35 654,0</b>
<b>RESERVES</b>	<b>36 618,9</b>	<b>33 244,8</b>	<b>32 231,0</b>	<b>30 304,5</b>	<b>30 396,5</b>	<b>38 257,8</b>	<b>33 560,4</b>	<b>51 105,6</b>	<b>49 397,7</b>	<b>68 591,8</b>	<b>41 604,6</b>	<b>40 914,2</b>	<b>46 142,7</b>	<b>64 325,4</b>
- Caisse	8 446,5	8 822,7	9 094,8	9 875,6	12 646,3	11 607,2	12 709,0	12 646,0	13 370,4	15 290,5	15 892,8	16 536,9	16 783,3	16 731,8
- Dépôts à la BRB en FBu	23 070,5	16 954,0	16 723,5	12 635,4	10 283,4	17 817,8	12 949,5	27 755,3	26 255,2	45 560,9	18 504,4	16 849,2	22 832,4	38 979,6
- Dépôts à la BRB en ME	5 101,9	7 468,1	6 412,7	7 793,5	7 466,8	8 832,8	7 901,9	10 704,3	9 772,1	7 740,4	7 207,4	7 528,1	6 527,0	8 614,0
<b>CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	<b>93,8</b>	<b>93,8</b>	<b>93,8</b>	<b>93,8</b>	<b>143,8</b>	<b>143,8</b>	<b>143,8</b>	<b>143,8</b>	<b>143,8</b>	<b>143,8</b>	<b>143,8</b>	<b>143,8</b>	<b>143,8</b>	<b>143,8</b>
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>196 800,2</b>	<b>231 013,5</b>	<b>254 428,9</b>	<b>270 080,7</b>	<b>306 627,8</b>	<b>314 027,3</b>	<b>321 075,5</b>	<b>334 206,7</b>	<b>363 180,3</b>	<b>361 054,6</b>	<b>388 496,0</b>	<b>426 943,1</b>	<b>481 708,1</b>	<b>495 450,1</b>
- Créances nettes sur l'Etat	4 750,4	18 655,4	44 288,9	39 163,6	39 929,8	53 090,5	59 870,7	63 250,0	71 751,6	59 270,0	70 784,5	68 927,4	89 242,2	99 328,9
- Créances nettes sur les Ag.gouv.	-10 607,3	-	-5 997,5	-5 614,9	-4 075,7	-5 052,6	-6 239,8	-7 416,3	-7 648,5	-8 608,6	-9 623,5	-8 547,6	-8 200,6	-5 415,2
- Créances nettes sur les Ad.loc.	-8,3	-56,5	-43,1	-59,2	-205,0	-180,8	-4,4	-14,1	-53,2	-453,3	-679,2	-137,3	363,6	203,7
- Créances sur les sociétés à participation publique	10 038,4	7 836,0	9 777,7	12 825,8	31 527,8	21 902,2	12 579,4	10 418,4	13 687,8	8 420,7	6 398,5	9 459,9	20 892,4	8 291,0
- Créances sur le secteur privé	192 627,0	204 578,6	206 402,9	223 765,4	239 450,9	244 268,0	254 869,6	267 968,7	285 442,6	302 425,8	321 615,7	357 240,7	379 410,5	393 041,7
<b>REPRISE DE LIQUIDITE</b>	<b>10 500,0</b>	<b>-</b>	<b>3 000,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 000,0</b>	<b>8 300,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 000,0</b>	<b>22 100,6</b>	<b>-</b>	<b>2 000,0</b>	<b>6 000,0</b>
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>25 717,7</b>	<b>25 811,4</b>	<b>20 037,1</b>	<b>17 868,8</b>	<b>19 421,6</b>	<b>15 062,0</b>	<b>18 172,8</b>	<b>27 206,8</b>	<b>20 391,0</b>	<b>32 837,1</b>	<b>30 693,0</b>	<b>37 103,5</b>	<b>31 085,2</b>	<b>33 637,7</b>
<b>AVOIRS = ENGAGEMENTS</b>	<b>302 827,8</b>	<b>323 658,5</b>	<b>343 902,6</b>	<b>352 376,6</b>	<b>405 889,5</b>	<b>421 539,8</b>	<b>415 376,3</b>	<b>443 201,0</b>	<b>460 771,9</b>	<b>522 669,4</b>	<b>532 428,6</b>	<b>533 376,3</b>	<b>586 304,0</b>	<b>635 211,0</b>
<b>CREDIT DE LA BANQUE CENTRALE</b>	<b>-</b>	<b>1 000,0</b>	<b>1 000,0</b>	<b>1 474,9</b>	<b>10 622,1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>ENGAGEMENTS ENVERS LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	<b>1 251,6</b>	<b>844,4</b>	<b>1 092,5</b>	<b>1 489,0</b>	<b>933,4</b>	<b>1 153,5</b>	<b>1 246,5</b>	<b>759,4</b>	<b>817,2</b>	<b>1 634,9</b>	<b>3 082,6</b>	<b>2 542,0</b>	<b>2 221,4</b>	<b>1 658,8</b>
<b>DEPOTS A VUE</b>	<b>142 899,8</b>	<b>139 619,9</b>	<b>154 812,0</b>	<b>160 317,2</b>	<b>192 755,8</b>	<b>207 640,4</b>	<b>198 544,8</b>	<b>206 651,4</b>	<b>225 472,5</b>	<b>263 799,4</b>	<b>270 597,7</b>	<b>262 743,2</b>	<b>298 657,4</b>	<b>322 544,9</b>
<b>DEPOTS A TERME ET D'EPARGNE</b>	<b>83 248,5</b>	<b>94 243,7</b>	<b>96 097,3</b>	<b>93 076,0</b>	<b>99 613,5</b>	<b>106 678,2</b>	<b>108 697,4</b>	<b>116 188,7</b>	<b>109 160,9</b>	<b>125 975,8</b>	<b>130 169,5</b>	<b>133 693,8</b>	<b>142 852,0</b>	<b>152 596,5</b>
<b>SOLDE NET DES TRANSACTIONS INTERBANCAIRES</b>	<b>-964,1</b>	<b>-409,2</b>	<b>56,9</b>	<b>481,8</b>	<b>-233,7</b>	<b>229,4</b>	<b>590,0</b>	<b>738,7</b>	<b>552,6</b>	<b>924,5</b>	<b>1 325,3</b>	<b>16,0</b>	<b>768,1</b>	<b>-98,5</b>
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>76 392,0</b>	<b>88 359,7</b>	<b>90 843,9</b>	<b>95 537,7</b>	<b>102 198,4</b>	<b>105 838,3</b>	<b>106 297,6</b>	<b>118 862,8</b>	<b>124 768,7</b>	<b>130 334,8</b>	<b>127 222,9</b>	<b>134 381,3</b>	<b>141 805,1</b>	<b>158 509,3</b>

**ANNEXE 9 : SITUATION MONETAIRE**  
(en MBIF)

	2006	2007	2008			2009				2010				
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>53 922,2</b>	<b>84 881,5</b>	<b>77 455,8</b>	<b>70 804,6</b>	<b>98 829,0</b>	<b>155 014,6</b>	<b>113 983,6</b>	<b>153 462,0</b>	<b>140 697,4</b>	<b>168 753,0</b>	<b>154 680,3</b>	<b>95 994,5</b>	<b>69 184,6</b>	<b>139 925,8</b>
- Avoirs extérieurs	207 173,6	299 376,2	342 496,3	332 234,9	380 223,1	458 057,9	404 889,0	399 477,2	516 593,9	554 519,4	550 066,4	483 301,8	482 084,9	578 994,3
- Engagements extérieurs	153 251,4	214 494,7	265 040,5	261 430,3	281 394,1	303 043,3	290 905,4	246 015,2	375 896,5	385 766,4	395 386,1	387 307,3	412 900,3	439 068,5
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>366 361,5</b>	<b>373 044,2</b>	<b>385 894,9</b>	<b>424 891,4</b>	<b>448 940,4</b>	<b>448 134,0</b>	<b>443 038,7</b>	<b>461 325,0</b>	<b>491 125,1</b>	<b>569 196,2</b>	<b>554 809,8</b>	<b>614 156,6</b>	<b>692 039,9</b>	<b>699 738,2</b>
- Créances nettes sur l'Etat	159 715,9	157 445,1	164 212,2	182 612,0	172 395,8	176 478,0	169 429,5	176 662,3	185 790,1	252 435,2	220 250,7	241 078,8	285 446,5	292 271,1
- Créances sur l'économie	206 645,6	215 599,1	221 682,7	242 279,4	276 544,6	271 656,0	273 609,2	284 662,7	305 335,0	316 761,0	334 559,1	373 077,8	406 593,4	407 467,1
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>420 283,7</b>	<b>457 925,7</b>	<b>463 350,7</b>	<b>495 696,0</b>	<b>547 769,4</b>	<b>603 148,6</b>	<b>557 022,3</b>	<b>614 787,0</b>	<b>631 822,5</b>	<b>737 949,2</b>	<b>709 490,1</b>	<b>710 151,1</b>	<b>761 224,5</b>	<b>839 664,0</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>301 558,5</b>	<b>330 079,1</b>	<b>341 485,7</b>	<b>366 985,1</b>	<b>415 805,2</b>	<b>443 117,8</b>	<b>417 714,2</b>	<b>444 100,5</b>	<b>449 402,9</b>	<b>530 770,3</b>	<b>524 595,6</b>	<b>543 477,1</b>	<b>589 981,8</b>	<b>638 098,2</b>
- Monnaie	217 583,0	235 379,4	245 092,4	273 657,1	315 639,7	335 887,6	308 364,8	327 659,8	339 990,0	404 392,5	393 724,1	408 731,3	446 577,8	484 969,7
- Quasi-Monnaie	83 975,5	94 699,7	96 393,3	93 328,0	100 165,5	107 230,2	109 349,4	116 440,7	109 412,9	126 377,8	130 871,5	134 745,8	143 404,0	153 128,5
DEPOTS DU FONDS D'EGALISATION	108,0	621,7	136,5	399,2	13,1	69,2	90,5	69,8	71,9	51,2	26,4	26,4	36,4	16,2
DIVERS (net)	118 617,2	127 224,9	121 728,5	128 311,7	131 951,1	159 961,6	139 217,6	170 616,7	182 347,7	207 127,7	184 868,1	166 647,6	171 206,3	201 549,6

(1) Les dépôts du Fonds d'Egalisation ne sont pas, à l'instar des autres avoirs du secteur gouvernemental, déduits des créances brutes sur l'Etat, mais figurent séparément au passif.

**ANNEXE 10 : SITUATION CONSOLIDEE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS**

(en MBIF)

	2006	2007	2008				2009				2010			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
RESERVES	679,5	991,8	1 172,9	1 706,2	1 549,0	1 410,7	643,8	840,3	1 210,6	1 720,2	2 237,1	1 681,9	2 817,0	2 353,3
CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	725,0	654,0	554,0	700,0	500,0	450,0	650,0	850,0	450,0	750,0	1 100,0	950,0	450,0	450,0
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	-	31,9	508,9	529,0	849,6	833,8	833,8	833,8	907,6	902,0	896,3	891,3	885,2	876,6
CREANCES NETTES SUR LES AD. LOCALES	16,4	1,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CREANCES NETTES SUR LES AG. GOUV.	4,3	265,9	132,9	20,4	658,1	615,9	47,5	122,0	725,9	657,0	621,2	579,8	593,2	142,9
CREANCES SUR L'ECONOMIE	21 270,0	26 305,2	26 694,0	27 331,4	28 373,8	29 491,5	31 277,7	32 727,2	33 042,1	34 518,9	35 578,4	38 074,3	44 424,4	47 506,9
-créances sur les sociétés à participation publique	413,3	962,5	501,0	591,6	573,4	342,7	278,4	776,4	789,0	763,5	641,3	709,3	734,3	920,6
-créances sur le secteur privé	20 856,7	25 342,7	26 193,0	26 739,8	27 800,4	29 148,8	30 999,3	31 950,8	32 253,1	33 755,4	34 937,1	37 365,0	43 690,1	46 586,3
AUTRES POSTES NETS	1 944,0	2 547,0	2 268,8	2 373,2	2 013,7	1 598,0	2 149,3	2 048,4	2 928,4	2 126,6	1 140,1	1 020,1	283,0	842,6
<b>AVOIRS = ENGAGEMENTS</b>	<b>24 639,2</b>	<b>30 797,1</b>	<b>31 331,5</b>	<b>32 660,2</b>	<b>33 944,2</b>	<b>34 399,9</b>	<b>35 602,1</b>	<b>37 421,7</b>	<b>39 264,6</b>	<b>40 674,7</b>	<b>41 573,1</b>	<b>43 197,4</b>	<b>49 452,8</b>	<b>52 172,3</b>
ENGAGEMENTS ENVERS LE SECTEUR BANCAIRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	114,3	96,7	87,6	68,6
SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE ETABL.FINANCIERS	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	4 274,2	6 961,5	6 970,2	7 739,8	8 094,8	8 345,0	8 899,4	10 110,4	11 042,5	11 783,1	11 843,4	11 913,4	14 902,4	17 581,0
DEPOTS ET EMPRUNTS	3 500,1	5 060,1	6 510,5	6 537,9	6 912,4	7 199,5	7 663,9	8 227,2	8 650,1	9 015,5	9 795,9	11 195,6	13 666,8	13 351,3
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A L.T.	3 056,0	3 759,8	2 557,4	2 576,5	2 382,3	2 073,8	1 971,2	1 746,8	1 797,0	1 764,8	1 670,6	1 275,9	1 376,5	1 350,2
FONDS PROPRES	13 819,9	15 026,7	15 304,4	15 817,0	16 565,7	16 792,6	17 078,6	17 348,3	17 786,0	18 122,3	18 159,9	18 726,8	19 430,5	19 832,2



**ANNEXE 11 : SITUATION CONSOLIDEE DU SYSTEME BANCAIRE**

(en MBIF)

	2006	2007	2008				2009				2010			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>39 832,6</b>	<b>81 121,7</b>	<b>73 079,7</b>	<b>63 793,4</b>	<b>96 446,7</b>	<b>152 733,9</b>	<b>111 012,3</b>	<b>151 462,5</b>	<b>138 900,4</b>	<b>166 988,2</b>	<b>153 009,7</b>	<b>94 718,6</b>	<b>67 808,1</b>	<b>138 575,6</b>
-Avoirs bruts	207 173,6	299 376,2	342 496,3	332 234,9	380 223,1	458 436,2	404 889,0	399 224,5	516 593,9	554 519,4	550 066,4	483 301,8	482 084,9	578 994,3
-Engagements bruts à C.T.	-167 341,0	-218 254,5	-269 416,6	-268 441,5	-283 776,4	-305 702,3	-293 876,7	-247 762,0	-377 693,5	-387 531,2	-397 056,7	-388 583,2	-414 276,8	-440 418,7
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>385 323,8</b>	<b>398 933,0</b>	<b>414 438,2</b>	<b>456 333,0</b>	<b>478 284,1</b>	<b>478 472,1</b>	<b>474 582,5</b>	<b>494 413,5</b>	<b>525 204,1</b>	<b>604 698,2</b>	<b>591 381,0</b>	<b>653 177,3</b>	<b>737 418,0</b>	<b>747 739,9</b>
-Créances nettes sur l'Etat	157 967,9	157 122,5	166 536,2	187 196,9	173 890,4	177 858,5	170 220,3	177 548,3	187 351,7	253 943,0	221 768,2	242 549,9	286 924,9	293 290,6
-Créances sur l'économie	227 355,9	241 810,5	247 902,0	269 136,1	304 393,7	300 613,6	304 362,2	316 865,2	337 852,4	350 755,2	369 612,8	410 627,4	450 493,1	454 449,3
<b>RESSOURCES = EMPLOIS</b>	<b>425 156,4</b>	<b>480 054,7</b>	<b>487 517,9</b>	<b>520 126,4</b>	<b>574 730,8</b>	<b>631 206,0</b>	<b>585 594,8</b>	<b>645 876,0</b>	<b>664 104,5</b>	<b>771 686,4</b>	<b>744 390,7</b>	<b>747 895,9</b>	<b>805 226,1</b>	<b>886 315,5</b>
<b>ENGAGEMENTS EXIGIBLES</b>	<b>303 395,5</b>	<b>335 138,4</b>	<b>347 987,2</b>	<b>373 517,4</b>	<b>422 711,5</b>	<b>450 316,2</b>	<b>425 370,6</b>	<b>452 319,5</b>	<b>458 044,8</b>	<b>539 774,2</b>	<b>534 385,2</b>	<b>554 668,7</b>	<b>603 643,5</b>	<b>651 441,8</b>
- Circulation fiduciaire hors du système financier	68 434,0	84 152,5	80 635,8	99 266,7	110 350,2	112 622,5	99 933,9	108 011,2	104 472,6	120 909,2	109 450,5	131 106,6	132 528,8	139 095,7
- Dépôts à vue	147 485,9	151 226,1	164 447,6	174 384,8	205 283,4	223 263,9	208 423,4	219 640,4	235 509,2	283 476,8	284 267,3	277 620,7	314 043,9	345 866,3
- Quasi-monnaie	83 975,5	94 699,7	96 393,3	93 328,0	100 165,5	107 230,2	109 349,4	116 440,7	109 412,9	126 377,8	130 871,5	134 745,8	143 404,0	153 128,5
- Engagements des établissements financiers	3 500,1	5 060,1	6 510,5	6 537,9	6 912,4	7 199,6	7 663,9	8 227,2	8 650,1	9 010,4	9 795,9	11 195,6	13 666,8	13 351,3
<b>DEPOTS A L'IMPORTATION</b>	<b>1 436,2</b>	<b>2 374,6</b>	<b>2 145,2</b>	<b>2 889,3</b>	<b>3 473,3</b>	<b>5 500,2</b>	<b>4 647,1</b>	<b>2 955,2</b>	<b>2 277,7</b>	<b>3 627,5</b>	<b>4 455,2</b>	<b>5 313,2</b>	<b>6 642,8</b>	<b>10 515,6</b>
<b>FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS</b>	<b>4 274,2</b>	<b>6 961,5</b>	<b>6 970,2</b>	<b>7 739,8</b>	<b>8 094,8</b>	<b>8 345,0</b>	<b>8 899,4</b>	<b>10 110,4</b>	<b>11 042,5</b>	<b>11 788,2</b>	<b>11 843,4</b>	<b>11 913,4</b>	<b>14 902,4</b>	<b>17 581,0</b>
<b>SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>-2 934,3</b>	<b>-1 633,1</b>	<b>-1 821,6</b>	<b>-3 955,5</b>	<b>-3 259,4</b>	<b>-3 850,5</b>	<b>164,3</b>	<b>-2 786,4</b>	<b>-1 778,4</b>	<b>-1 514,1</b>	<b>-1 670,9</b>	<b>-5 590,0</b>	<b>-1 887,4</b>	<b>-4 254,5</b>
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>118 817,3</b>	<b>130 453,2</b>	<b>137 788,9</b>	<b>145 375,6</b>	<b>152 295,6</b>	<b>152 984,2</b>	<b>161 537,0</b>	<b>171 108,2</b>	<b>179 636,1</b>	<b>185 620,3</b>	<b>182 907,7</b>	<b>194 021,6</b>	<b>199 842,3</b>	<b>219 256,7</b>
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>11 201,1</b>	<b>6 760,1</b>	<b>-5 552,0</b>	<b>-5 440,2</b>	<b>-8 585,0</b>	<b>17 910,9</b>	<b>-15 023,6</b>	<b>12 169,1</b>	<b>14 881,8</b>	<b>32 390,3</b>	<b>12 470,1</b>	<b>-12 431,0</b>	<b>-17 917,5</b>	<b>-8 225,1</b>



**ANNE 13 : TAUX D'INTERET MOYENS DEBITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES**  
(en p.c par an)

	2006	2007	2008				2009				2010			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>COURT TERME</b>	<b>18,0</b>	<b>17,6</b>	<b>17,7</b>	<b>17,2</b>	<b>17,2</b>	<b>16,7</b>	<b>17,2</b>	<b>17,4</b>	<b>16,9</b>	<b>16,7</b>	<b>16,6</b>	<b>16,5</b>	<b>16,4</b>	<b>16,2</b>
- Exportations	16,0	15,7	15,7	16,7	15,8	15,6	13,4	10,9	10,7	15,0	16,0	16,1	15,5	14,3
- Importations	16,5	17,1	18,2	18,2	16,3	16,2	16,2	17,4	14,7	14,5	14,7	14,6	14,7	16,8
- Trésorerie	18,3	17,5	17,6	17,1	17,5	16,9	17,4	17,4	16,8	16,8	16,6	16,6	16,5	16,3
- Autres	18,8	18,6	18,5	17,0	16,9	16,7	17,4	17,9	18,3	16,4	16,5	16,4	16,9	16,2
<b>MOYEN TERME</b>	<b>18,0</b>	<b>17,1</b>	<b>16,9</b>	<b>16,8</b>	<b>16,5</b>	<b>16,5</b>	<b>16,5</b>	<b>16,2</b>	<b>16,2</b>	<b>16,0</b>	<b>15,3</b>	<b>15,2</b>	<b>15,1</b>	<b>15,2</b>
- Habitat	17,9	17,7	17,2	17,0	17,1	17,5	17,2	16,5	16,1	16,2	15,7	15,8	15,6	16,2
- Equipement et divers	18,0	17,0	16,8	16,8	16,4	16,4	16,4	16,2	16,2	16,0	15,3	15,1	15,1	15,0
<b>LONG TERME</b>	<b>16,6</b>	<b>17,1</b>	<b>17,0</b>	<b>16,5</b>	<b>16,7</b>	<b>15,1</b>	<b>14,5</b>	<b>14,3</b>	<b>13,8</b>	<b>13,1</b>	<b>12,0</b>	<b>12,6</b>	<b>12,4</b>	<b>12,1</b>
- Habitat	15,8	15,6	11,6	10,8	15,5	10,0	9,3	10,6	11,0	10,7	9,3	11,1	11,6	11,1
- Equipement et divers	16,8	17,6	17,6	17,4	17,7	18,0	18,0	18,0	17,6	17,8	18,8	17,8	17,3	16,3
<b>MOYENNE GENERALE</b>	<b>18,0</b>	<b>17,5</b>	<b>17,5</b>	<b>17,1</b>	<b>17,1</b>	<b>16,7</b>	<b>17,0</b>	<b>17,1</b>	<b>16,7</b>	<b>16,5</b>	<b>16,1</b>	<b>16,1</b>	<b>16,0</b>	<b>15,9</b>

**ANNEXE 14 : TAUX D'INTERET MOYENS CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES**  
(en p.c. par an)

	2006	2007	2008				2009				2010			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>DEPOTS A VUE (1)</b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>6,7</b>	<b>6,2</b>	<b>6,5</b>	<b>6,3</b>	<b>5,8</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>	<b>6,6</b>	<b>5,6</b>	<b>5,1</b>	<b>5,4</b>	<b>5,2</b>
<b>COMPTES SUR LIVRETS</b>	<b>5,0</b>	<b>7,2</b>	<b>7,5</b>	<b>7,5</b>	<b>7,4</b>	<b>7,3</b>	<b>7,2</b>	<b>7,2</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>6,7</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>
<b>DEPOTS A TERME</b>	<b>9,4</b>	<b>8,7</b>	<b>8,8</b>	<b>8,9</b>	<b>8,7</b>	<b>8,6</b>	<b>8,0</b>	<b>7,7</b>	<b>7,8</b>	<b>7,9</b>	<b>7,6</b>	<b>7,4</b>	<b>7,8</b>	<b>7,8</b>
1 mois au plus	9,6	8,7	8,9	9,1	8,6	8,4	7,8	7,6	8,0	7,9	7,5	7,5	7,9	8,1
1 an au plus	8,9	9,0	8,8	8,7	8,9	8,9	8,2	7,8	7,7	7,9	7,7	7,4	7,5	7,5
2 ans au plus	8,0	8,0	8,0	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9	6,1	7,1	8,9	9,0
plus de 2 ans	4,4	5,2	5,2	6,5	5,7	5,3	6,7	6,8	6,8	11,0	11,0	6,2	7,4	7,3
<b>DEPOTS A PREAVIS</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>8,0</b>	<b>7,7</b>	<b>7,3</b>	-	<b>7,9</b>	<b>6,9</b>
1 mois au plus	-	-	-	-	-	-	-	-	7,8	8,0	7,6	-	7,8	6,9
1 an au plus	-	-	-	-	-	-	-	-	8,1	7,6	-	-	7,9	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 2 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>BONS DE CAISSE</b>	<b>9,6</b>	<b>9,2</b>	<b>9,2</b>	<b>9,2</b>	<b>9,0</b>	<b>9,0</b>	<b>9,5</b>	<b>9,0</b>	<b>8,9</b>	<b>9,4</b>	<b>9,1</b>	<b>8,6</b>	<b>8,7</b>	<b>8,7</b>
1 mois au plus	10,7	9,4	9,6	9,7	9,3	9,3	10,1	9,4	9,4	9,7	9,1	8,9	9,1	9,7
1 an au plus	9,5	9,1	8,8	8,7	8,4	8,5	8,8	8,2	8,0	8,6	8,4	7,9	7,8	7,4
2 ans au plus	9,0	9,0	9,0	-	-	-	-	-	-	-	12,0	-	-	-
<b>EPARGNE A LA SOURCE</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>BONS D'EPARGNE</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,3</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>
<b>MOYENNE GENERALE</b>	<b>8,9</b>	<b>8,3</b>	<b>8,4</b>	<b>8,2</b>	<b>8,2</b>	<b>8,1</b>	<b>7,6</b>	<b>7,5</b>	<b>7,4</b>	<b>7,6</b>	<b>7,2</b>	<b>7,1</b>	<b>7,3</b>	<b>7,3</b>

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés



**ANNEXE 16 : STRUCTURE DES IMPORTATIONS**  
(en million de BIF et en Tonnes)

Structure	2006		2007		2008		2009		2010	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
<b>I. BIENS DE PRODUCTION :</b>	<b>146 495,6</b>	<b>198 234</b>	<b>157 755,1</b>	<b>194 682</b>	<b>211 971,0</b>	<b>216 428</b>	<b>206 922,7</b>	<b>260 621</b>	<b>278 822,4</b>	<b>362 883,0</b>
10. Métallurgie	32 007,1	14 502	22 887,5	18 542	23 343,9	15 756	19 198,2	17 088	27 967,8	26 285
11. Agriculture et élevage	5 979,1	7 175	3 901,9	3 621	6 346,0	5 335	8 448,0	6 975	8 614,2	12 668
12. Alimentation	15 374,6	25 232	30 341,6	28 791	17 745,0	17 412	35 512,7	28 441	32 374,0	41 891
13. Textile	190,1	98	35,0	33	111,7	53	511,0	127	321,9	47
14. Construction	19 966,3	80 270	22 508,0	74 419	38 697,9	95 096	48 609,4	133 666	60 057,5	159 066
15. Bois	1 000,9	1 559	986,1	1 135	1 395,0	1 398	1 024,0	1 343	1 905,6	3 092
16. Papier	288,5	261	107,8	139	241,2	239	293,6	256	377,2	714
17. Cuir	14,9	13	40,1	28	3,3	4	47,3	44	47,7	42
<b>18. Autres biens de production:</b>	<b>71 674,1</b>	<b>69 124</b>	<b>76 947,1</b>	<b>67 974</b>	<b>124 087,0</b>	<b>81 135</b>	<b>93 278,5</b>	<b>72 681</b>	<b>147 156,5</b>	<b>119 078,0</b>
180.Chimiques	4 478,7	2 912	4 190,8	2 305	5 934,3	3 636	9 435,7	4 431	5 935,7	8 016
181.Combustibles solides	2,8	1	-	-	-	-	1,4	1	46,3	83
182. Huiles minérales	59 211,8	63 006	63 497,0	62 624	107 550,1	74 489	70 557,1	64 044	121 126,6	97 911
183. Autres	7 980,8	3 205	9 259,3	3 045	10 602,6	3 011	13 284,3	4 205	20 047,9	13 068
<b>II. BIENS D'EQUIPEMENT :</b>	<b>158 909,5</b>	<b>32 769</b>	<b>89 159,6</b>	<b>17 974</b>	<b>130 118,2</b>	<b>20 189</b>	<b>143 762,1</b>	<b>23 446</b>	<b>168 259,9</b>	<b>38 625,0</b>
20. Chaudières,engins mécaniques	18 712,7	2 006	16 876,1	1 639	47 579,8	4 055	33 466,2	3 164	45 585,8	11 381
21. Pièces et outillages	18 563,1	11 053	7 228,2	5 013	10 757,9	5 193	15 567,6	6 784	11 064,3	7 209
22. Matériel électrique	25 803,7	7 232	14 706,0	2 527	28 229,1	3 425	54 489,7	4 656	44 948,0	5 420
23. Tracteurs,véhicules et engins/ transport	64 369,3	11 698	43 534,6	8 032	34 092,8	6 818	33 792,7	8 068	53 484,8	12 366
24. Autres biens d'équipement	31 460,7	780	6 814,7	763	9 458,6	698	6 445,9	774	13 177,0	2 249
<b>III. BIENS DE CONSOMMATION :</b>	<b>137 106,0</b>	<b>77 923</b>	<b>99 185,5</b>	<b>65 631</b>	<b>135 692,1</b>	<b>70 866</b>	<b>144 143,8</b>	<b>69 423</b>	<b>179 189,0</b>	<b>93 190,0</b>
<b>30. Durables :</b>	<b>70 627,7</b>	<b>27 790</b>	<b>36 028,5</b>	<b>19 000</b>	<b>55 130,0</b>	<b>26 306</b>	<b>54 489,6</b>	<b>24 338</b>	<b>87 658,8</b>	<b>34 658,0</b>
300. Textiles	12 662,2	6 584	11 026,9	4 592	14 346,6	7 633	17 716,8	5 375	29 581,2	16 077
301. Véhicules	5 080,2	1 659	4 442,6	1 508	7 464,2	1 832	6 030,4	1 716	12 843,3	4 150
302. Autres	52 885,3	19 547	20 559,0	12 900	33 319,2	16 841	30 742,4	17 247	45 234,3	14 431
<b>31. Non durables :</b>	<b>66 478,3</b>	<b>50 133</b>	<b>63 157,0</b>	<b>46 631</b>	<b>80 562,1</b>	<b>44 560</b>	<b>89 654,2</b>	<b>45 085</b>	<b>91 530,2</b>	<b>58 532,0</b>
310. Alimentaires	27 512,2	36 809	26 920,8	40 055	31 451,8	36 029	35 001,4	40 163	31 710,1	43 758
311. Pharmaceutiques	28 983,9	1 577	27 013,7	1 816	36 538,6	2 032	40 662,3	1 137	43 181,3	3 784
312. Autres	9 982,2	11 747	9 222,5	4 760	12 571,7	6 499	13 990,5	3 785	16 638,8	10 990
<b>TOTAL</b>	<b>442 511,1</b>	<b>308 926</b>	<b>346 100,2</b>	<b>278 287</b>	<b>477 781,3</b>	<b>307 483</b>	<b>494 828,6</b>	<b>353 490</b>	<b>626 271,3</b>	<b>494 698,0</b>

**ANNEXE 17 : IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE**

**V : en MBIF**

**Q : en tonnes (poids net)**

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>I. EUROPE</b>	<b>45 418</b>	<b>162 981,9</b>	<b>25 430</b>	<b>93 241,9</b>	<b>26 749</b>	<b>141 017,6</b>	<b>28 481</b>	<b>137 451,6</b>	<b>29 122</b>	<b>138 093,6</b>
1. Union Européenne	<b>41 827</b>	<b>137 758,3</b>	<b>23 038</b>	<b>89 901,5</b>	<b>25 878</b>	<b>138 708,1</b>	<b>26 358</b>	<b>132 976,1</b>	<b>24 264</b>	<b>129 098,6</b>
Belgique	10 760	51 820,5	12961	48 476,2	11 323	61 033,0	11 653	56 185,2	11 921	59 967,3
Allemagne	1 717	10 421,4	1018	8 928,3	957	23 900,3	913	7 450,0	1 054	7 923,8
France	11 300	19 597,8	1759	11 699,8	2 722	26 423,6	2 485	21 114,6	2 419	29 948,3
Royaume-Uni	3 113	20 366,7	1370	3 272,0	2 005	4 974,8	2 617	4 787,2	1 363	6 369,4
Italie	7 430	14 085,1	3097	5 957,3	6 106	7 530,6	3 028	15 799,9	3 103	6 618,6
Pays-Bas	1 457	5 728,9	1039	4 771,3	1 282	5 894,0	1 470	4 995,3	1 970	5 142,0
Danemark	538	9 890,7	916	3 930,0	608	4 592,8	954	10 340,5	221	7 753,8
Irlande	2	5,2	-	-	1	119,8	-	-	6	231,0
Espagne	468	1 140,9	116	323,5	492	3 164,9	216	1 229,7	101	560,8
Grèce	36	121,4	2	5,7	21	125,9	53	669,1	23	65,8
Portugal	-	-	10	36,0	-	-	135	636,7	-	-
Autres pays de l'U.E.(1)	5 006	4 579,7	750	2 501,4	361	948,4	2 834	9 767,9	2 083	4 517,8
<b>2. AUTRES</b>	<b>3 591</b>	<b>25 223,6</b>	<b>2 392,0</b>	<b>3 340,4</b>	<b>871</b>	<b>2 309,5</b>	<b>2 123</b>	<b>4 475,5</b>	<b>4 858</b>	<b>8 995,0</b>
Suisse	29	1 006,8	424	1 946,3	220	1 479,4	767	2 300,6	597	3 850,2
Rép. Tchéque	-	-	14	73,8	-	-	-	-	6	96,1
Russie	2 287	20 791,3	1166	748,5	312	355,3	733	746,2	2 082	2 533,9
Roumanie	50	43,4	25	24,7	43	137,6	18	97,2	28	103,3
Autres pays d'Europe	1 225	3 382,1	763	547,1	296	337,2	605	1 331,5	2 145	2 411,5
<b>II. ASIE</b>	<b>111 825</b>	<b>168 350,6</b>	<b>92 228,0</b>	<b>135 117,8</b>	<b>109 525</b>	<b>196 453,0</b>	<b>96 491</b>	<b>190 746,7</b>	<b>153 858</b>	<b>293 905,3</b>
Japon	6 723	34 338,9	3 800	18 076,5	4 419	19 617,5	2 418	18 027,8	12 616	47 035,0
Iran	119	275,6	-	-	991	<b>1 599,2</b>	1 346	<b>3 793,1</b>	52	91,4
Rép. Pop. de Chine	12 308	19 312,2	<b>9 955</b>	15 047,3	12 861	28 646,4	14 774	41 117,9	21 456	62 739,3
Union Indienne	6 238	15 243,8	4 152	14 284,9	6 362	20 085,7	6 917	24 255,5	8 128	31 712,5
Corée du Sud	189	674,7	316	1 143,2	153	844,5	356	1 217,6	267	771,8
Hong-Kong	322	378,4	165	231,7	137	877,1	65	3 687,1	64	2 183,5
Corée du Nord	52	81,3	18	34,0	37	83,3	118	576,8	173	488,0
Taiwan	-	-	12	49,8	6	20,7	13	47,2	16	93,5
Bangladesh	40	52,8	18	36,3	75	285,6	37	142,8	75	173,3
Pakistan	7 457	13 415,0	3 273	4 171,4	435	439,6	1 164	2 291,0	132	139,0
Arabie Saoudite	58 148	55 862,0	60 370	64 764,7	68 369	100 469,6	46 175	67 168,1	88 701	115 270,9
Autres pays d'Asie	20 229	28 715,9	10 149	17 278,0	15 680	23 483,8	23 108	28 421,8	22 178	33 207,1
<b>III. AFRIQUE</b>	<b>145 930</b>	<b>96 176,5</b>	<b>155 481,0</b>	<b>111 416,0</b>	<b>167 998</b>	<b>133 170,5</b>	<b>217 010</b>	<b>149 294,7</b>	<b>303 748</b>	<b>181 836,3</b>
R.D.C	3 691	826,8	1 377	851,2	46	360,3	248	784,8	349	996,8
Tanzanie	20 262	7803,3	29 019	10 601,9	31 728	19 957,7	41 961	22 191,9	80 645	33 246,9
Kenya	26 033	36463,7	25 935	31 835,3	24 766	35 881,4	28 711	41 701,0	32 158	38 088,3
Djibouti	18	25,6	0	0,1	-	-	-	-	118	340,9
Rwanda	2 517	1059,8	3 319	1 794,6	5 283	3 733,2	3 230	2 225,3	9 807	3 094,0
Ouganda	36 057	17405,1	70 302	41 832,6	81 156	40 869,8	85 017	40 703,9	60 096	35 526,7
Zambie	48 277	13294,9	16 117	6 673,0	12 432	8 050,4	31 249	13 916,5	101 272	42 711,8
Zimbabwe	204	254,1	639	597,3	121	192,9	109	193,3	72	153,3
Malawi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R.S.A.(2)	5 446	9773,6	6 120	10 344,1	4 107	12 346,8	3 266	7 006,3	5 244	9 841,6
Autres pays d'Afrique	3 425	9269,6	2 653	6 885,9	8 359	11 778,0	23 219	20 571,7	13 987	17 836,0
<b>IV. AMERIQUE</b>	<b>5 521</b>	<b>14 213,6</b>	<b>5 039,0</b>	<b>6 114,4</b>	<b>3 160</b>	<b>6 741,8</b>	<b>11 657</b>	<b>16 601,8</b>	<b>7 621</b>	<b>9 796,6</b>
Etats-Unis	694	10251,2	859	3 428,4	390	2 886,7	5 005	9 366,4	5 981	6 801,1
Canada	4 011	2662	4073	2 392,3	2 710	3 329,1	6 551	6 408,5	1 420	2 401,7
Autres pays d'Amérique	816	1300,4	107	293,7	60	526,0	101	826,9	220	593,8
<b>V. OCEANIE</b>	<b>215</b>	<b>771,5</b>	<b>111,0</b>	<b>209,8</b>	<b>52</b>	<b>397,9</b>	<b>98</b>	<b>733,9</b>	<b>638</b>	<b>2 630,3</b>
Australie	-	380,5	26	64,5	1	286,8	11	389,5	54	58,7
Nouvelle Zélande	79	391	85	145,3	51	111,1	87	344,4	584	2 571,6
Pitcairn	136	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>VI. DIVERS</b>	<b>11</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>0,3</b>	<b>...</b>	<b>0,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>...</b>	<b>9,2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>308 920</b>	<b>442 511,1</b>	<b>278 289</b>	<b>346 100,2</b>	<b>307 484</b>	<b>477 781,0</b>	<b>353 737</b>	<b>494 828,7</b>	<b>494 987</b>	<b>626 271,3</b>

(1): y compris les données relatives aux importations en provenance de l'Autriche et de la Suède à partir de Janvier 1995

(2): R.S.A:République d'Afrique du Sud

Source : Office Burundais des Recettes.

**ANNEXE 18 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS (\*)**

**Q: en T (poids net)**

**V: en MBIF**

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>PRODUITS PRIMAIRES</b>	<b>28 572</b>	<b>57 380,0</b>	<b>33 055</b>	<b>60 230,8</b>	<b>29 737</b>	<b>75 218,7</b>	<b>29 537</b>	<b>76 174,1</b>	<b>33 338</b>	<b>118 309,5</b>
café marchand	17 928	40 371,7	20 307	41 684,3	15 883	47 184,2	17 114	48 733,0	20 661	85 814,3
coton	1 172	1 211,2	1 100	1 470,2	720	1 216,3	1 794	2 344,7	860	1 827,9
peaux brutes	1 832	1 574,2	2 682	3 823,6	2 283	3 704,8	2 273	2 335,1	3 019	3 994,5
thé	5 946	10 238,4	6 475	9 924,5	5 406	15 531,0	6 293	18 945,6	7 139	21 919,5
animaux vivants	-	-	-	-	3	-	....	0,6	-	-
poissons vivants	6	190,8	11	218,2	11	218,8	11	279,9	-	-
plantes vivantes	171	274,9	128	304,3	96	189,3	59	67,4	47	54,3
riz			1 532	502,4	-	-	10	65,2	-	-
écorces de quinquina	227	119,7	409	178,3	322	433,3	226	352,2	85	114,9
tabacs en feuilles	522	323,0	-	-	-	-	-	-	-	-
autres	768	3 076,1	411	2 125,0	5 013	6 741,0	1 757	3 050,4	1 527	4 584,1
<b>PRODUITS MANUFACTURES</b>	<b>4 105</b>	<b>2 512,9</b>	<b>6 120</b>	<b>3 422,4</b>	<b>8 495</b>	<b>7 362,5</b>	<b>8 269</b>	<b>7 987,3</b>	<b>5 660</b>	<b>6 287,0</b>
limonades, eaux gazeuses	4	1,9	93	43,9	14	1,0	17	12,5	...	3,8
bouteilles en verre foncé	150	21,5	4	0,6	0	0,0	-	0,1	33	8,1
bières	1 177	603,6	3 207	873,1	4 299	1 821,9	2 959	1 596,4	3 700	2 222,4
cigarettes	185	806,8	187	985,8	294	1 796,4	267	1 773,6	239	1 685,4
tissus en coton	26	144,0	26	9,5	-	-	3	14,5	20	42,9
sucré cristallisé	1 000	466,0	2 000	1 221,1	2 500	1 465,3	3 000	2 210,7	-	-
savons de ménage	216	68,4	441	45,6	1 014	1 079,6	1 301	1 625,5	1 289	1 600,4
autres (1)	1 347	400,7	162	242,8	374	1 198,3	722	754,0	379	724,0
<b>TOTAL</b>	<b>32 677</b>	<b>59 892,9</b>	<b>39 175</b>	<b>63 653,2</b>	<b>38 232</b>	<b>82 581,2</b>	<b>37 806</b>	<b>84 161,4</b>	<b>38 998</b>	<b>124 596,5</b>

(\*) : FOB Bujumbura.

(1) : Non compris les objets personnels.

Source : Office Burundais des Recettes (OBR) et l'Office du Thé du Burundi ( OTB).



**ANNEXE 19 : EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (\*)**

**V : en MBIF**

**Q : en T (poids net)**

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>I. EUROPE</b>	<b>18 739</b>	<b>41 571,9</b>	<b>20 829</b>	<b>42 479,3</b>	<b>17 607</b>	<b>52 116,4</b>	<b>14 704</b>	<b>46 993,0</b>	<b>19 840</b>	<b>82 380,6</b>
<b>1. Union Européenne</b>	<b>10 010</b>	<b>21 898,5</b>	<b>10 942</b>	<b>22 177,3</b>	<b>9 374</b>	<b>28 289,5</b>	<b>6 002</b>	<b>25 494,1</b>	<b>10 144</b>	<b>43 063,5</b>
Belgique	1 035	2 544,9	1 034	3 069,8	952	4 239,0	2 908	7 837,4	3 561	14 278,2
Allemagne	678	1 471,0	765	1 423,1	778	2 009,5	1 372	3 811,4	759	2 846,3
France	236	501,9	241,0	495,3	193	600,1	338	846,2	183	618,3
Royaume-Uni	3 528	7 393,3	3 898	6 916,9	3 086	9 107,7	2 453	7 598,5	5 109	22 705,3
Italie	15	36,8	-	-	45	244,2	111	653,2	188	1 441,1
Pays-Bas	239	314,0	157	322,7	529	826,8	456	1 227,0	287	799,8
Espagne	-	-	-	-	-	-	5	18,4	-	-
Grèce	...	0,4	-	-	-	-	-	-	12	69,1
U.E. (1)	4 279,0	9 636,2	4 847,0	9 949,5	3 791	11 262,2	1 267	3 502,0	45	305,4
<b>2. Autres</b>	<b>8 729</b>	<b>19 673,4</b>	<b>9 887</b>	<b>20 302,0</b>	<b>8 233</b>	<b>23 826,9</b>	<b>8 702</b>	<b>21 498,9</b>	<b>9 696</b>	<b>39 317,1</b>
Russie	304,0	683,9	344,0	706,2	269	799,4	251	696,1	38	176,5
Suède	...	16,4	...	5,8	...	8,8	...	...	...	0,5
Suisse	8 425,0	18 973,1	9 543,0	19 590,0	7 964	23 018,7	8 451	20 802,8	9 658	39 140,1
<b>II. ASIE</b>	<b>4 357</b>	<b>7 376,7</b>	<b>4 946</b>	<b>7 805,6</b>	<b>4 534</b>	<b>13 902,4</b>	<b>5 654</b>	<b>14 536,1</b>	<b>7 524</b>	<b>25 355,2</b>
Japon	134,0	302,0	152,0	311,8	119	352,9	38	106,7	24	17,9
Union des Emirats Arabes	290	203,8	543	775,3	538	857,8	480	366,3	188	132,1
Oman	616	1 036,5	648	992,5	541	1 553,1	637	1 911,5	714	2 192,0
Singapour	314,0	707,6	356,0	730,6	278	827,0	393	1 078,3	1 811	8 746,8
Chine	-	-	...	3,5	341	2 463,3	1 022	1 799,6	940	2 885,4
Inde	-	-	-	-	-	-	-	-	85	153,4
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	18	52,3	192	267,8
Pakistan	3 003	5 126,8	3 247	4 991,9	2 717	7 848,3	3 066	9 221,4	3 570	10 959,8
<b>III. AFRIQUE</b>	<b>8 073</b>	<b>9 105,1</b>	<b>9 618</b>	<b>9 784,9</b>	<b>15 027</b>	<b>13 709,7</b>	<b>11 884</b>	<b>14 663,7</b>	<b>11 150</b>	<b>15 096,7</b>
RDC(2)	1 823	864,7	3 545	1 494,3	7 182	1 983,4	3 475	2 824,3	4 249	3 175,4
Tanzanie	320	4,9	273	59,1	28	11,6	1 282	824,8	244	340,7
Kenya	878	1 220,2	1 376	2 330,4	1 105	1 767,9	475	488,3	1 762	1 865,9
Rwanda	2 721	3 212,0	2 411	2 366,7	4 582	4 104,3	4 020	3 795,3	2 260	2 033,3
Zambie	-	-	-	-	1	2,6	-	-	19	79,3
Ouganda	799	1 208,2	393	1 030,3	777	1 950,6	1 133	2 313,7	831	2 122,3
République Sud-Africaine	44	35,4	2	22,9	1	6,6	24	6,4	-	-
Egypte	1 488	2 559,7	1 618	2 481,2	1 351	3 882,7	1 475	4 410,9	1 785	5 479,8
<b>IV. AMERIQUE</b>	<b>226,0</b>	<b>510,7</b>	<b>257</b>	<b>527,2</b>	<b>205</b>	<b>651,9</b>	<b>584</b>	<b>1 323,1</b>	<b>2</b>	<b>1,8</b>
Etats-Unis	125,0	282,7	142,0	291,9	115	380,1	215	506,2	...	0,2
Canada	101,0	228,0	115,0	235,3	90	271,8	369	816,9	2	1,6
Dominique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>V. OCEANIE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>120</b>
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	22	119,9
<b>VI. DIVERS</b>	<b>1 911</b>	<b>1 795,1</b>	<b>1 428</b>	<b>3 056,2</b>	<b>816</b>	<b>2 200,8</b>	<b>3 526</b>	<b>6 645,6</b>	<b>460</b>	<b>1 642,3</b>
<b>TOTAL</b>	<b>33 306</b>	<b>60 359,5</b>	<b>37 078</b>	<b>63 653,2</b>	<b>38 189</b>	<b>82 581,2</b>	<b>36 352</b>	<b>84 161,5</b>	<b>38 998</b>	<b>124 596,5</b>

(\*) : FOB Bujumbura.

(1) : Produits expédiés vers l'Union Européenne sans que les pays de destination soient connus.

(2) : République Démocratique du Congo (ex-Zaïre).

Sources :Office Burundais des Recettes(OBR) et l'OTB .

**ANNEXE 20 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI**

(en millions de BIF )

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-1 262 378,1</b>	<b>-1 395 427,1</b>	<b>-1 368 084,6</b>	<b>-380 559,0</b>	<b>-431 036,0</b>
<b>Avoirs</b>	<b>247 285,8</b>	<b>352 083,9</b>	<b>517 993,0</b>	<b>623 900,0</b>	<b>700 786,0</b>
Investissements directs à l'étranger	1 008,0	1 046,0	1 735,0	1 735,0	1 735,0
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>113 572,8</b>	<b>150 609,9</b>	<b>187 130,9</b>	<b>222 687,0</b>	<b>276 307,0</b>
<b>crédits commerciaux</b>	<b>39 048,0</b>	<b>50 237,0</b>	<b>59 290,0</b>	<b>64 160,0</b>	<b>110 626,0</b>
Monnaie fiduciaire et dépôts	74 464,8	98 300,9	125 768,9	155 769,0	162 923,0
Autres avoires	60,0	2 072,0	2 072,0	2 758,0	2 758,0
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>132 705,0</b>	<b>200 428,0</b>	<b>329 127,1</b>	<b>399 478,0</b>	<b>422 744,0</b>
<b>Engagements</b>	<b>1 509 663,9</b>	<b>1 747 511,0</b>	<b>1 886 077,6</b>	<b>1 004 459,0</b>	<b>1 131 822,0</b>
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	719,0	1 260,0	5 805,0	6 234,0	7 195,0
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>1 508 944,9</b>	<b>1 746 251,0</b>	<b>1 880 272,6</b>	<b>998 225,0</b>	<b>1 124 627,0</b>
Crédits commerciaux	57 504,0	52 880,0	112 800,0	266 054,0	390 208,0
Prêts	1 423 680,9	1 662 129,0	1 733 462,6	696 741,0	698 557,0
Autorités monétaires	82 878,0	109 830,0	145 084,0	111 460,0	135 170,0
Administrations publiques	1 325 323,9	1 530 543,0	1 567 958,6	561 392,0	527 748,0
Banques	15 479,0	21 756,0	20 420,0	23 889,0	35 639,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres engagements	27 760,0	31 242,0	34 010,0	35 430,0	35 862,0

